



Nations Unies

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

**Cinquante-cinquième session
(27 juin-15 juillet 2022)**

Assemblée générale

**Documents officiels
Soixante-dix-septième session
Supplément n° 17**

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-dix-septième session
Supplément n° 17

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

**Cinquante-cinquième session
(27 juin-15 juillet 2022)**



Nations Unies • New York, 2022

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[3 août 2022]

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	1
II. Organisation de la session	1
A. Ouverture de la session	1
B. Composition et participation	1
C. Élection du Bureau	3
D. Ordre du jour	3
E. Constitution du Comité plénier	3
F. Adoption du rapport	3
III. Résumé des travaux de la Commission à sa cinquante-cinquième session	3
IV. Finalisation et approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires	5
A. Introduction	5
B. Examen du projet de convention	6
C. Mémoire explicatif	16
D. Approbation du projet de convention	17
V. Finalisation et adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation à appliquer le Règlement de médiation de la CNUDCI	18
A. Historique	18
B. Examen du projet de recommandations	18
C. Adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI	19
VI. Finalisation et adoption de la Loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance	20
A. Historique	20
B. Examen du projet de loi type et de la note explicative	21
C. Adoption de la Loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance	27
VII. Commerce électronique et autres questions juridiques liées à l'économie numérique : rapport d'activité du Groupe de travail IV	28
A. Historique	28
B. Orientations pour les travaux futurs	29
1. Remarques générales	29
2. Contrats automatisés	30
3. Transactions de données	30
4. Taxonomie juridique des technologies émergentes et de leurs applications	31
5. Guide juridique sur l'utilisation des systèmes de registres distribués	31
VIII. Micro-, petites et moyennes entreprises : rapport d'activité du Groupe de travail I	32

IX.	Règlement des différends : rapport d'activité du Groupe de travail II	33
X.	Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États : rapport d'activité du Groupe de travail III	34
XI.	Droit de l'insolvabilité : rapport d'activité du Groupe de travail V	36
XII.	Programme de travail	37
	A. Programme législatif en cours d'examen par les groupes de travail	37
	B. Autres questions examinées lors de sessions précédentes de la Commission	38
	1. Récépissés d'entrepôt	38
	2. Documents de transport multimodal négociables	39
	3. Incidences de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur le droit commercial international	40
	4. Changements climatiques : atténuation, adaptation et résilience	41
	5. Règlement des différends	43
	C. Examen du rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international	45
	D. Méthodes de travail de la CNUDCI	46
XIII.	Textes d'autres organisations avalisés par la Commission : Pratiques internationales standard de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758	47
XIV.	Coordination et coopération.	48
	A. Généralités	48
	B. Rapports d'autres organisations internationales	49
	1. Conférence de La Haye de droit international privé	49
	2. UNIDROIT	50
	3. Organisation des États américains	50
	C. Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail	50
XV.	Assistance technique en matière de réforme du droit	51
	A. Généralités	51
	B. Activités de coopération et d'assistance techniques	51
	1. Rapport sur les activités passées.	51
	2. Table ronde sur les activités d'assistance technique dans le domaine du droit de l'insolvabilité	52
	C. Diffusion d'informations sur les travaux et les textes de la CNUDCI	53
	1. Généralités	53
	2. Activités à venir	54
	3. Concours de plaidoirie en droit commercial international	54
	D. Vue d'ensemble des activités d'assistance technique en matière de réforme du droit	54
	E. Ressources et financement.	54
	1. Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI	54
	2. Programme de stages	55

F.	Présence de la CNUDCI dans la région Asie-Pacifique	55
XVI.	Promotion des moyens visant à assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes juridiques de la CNUDCI.	57
XVII.	État des conventions et des lois types et fonctionnement du Registre sur la transparence	58
A.	Débat général	58
B.	Fonctionnement du Registre sur la transparence	59
C.	Bibliographie des écrits récents ayant trait aux travaux de la CNUDCI	60
XVIII.	Rôle actuel de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit.	60
A.	Introduction	60
B.	Observations de la CNUDCI à l'intention de l'Assemblée générale	62
XIX.	Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale	64
XX.	Questions diverses : évaluation du rôle du secrétariat de la CNUDCI dans la facilitation du travail de la Commission	65
XXI.	Dates et lieux des réunions futures	65
A.	Cinquante-sixième session de la Commission	65
B.	Sessions des groupes de travail	65
Annexes		
I.	Projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires	66
II.	Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance	78
III.	Recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)	89
IV.	Liste des documents dont la Commission était saisie lors de sa cinquante-cinquième session	97

I. Introduction

1. Le présent rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) porte sur les travaux de sa cinquante-cinquième session, tenue à New York du 27 juin au 15 juillet 2022.
2. Conformément à la résolution 2205 (XXI) adoptée le 17 décembre 1966 par l'Assemblée générale, le présent rapport est présenté à cette dernière et également soumis pour observations à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

II. Organisation de la session

A. Ouverture de la session

3. La cinquante-cinquième session de la Commission a été ouverte le 27 juin 2022 par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, Miguel de Serpa Soares.

B. Composition et participation

4. La résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, portant création de la Commission, prévoyait que celle-ci serait composée de 29 États élus par l'Assemblée. Par sa résolution 3108 (XXVIII) du 12 décembre 1973, l'Assemblée générale a porté de 29 à 36 le nombre des membres de la Commission, puis, par sa résolution 57/20 du 19 novembre 2002, elle l'a porté de 36 à 60. Par sa résolution 76/109 du 9 décembre 2021, elle a de nouveau augmenté le nombre des membres de la Commission, en le portant de 60 à 70. Cinq membres supplémentaires devaient être élus au cours de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, les cinq membres supplémentaires restants devant l'être lors de sa soixante-dix-neuvième session.
5. Les membres actuels de la Commission, dont le mandat expire la veille de l'ouverture de la session annuelle de la Commission pour l'année indiquée¹ : Afghanistan (2028), Afrique du Sud (2025), Algérie (2025), Allemagne (2025), Arabie saoudite (2028), Argentine (2028), Arménie (2028), Australie (2028), Autriche (2028), Bélarus (2028), Belgique (2025), Brésil (2028), Bulgarie (2028), Cameroun (2025), Canada (2025), Chili (2028), Chine (2025), Colombie (2028), Côte d'Ivoire (2025), Croatie (2025), Équateur (2025), Espagne (2028), États-Unis d'Amérique (2028), Fédération de Russie (2025), Finlande (2025), France (2025), Ghana (2025), Grèce (2028), Honduras (2025), Hongrie (2025), Inde (2028), Indonésie (2025), Iran (République islamique d') (2028), Iraq (2028), Israël (2028), Italie (2028), Japon (2025), Kenya (2028), Koweït (2028), Malaisie (2025), Malawi (2028), Mali (2025), Maroc (2028), Maurice (2028), Mexique (2025), Nigéria (2028), Ouganda (2028), Panama (2028), Pérou (2025), Pologne (2028), République de Corée (2025), République démocratique du Congo (2028), République dominicaine (2025), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2025), Singapour (2025), Somalie (2028), Suisse (2025), Tchèque (2028), Thaïlande (2028), Türkiye (2028),

¹ En application de la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, les membres de la Commission sont élus pour un mandat de six ans. Parmi les membres actuels, 30 ont été élus par l'Assemblée à sa soixante-treizième session le 17 décembre 2018, 34 par l'Assemblée à sa soixante-seizième session le 15 mars 2022, et 1 par l'Assemblée à sa soixante-seizième session le 29 juin 2022. Par sa résolution 31/99, l'Assemblée a modifié les dates de commencement et d'expiration du mandat des membres, décidant que ceux-ci entreraient en fonctions le premier jour de la session annuelle ordinaire de la Commission suivant leur élection et que leur mandat expirerait la veille de l'ouverture de la septième session annuelle ordinaire suivant leur élection.

Turkménistan (2028), Ukraine (2025), Venezuela (République bolivarienne du) (2028), Viet Nam (2025) et Zimbabwe (2025).

6. À l'exception de l'Afghanistan, de la Bulgarie, de la Colombie, du Kenya, du Mali, de Maurice et de la Somalie, tous les États membres de la Commission étaient représentés à la session.

7. Ont assisté à la session des observateurs des États suivants : Bahreïn, Burkina Faso, El Salvador, Guinée équatoriale, Madagascar, Mongolie, Népal, Niger, Philippines, Qatar, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchad et Tunisie.

8. Ont aussi assisté à la session des observateurs du Saint-Siège et de l'Union européenne.

9. Les organisations internationales suivantes étaient également représentées par des observateurs et des observatrices :

a) *Système des Nations Unies* : Groupe de la Banque mondiale, Organisation maritime internationale (OMI) et Université maritime mondiale ;

b) *Organisations intergouvernementales* : Assemblée interparlementaire des nations membres de la Communauté des États indépendants, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Communauté d'États indépendants, Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH), Conseil de coopération des États arabes du Golfe, Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) et Organisation des États américains (OEA) ;

c) *Organisations non gouvernementales invitées* : All India Bar Association, Association internationale des jeunes avocats, Association internationale du barreau, Association juridique de l'Asie et du Pacifique, Association of the Bar of the City of New York, Center for International Investment and Commercial Arbitration, Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international (CRCICA), Chambre de commerce de Stockholm, Chambre de commerce internationale (ICC), Chambre internationale de la marine marchande, Comité Français de l'Arbitrage, Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international, Commission d'arbitrage de Beijing/Centre d'arbitrage international de Beijing, Commission interaméricaine d'arbitrage commercial, Conseil chinois pour la promotion du commerce international, Conseil des Notariats de l'Union Européenne, Construction Industry Arbitration Council, Factors Chain International, Fédération interaméricaine des avocats, Georgian International Arbitration Centre, Groupe de réflexion sur l'insolvabilité et sa prévention, Grupo Latinoamericano de Abogados para el Derecho del Comercio Internacional, Hong Kong Mediation Centre, Institut européen du droit, Institut international du développement durable, International and comparative Law Research Center, International Commercial Arbitration Court at the Chamber of Commerce and Industry of Ukraine, International Dispute Resolution Institute, International Federation of Freight Forwarders Associations, International Insolvency Institute, International Swaps and Derivatives Association, International Women's Insolvency and Restructuring Confederation, Madrid Court of Arbitration, Miami International Arbitration Society, Moot Alumni Association, National Competitiveness Centre, New York International Arbitration Center, Nigerian Institute of Chartered Arbitrators, PRIME Finance Foundation, Regional Centre for International Commercial Arbitration, Russian Arbitration Center at the Russian Institute of Modern Arbitration et Union internationale du notariat.

10. La Commission s'est félicitée de la participation d'organisations internationales non gouvernementales qui avaient des connaissances spécialisées sur les principaux points de l'ordre du jour de la session. Cette participation était cruciale pour la qualité des textes qu'elle élaborait, et la Commission a prié le Secrétariat de continuer à inviter de telles organisations à ses sessions.

C. Élection du Bureau

11. La Commission a élu le Bureau ci-après :

Président : Ivan Šimonović (Croatie)

Vice-Présidence : Beate Czerwenka (Allemagne)
Eva Isabelle Eliette Niamke (Côte d'Ivoire)
Suphanvasa Chotikajan Tang (Thaïlande)

Rapporteur : Felipe Augusto Ramos (Brésil)

D. Ordre du jour

12. L'ordre du jour de la cinquante-cinquième session de la Commission, tel qu'il figure dans l'ordre du jour provisoire annoté ([A/CN.9/1083](#)), a été adopté par celle-ci à sa 1157^e séance, le 27 juin.

E. Constitution du Comité plénier

13. La Commission a constitué un Comité plénier chargé d'examiner le point 6 de l'ordre du jour (relatif à l'examen du projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance). Elle a élu Giusella Finocchiaro (Italie) à la présidence du Comité plénier. Ce dernier s'est réuni les 6 et 7 juillet 2022 et a tenu quatre séances. À sa 1170^e séance, le 7 juillet 2022, la Commission a examiné et adopté le rapport du Comité plénier et est convenue de l'inclure dans le présent rapport. (Le rapport du Comité plénier est reproduit aux paragraphes 112 à 148 du présent rapport.)

F. Adoption du rapport

14. La Commission a adopté le présent rapport par consensus à ses 1176^e et 1177^e séances, le 14 juillet 2022.

III. Résumé des travaux de la Commission à sa cinquante-cinquième session

15. En ce qui concerne le point 4 de l'ordre du jour (relatif à l'examen d'un projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires), la Commission a achevé et approuvé le texte du projet de convention, qui est reproduit à l'annexe I du présent rapport.

16. En ce qui concerne le point 5 de l'ordre du jour (relatif à l'examen du projet de recommandations visant à aider les centres de médiation à appliquer le Règlement de médiation de la CNUDCI), la Commission a achevé et adopté les recommandations, qui sont reproduites à l'annexe III du présent rapport.

17. En ce qui concerne le point 6 de l'ordre du jour (relatif à l'examen d'un projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance), la Commission a achevé et adopté la loi type, qui est reproduite à l'annexe II du présent rapport, et a approuvé en principe la note explicative connexe.

18. En ce qui concerne le point 7 de l'ordre du jour (Rapports d'activité des groupes de travail), la Commission a pris note des rapports d'activité du Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises), du Groupe de travail II (Règlement des différends), du Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États), du Groupe de travail IV (Commerce électronique) et du Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité). Elle s'est déclarée satisfaite des progrès

accomplis par ces groupes de travail. Les travaux entrepris par le Groupe de travail VI (Vente judiciaire de navires) ont été examinés au titre du point 4 de l'ordre du jour.

19. Pour ce qui est du point 8 de l'ordre du jour (Coordination et coopération), la Commission a pris acte des notes du Secrétariat portant respectivement sur les activités de coordination et les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail, ainsi que les rapports présentés par la HCCH, UNIDROIT et l'OEA.

20. En ce qui concerne le point 9 de l'ordre du jour [Textes d'autres organisations avalisés par la Commission : Pratiques internationales standard de la CCI relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758 (PISGD)], la Commission a approuvé les Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758 pour qu'elles puissent être appliquées à l'échelle mondiale, en conjonction avec les RUGD 758, le cas échéant.

21. En ce qui concerne le point 10 de l'ordre du jour (Rapports du secrétariat sur les activités non législatives), la Commission a pris acte des notes du Secrétariat relatives aux activités non législatives. Elle a remercié les États et les organisations qui avaient versé des contributions aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI depuis sa cinquante-quatrième session, et a demandé à tous les États, organisations internationales et autres entités intéressées d'envisager de verser des contributions à ces fonds ou de continuer de le faire. Elle a accueilli avec satisfaction le rapport consacré au registre sur la transparence et a exprimé son soutien à la poursuite de son exploitation en tant que mécanisme essentiel pour promouvoir la transparence dans le cadre de l'arbitrage entre investisseurs et États. Par ailleurs, elle a rappelé qu'il importait d'assurer l'interprétation et l'application uniformes de ses textes, et a réitéré ses appels en vue d'obtenir des contributions de toutes les traditions juridiques à ses outils d'interprétation uniforme. Tous les États ayant incorporé des textes de la CNUDCI ont été invités à désigner des correspondants nationaux chargés de signaler la jurisprudence pertinente au secrétariat de la CNUDCI. La Commission a noté avec intérêt les progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI (système CLOUT), et l'accent mis aussi bien sur la mise en place d'un réseau plus actif et plus productif de correspondants du système CLOUT que sur l'élargissement de l'éventail des textes de la CNUDCI couverts. Elle a également noté avec intérêt le développement de la collaboration avec les partenaires universitaires (qui cible les jeunes chercheurs et praticiens dans le domaine du droit commercial international), notamment par l'intermédiaire des Journées de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique, pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Afrique, et a indiqué que les rapports des éditions 2021 des Journées de la CNUDCI étaient disponibles sur son site Web. Elle a remercié le secrétariat d'avoir organisé une table ronde sur les activités d'assistance technique dans le domaine du droit de l'insolvabilité.

22. En ce qui concerne le point 11 de l'ordre du jour (Programme de travail de la Commission), la Commission :

- a) A confirmé le programme des activités législatives actuellement menées par ses groupes de travail I, III et V ;
- b) A demandé au secrétariat de continuer à mettre en œuvre le projet de bilan sur le règlement des différends dans l'économie numérique et de continuer à participer à la Plateforme inclusive mondiale d'innovation juridique sur le règlement des litiges en ligne ;
- c) A chargé le Groupe de travail II d'examiner conjointement les thèmes du règlement des différends liés à la technologie et de la décision d'urgence rendue par un tiers, en vue de lui présenter pour examen à sa cinquante-sixième session, en 2023 ;

d) Est convenue que le Groupe de travail IV devrait, en ce qui concerne les contrats automatisés :

i) Dans un premier temps, compiler les dispositions des textes de la CNUDCI qui s'appliquaient aux contrats automatisés, et réviser ces dispositions, le cas échéant ; et

ii) Dans un deuxième temps, identifier et élaborer d'éventuelles nouvelles dispositions ;

e) Est convenue que, en ce qui concerne les contrats de fourniture de données, le Groupe de travail IV devrait se fonder sur les travaux préparatoires qui lui ont été présentés ;

f) A prié le secrétariat d'élaborer un document d'orientation sur les questions juridiques liées à l'utilisation des systèmes de registres distribués dans le commerce, dans la limite des ressources existantes et en coopération avec d'autres organisations concernées, le cas échéant ;

g) A autorisé le secrétariat à publier le contenu de la taxonomie révisée dans les six langues officielles de l'ONU ;

h) Est convenue que le Groupe de travail VI devrait entamer des travaux en vue d'élaborer un nouvel instrument international sur les documents de transport multimodal négociables ;

i) A demandé au secrétariat de poursuivre les travaux exploratoires sur les questions juridiques liées aux incidences de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur le droit commercial international ;

j) A demandé au secrétariat de consulter les États intéressés en vue d'élaborer une proposition plus détaillée sur le thème de l'atténuation des changements climatiques, de l'adaptation à ces changements et de la résilience, qu'elle examinerait à sa session suivante, en 2023, et d'organiser un colloque ou une réunion d'experts qui se tiendrait à cette session ;

k) A noté que le Groupe de travail sur une loi type sur les récépissés d'entrepôt convoqué par UNIDROIT en consultation avec le secrétariat de la CNUDCI aurait peut-être besoin de plus de deux sessions pour pouvoir soumettre un avant-projet à l'examen du Conseil de direction d'UNIDROIT, éventuellement en 2023, avant qu'il ne soit transmis au premier groupe de travail de la CNUDCI qui se libérerait.

23. En ce qui concerne le point 12 de l'ordre du jour (Date et lieu des réunions futures), la Commission a approuvé la tenue de sa cinquante-sixième session à Vienne, du 3 au 21 juillet 2023, ainsi que le calendrier des sessions des groupes de travail qui se tiendront au second semestre de 2022 et au premier semestre de 2023.

IV. Finalisation et approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires

A. Introduction

24. La Commission a rappelé la décision prise à sa cinquante et unième session (New York, 25 juin-13 juillet 2018) de confier la question de la vente judiciaire de navires au Groupe de travail VI², qui a commencé ses délibérations sur le sujet à sa trente-cinquième session (New York, 13-17 mai 2019). À sa cinquante-deuxième session (Vienne, 8-19 juillet 2019)³, elle s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis par le Groupe de travail à sa session trente -cinquième session. À la reprise

² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17), par. 252.

³ Ibid., soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17), par. 189.

de sa cinquante-troisième session (Vienne (en ligne), 14-18 septembre 2020), elle a examiné les travaux accomplis par le Groupe de travail à sa trente-sixième session et a confirmé qu'il devrait continuer de s'attacher à l'élaboration d'un instrument international sur ce sujet⁴. À sa cinquante-quatrième session (Vienne, 28 juin-16 juillet 2021), elle s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis par le Groupe de travail à ses trente-septième et trente-huitième sessions⁵.

25. À la présente session, la Commission était saisie des rapports du Groupe de travail VI sur les travaux de ses trente-neuvième (Vienne, 18-22 octobre 2021) ([A/CN.9/1089](#)) et quarantième sessions (New York, 7-11 février 2022) ([A/CN.9/1095](#)). Elle était également saisie du texte du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires ([A/CN.9/1108](#), annexe) et d'une compilation des commentaires présentés par les États et les organisations internationales concernées sur le projet de convention ([A/CN.9/1109](#), [A/CN.9/1109/Add.1](#), [A/CN.9/1109/Add.2](#) et [A/CN.9/1109/Add.3](#)).

26. La Commission a été informée que le secrétariat avait établi un projet de note explicative sur le projet de convention ([A/CN.9/1110](#), [A/CN.9/1110/Add.1](#) et [A/CN.9/1110/Add.2](#)), dont elle était saisie pour information. On a souligné que, conformément à la pratique de la CNUDCI, elle ne serait pas appelée à approuver la note explicative. Cette dernière a été établie par le secrétariat et sera mise à jour en tenant compte des délibérations de la Commission et du texte du projet de convention tel qu'approuvé.

B. Examen du projet de convention

27. La Commission est convenue de procéder à une lecture article par article du projet de convention, en commençant par l'article premier.

Article premier

28. La Commission a entendu une proposition visant à modifier l'article premier en insérant le mot « internationaux » après « effets ». Il a été reconnu que cette modification permettrait d'aligner l'article premier sur le titre du projet de convention et de mieux refléter son objectif. On a expliqué que cette modification ne signifiait pas que les dispositions de la convention ne pouvaient pas s'appliquer aux ventes internes ; en l'occurrence, cela ne signifiait pas que, dans le cas de la vente judiciaire d'un navire immatriculé dans l'État de la vente judiciaire, aucun certificat de vente judiciaire ne serait délivré en vertu de l'article 5, qu'aucune mesure ne devait être prise par le conservateur en vertu de l'article 7, ou que l'interdiction de saisir le navire à titre conservatoire en vertu de l'article 8 ne s'appliquait pas. Sur la base de cette interprétation, qui sera précisée dans la note explicative, la Commission a approuvé l'article premier avec cette modification.

29. La Commission n'a pas retenu une proposition visant à incorporer l'article premier à l'article 3, notant que l'interaction entre ces deux articles avait été examinée en détail par le Groupe de travail.

Article 2

30. La Commission a entendu plusieurs propositions visant à modifier la définition du terme « vente judiciaire » à l'article 2 a). Elle n'a pas accepté d'insérer les mots « réalisée conformément à la loi de l'État de la vente judiciaire » à la fin du chapeau de l'article 2 a), confirmant ainsi la décision du Groupe de travail de ne pas traiter les questions de fond dans les définitions. Une proposition visant à faire référence non seulement aux ventes par voie d'enchères publiques mais aussi à celles par appel d'offres public n'a pas non plus été retenue. S'il a été noté qu'une vente aux enchères était différente d'un appel d'offres et que la convention s'appliquait aux deux types

⁴ Ibid., *soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17)*, deuxième partie, par. 47 et 51 f).

⁵ Ibid., *soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 211.

de vente, on a estimé qu'il était suffisant d'indiquer dans la note explicative que la référence à l'article 2 a) à une vente par voie d'« enchères publiques » incluait les ventes par appel d'offres. La Commission n'a pas retenu une proposition visant à modifier la définition du terme « vente judiciaire » pour y inclure une exigence selon laquelle la vente judiciaire devait être liée à une créance qu'il était possible de faire valoir à l'encontre du navire (et non à l'encontre du propriétaire du navire *in personam*).

31. En réponse à une question sur le sens exact des mots « ventes au moyen d'une transaction de gré à gré », la Commission a noté que ces ventes résultaient généralement d'un accord généralement conclu entre le créancier hypothécaire et l'acquéreur potentiel qui avait été approuvé par le tribunal de la vente judiciaire, et que les termes utilisés pour désigner ces ventes tout comme la procédure à suivre différaient selon les États dans lesquels elles étaient autorisées.

32. La Commission a entendu une proposition tendant à définir le terme « conclusion d'une vente judiciaire » afin de clarifier qu'il désignait une vente qui « ne fait pas l'objet d'un recours dans l'État de la vente judiciaire et que, selon la loi de cet État, le délai pour exercer un recours ordinaire a expiré ». Cette proposition a reçu un certain soutien mais a aussi suscité plusieurs inquiétudes. Tout d'abord, on a rappelé que le Groupe de travail avait longuement examiné la question et avait conclu que la convention ne devait pas définir le terme par référence à la loi de l'État de la vente judiciaire. Deuxièmement, il a été noté que la proposition ne visait pas à parvenir à une interprétation commune du moment où une vente judiciaire était « conclue », mais plutôt à aider à déterminer le moment où le certificat de vente judiciaire serait délivré dans l'État de la vente judiciaire. Il a également été fait remarquer que le libellé de la proposition s'inspirait de l'article 4-4 de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale (2019), où il était utilisé pour déterminer le moment où un jugement étranger pouvait être reconnu et exécuté. On a noté que les voies de recours dans le cas d'une vente judiciaire étaient substantiellement différentes de celles pouvant être exercées à l'encontre d'un jugement, en particulier s'il s'agissait d'une mesure visant à exécuter un jugement, et que les disparités entre les types de recours disponibles pour contester une vente judiciaire étaient probablement encore plus grandes et que nombre d'entre eux pouvaient avoir de longs délais de prescription.

33. La Commission a approuvé l'article 2 sans modification.

Article 3

34. La Commission est convenue de modifier l'article 3-1, en utilisant le présent aux alinéas a) et b). Elle est donc convenue de remplacer les mots « était » par « est » et « se trouvait » par « se trouve ». Elle est également convenue de faire référence au moment de « ladite » vente.

35. La Commission a entendu une proposition visant à insérer les mots « tel que déterminé par la loi de l'État de la vente judiciaire » à la fin de l'article 3-1 b). On a expliqué que la proposition visait à trouver un emplacement plus approprié pour l'exigence énoncée à l'article 4-1, selon laquelle le moment de la vente judiciaire devait être déterminé conformément à la loi de l'État de la vente judiciaire. Toutefois, on a fait remarquer que le libellé proposé risquait d'être source d'incertitude dans la mesure où il n'était pas clair si la loi de l'État de la vente judiciaire déterminerait l'emplacement physique du navire ou le moment de la vente judiciaire ou si le navire devrait se trouver physiquement dans l'État de la vente judiciaire au moment de la vente judiciaire et pas seulement à un stade antérieur (par exemple, au moment de la saisie conservatoire). La Commission a décidé de ne pas donner suite à cette proposition.

36. La Commission a approuvé l'article 3 avec les modifications mentionnées ci-dessus (par. 34).

Article 4 et annexe I

37. La Commission a approuvé l'article 4-1 sans modification.

38. La Commission n'a pas retenu une proposition visant à exiger que la notification de la vente judiciaire soit donnée « en temps voulu ». Elle a également été informée que le fait d'exiger que la notification soit donnée avant la vente judiciaire pourrait être problématique si la vente judiciaire faisait partie d'un processus qui commençait avec l'ouverture de la procédure, donc avant le moment où les notifications étaient habituellement données. Elle n'a pas donné suite à une proposition visant à modifier l'article 4-2, afin qu'il indique que la notification devait être donnée avant la vente par voie d'enchères publiques ou la conclusion d'une transaction de gré à gré, et a approuvé l'article 4-2, sans modification.

39. La Commission n'a pas retenu une proposition rédactionnelle visant à transformer les paragraphes 3 à 7 de l'article 4 en alinéas de l'article 4-3, afin de souligner que ces dispositions ne constituaient pas des exigences autonomes mais plutôt des conditions régissant la délivrance du certificat de vente judiciaire prévu à l'article 5.

40. La Commission est convenue de modifier l'article 4-3 pour y faire référence à l'« entité chargée du registre » en partant du principe que cette entité pouvait recevoir des notifications. Elle a approuvé l'article 4-3 avec cette modification. Elle a confirmé que l'article 4-3 d) ainsi que l'article 5-2 h) et le point 5 du modèle de certificat de vente judiciaire figurant à l'annexe II du projet de convention devraient faire référence au « propriétaire » au singulier, car a) selon les conventions rédactionnelles de l'Organisation des Nations Unies, le singulier incluait le pluriel ; et b) la définition du terme « propriétaire » indiquait clairement qu'il pouvait s'agir de plusieurs personnes. Elle n'a pas retenu une proposition visant à imposer l'obligation d'informer l'ambassade ou le consulat de l'État d'immatriculation. On a souligné que l'article 4 imposait des exigences minimales et n'empêchait pas la loi de l'État de la vente judiciaire de spécifier d'autres personnes devant recevoir notification.

41. Par souci de cohérence, la Commission a accepté de modifier l'article 4-4 pour supprimer les mots « de la présente Convention » et a approuvé le paragraphe tel que modifié. Elle a approuvé l'article 4-5 sans modification.

42. La Commission a examiné en détail l'exigence relative à la langue énoncée à l'article 4-6. On a rappelé que la disposition émanait d'une proposition selon laquelle l'exigence relative à la langue devrait s'appliquer à la notification de la vente judiciaire indépendamment du moment à laquelle elle était donnée, mais que, dans la version révisée ultérieure de la convention, la disposition selon laquelle la langue cible devait être l'une des langues de travail de la personne responsable du répertoire avait été modifiée de sorte que l'exigence relative à la langue ne s'applique que lorsque la notification était donnée à la personne responsable du répertoire. De l'avis général, on a estimé que si l'intention était d'appliquer l'exigence relative à la langue uniquement lorsque la notification était donnée à la personne responsable du répertoire, il fallait ajouter les mots « aux fins de la communication de la notification à la personne responsable du répertoire » à l'article 4-6. La Commission est convenue que l'exigence relative à la langue devait être appliquée de cette manière et a donc décidé d'insérer les mots proposés. Elle a approuvé l'article 4-6 ainsi modifié. Elle est convenue également que la note explicative devrait être modifiée afin d'encourager la personne qui procède à la notification, à titre de bonne pratique, à envisager de traduire les informations minimales figurant dans la notification donnée en vertu de l'article 4-3, d'autant plus que ces informations devront éventuellement être traduites en vue de transmettre la notification à la personne responsable du répertoire.

43. La Commission a entendu une proposition visant à supprimer le mot « exclusivement » à l'article 4-7, au motif que cette disposition risquait de limiter les sources d'information que la personne procédant à la notification pouvait utiliser. On s'est largement accordé à dire que tel n'était pas l'objectif visé par la disposition. Une

autre solution serait de remplacer les mots « on peut exclusivement se fonder sur » par une formule telle que « il suffit de se fonder sur ». La Commission a accepté le libellé « il suffit de se fonder sur » et a approuvé l'article 4-7, sans autre modification.

44. La Commission n'a pas retenu une proposition visant à exiger un accusé de réception par la personne recevant la notification.

45. La Commission a accepté de modifier l'annexe I du projet de convention pour préciser que le mot « vente » désignait « vente judiciaire » et a approuvé l'annexe I sans autre modification. Elle n'a pas retenu une proposition visant à exiger qu'une notification de suivi soit donnée si, au moment où la notification initiale était donnée, seuls la date, l'heure ou le lieu prévus de l'enchère publique étaient connus. Elle n'a pas non plus donné suite à une proposition visant à modifier l'annexe I pour tenir compte des ventes par appel d'offres public, pour les raisons évoquées ci-dessus (par. 30), ou à compléter le point 12 pour donner des indications plus précises sur la contestation de la vente judiciaire, notamment des informations sur le tribunal compétent en vertu de l'article 9, question qui avait déjà été examinée par le Groupe de travail.

Article 5 et annexe II

46. La Commission est convenue de modifier l'article 5-1 afin de faire référence à une « autre » autorité publique. Elle n'a pas retenu une proposition visant à tenir compte des cas de figure dans lesquels deux certificats de vente judiciaire circulaient pour un même navire. Elle est convenue de modifier l'article 5-2 b) pour faire référence à « une déclaration indiquant que la vente judiciaire a conféré un titre libre de tout droit à l'acquéreur » et de modifier l'alinéa b) du modèle de certificat de vente judiciaire figurant à l'annexe II pour l'aligner sur l'article 5-2 b).

47. La Commission a examiné plus avant la question de savoir si l'article 5-2 e) devait faire référence au tribunal ou à une autre autorité publique ayant « ordonné, approuvé ou confirmé » la vente judiciaire plutôt qu'au tribunal ayant « réalisé » la vente. On a rappelé que l'annexe I et l'annexe II étaient pertinentes à des moments différents et que, bien qu'il puisse être opportun de faire la distinction entre le tribunal ou une autre autorité qui a « ordonné, approuvé ou confirmé » la vente judiciaire au moment où la notification était donnée, il n'était pas nécessaire de le faire au moment où le certificat de vente judiciaire était émis, à savoir au terme de la vente judiciaire. Dans le même temps, il a également été estimé que l'autorité qui réalisait la vente judiciaire pouvait être différente de l'autorité qui avait ordonné, approuvé ou confirmé la vente. À l'issue de la discussion, la Commission est convenue de conserver la référence à « réalisée » à l'article 5-2 e) et de modifier le point 3.1 du modèle de certificat de vente judiciaire figurant à l'annexe II pour l'aligner sur l'article 5-2 e). Elle est également convenue de remplacer les mots « ordonné, approuvé ou confirmé » par « réalisé » à l'article 5-1.

48. Une question a été soulevée concernant le sens de l'article 5-2 k). On a expliqué que l'expression « un autre élément propre à établir l'authenticité du certificat » pouvait désigner un sceau mais également couvrir les moyens utilisés pour établir des certificats électroniques.

49. La Commission a accepté une proposition visant à modifier l'article 5-4 pour y insérer les mots « et toute traduction de ce certificat » après « vente judiciaire ».

50. Rappelant ses délibérations sur le mot « propriétaire » (voir par. 40 ci-dessus), la Commission a approuvé l'article 5 et l'annexe II sans autre modification.

Article 6

51. La Commission a approuvé l'article 6 sans modification.

Article 7

52. Rappelant les discussions qu'elle avait eues au sujet de l'article 4-3 (voir par. 40 ci-dessus), la Commission est convenue de remplacer l'expression « conservateur du registre » par « entité chargée du registre » dans l'ensemble de la convention, mais de conserver le mot « registre » quand il désigne le registre lui-même administré par ladite entité.

53. La Commission a examiné une proposition visant à modifier le chapeau de l'article 7-1, en ce qui concerne les demandes des acquéreurs subséquents, en a) supprimant les mots « ou de l'acquéreur subséquent » et b) en insérant, après les mots « à l'article 5 », les mots « ou à la demande de l'acquéreur subséquent et sur présentation du certificat et d'autres documents relatifs au transfert de propriété de l'acquéreur à l'acquéreur subséquent ». De l'avis général, un acquéreur subséquent devrait être tenu de prouver qu'il avait le droit de demander à l'entité chargée du registre de prendre une mesure particulière et également de soumettre, pour ce faire, tout autre document ou élément de preuve exigé par ladite entité en vertu de ses règlements et procédures. Toutefois, plusieurs préoccupations ont été exprimées au sujet de cette proposition. Tout d'abord, on a estimé que cette exigence était déjà couverte par la possibilité pour l'entité chargée du registre (ou toute autre autorité compétente) de prendre des mesures « conformément à ses règlements et procédures ». Deuxièmement, on a fait remarquer que, pour les pays dans lesquels un transfert de propriété avait lieu lors de l'inscription du nouveau propriétaire, il n'était pas logique d'exiger la présentation de documents sur le transfert de propriété. On a ajouté qu'en tout état de cause, une telle exigence serait problématique car le projet de convention ne traitait pas de la propriété.

54. La Commission est convenue qu'il serait préférable de traiter la question dans la note explicative et a invité le secrétariat à modifier en conséquence le projet de note explicative afin d'indiquer que les règlements et procédures de l'entité chargée du registre s'étendaient à la manière dont une personne prouvait qu'elle avait acquis le navire auprès de l'acquéreur et qu'elle était donc un « acquéreur subséquent ».

55. La Commission est convenue de modifier l'article 7-1 a) en insérant les mots « du registre » après « radie ». Elle a également décidé de supprimer le mot « ou » à la fin de l'article 7-1 c), étant donné que la nature non cumulative des mesures à prendre par le registre était déjà établie par les mots « selon le cas » dans le chapeau de l'article 7-1 et par l'obligation pour le registre d'agir « à la demande de l'acquéreur ou de l'acquéreur subséquent ».

56. La Commission a approuvé l'article 7-1 sans autre modification.

57. La Commission a approuvé les articles 7-2 et 7-3. Il a été proposé de supprimer l'article 7-4, en partant du principe que l'entité chargée du registre pouvait facilement faire sa propre copie du certificat de vente judiciaire pour ses archives. La Commission a décidé de conserver cette disposition et a approuvé l'article 7-4 sans modification.

58. La Commission est convenue de modifier l'article 7-5 en remplaçant les mots « d'une autre » par « de l'autre » afin de préciser que la disposition ne concernait que la décision prise par un tribunal, et donc uniquement le tribunal de l'État dans lequel les mesures prévues aux articles 7-1 ou 7-2 étaient prises (c'est-à-dire les mesures prises par l'entité chargée du registre ou une autre autorité compétente). Elle a approuvé l'article 7-5 sans cette modification.

Article 8

59. La Commission est convenue de modifier les articles 8-1 et 8-2, en remplaçant « une vente judiciaire antérieure » par « une vente judiciaire » et les a approuvés, avec ces modifications. Elle a approuvé les articles 8-3 et 8-4 sans modification.

Article 9

60. La Commission a été informée que le Groupe de travail avait précédemment examiné, sans la retenir, une proposition visant à modifier l'article 9 afin d'exiger que l'État de la vente judiciaire prévoie des recours adéquats pour contester une vente judiciaire. Elle a souligné l'importance d'une telle disposition comme un moyen de préserver les intérêts légitimes des créanciers en leur donnant la possibilité de faire valoir leurs droits. Il a été reconnu que cette disposition devait être séparée de l'article 9 afin que ce dernier ne traite que de la compétence.

61. En réponse, on a souligné que la notion d'« adéquation » était vague et que la disposition allait à l'encontre de l'objectif de la convention de laisser les questions procédurales de la vente judiciaire au droit interne. En outre, on s'est demandé quelles étaient les conséquences en cas de non-respect. Plus précisément, on s'est inquiété du fait que la disposition pourrait appuyer l'argument selon lequel l'adéquation des recours dans l'État de la vente judiciaire était une question d'ordre public dans tout État devant donner effet à une vente réalisée à l'étranger, ce qui pourrait conduire les tribunaux étrangers saisis en vertu de l'article 10 à examiner les décisions rendues par des tribunaux étrangers et, en fin de compte, à se prononcer sur les décisions prises par les tribunaux de l'État de la vente judiciaire. À cet égard, on a estimé que la disposition soulevait plus de difficultés qu'une autre proposition soumise à la Commission visant à modifier l'article 10 pour indiquer que l'ordre public comprenait les cas dans lesquels « la procédure spécifique à suivre pour délivrer le certificat était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale » de l'État requis.

62. En guise de compromis, la Commission a entendu une proposition visant à modifier l'article 4-1 pour faire référence aux procédures de contestation de la vente judiciaire. Cette proposition a été largement appuyée, et la Commission est convenue de modifier l'article 4-1 comme suit :

« La vente judiciaire est réalisée conformément à la loi de l'État de la vente judiciaire, laquelle prévoit des procédures pour contester la vente judiciaire avant la conclusion de la procédure et détermine le moment de la vente aux fins de la présente Convention. »

63. Il était entendu que la disposition n'exigeait pas qu'un État partie introduise ou élabore une nouvelle législation prévoyant des procédures spécifiques pour contester une vente judiciaire, et qu'il suffirait que l'État indique les procédures envisagées par le droit existant, qu'elles soient prévues par la législation, les règles de procédure civile ou la jurisprudence, et qu'elles soient ou non spécifiques aux ventes judiciaires. Le secrétariat a été invité à modifier le projet de note explicative afin de présenter expressément cette interprétation et d'indiquer que les exigences de l'article 4-1 seraient satisfaites chaque fois qu'un État cherchant à devenir partie à la Convention s'assurerait qu'il existe des procédures adéquates conformes à son cadre constitutionnel. On a ajouté que la plupart des États auraient normalement des procédures en place pour contester une vente judiciaire.

64. Revenant à l'article 9, la Commission est convenue de supprimer la virgule précédant « pour laquelle un certificat a été délivré conformément au paragraphe 1 de l'article 5 » car ces mots se rapportaient aux décisions devant être transmises à la personne responsable du répertoire. Elle a approuvé l'article 9 avec cette modification.

Article 10

65. Une proposition visant à supprimer le mot « manifestement » à l'article 10 n'a pas été retenue, et la Commission a noté que la question avait été longuement examinée par le Groupe de travail.

Article 11

66. La Commission est convenue de modifier l'article 11-3 pour préciser qu'il ne s'applique qu'avant l'entrée en vigueur de la convention pour l'État concerné. Elle a

approuvé l'article 11 sous réserve de cette modification, pour laquelle le secrétariat a été prié d'élaborer une proposition rédactionnelle concrète.

Article 12

67. La Commission a approuvé l'article 12-1 sans modification. On a expliqué que l'une des conséquences de l'article 12-1 était que les autorités des États parties pouvaient correspondre directement entre elles sans devoir recourir à la voie diplomatique.

68. La Commission est convenue de modifier l'article 12-2 et d'autres dispositions de la convention en remplaçant « conventions, traités ou accords internationaux » par « accord international ». Elle est également convenue de remplacer « n'a d'incidence sur » par « ne porte atteinte à l'application » afin d'assurer la cohérence avec le libellé employé à l'article 13-1. Elle a approuvé l'article 12 avec les modifications apportées au paragraphe 2.

Article 13

69. La Commission a accepté une proposition visant à utiliser des minuscules lorsqu'il est fait référence à une autre convention autrement que par son titre complet. Elle a approuvé l'article 13-1 sans autre modification. Elle n'a pas retenu une proposition visant à supprimer l'article 13-2 et a approuvé cet article sans autre modification. Le secrétariat a été invité à modifier la note explicative pour indiquer qu'un État partie pouvait avoir besoin de modifier ses lois pour détourner la notification de la vente judiciaire des voies de transmission prévues par la Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (1965).

Article 14

70. La Commission est convenue de modifier l'article 14 en remplaçant les mots « n'exclut d'autres fondements pour donner effet, dans un État » par les mots « n'empêche un État partie de donner effet ». On a fait observer que cette modification ne concernait pas la disposition quant au fond. Rappelant ses délibérations sur l'emploi des mots « accord international » (voir par. 68 ci-dessus), la Commission a approuvé l'article 14 avec ces modifications.

Article 15

71. La Commission a approuvé l'article 15 sans modification.

Article 16

72. La Commission a approuvé l'article 16 sans modification.

Article 17

73. La Commission a été informée que le Gouvernement chinois avait proposé d'organiser une cérémonie de signature de la convention à Beijing, une fois que celle-ci aura été adoptée, et qu'il avait été proposé d'utiliser la forme courte « Convention de Beijing » pour désigner la convention. Elle a été informée que le Gouvernement chinois était disposé à assumer les frais supplémentaires qui pourraient être liés à l'organisation d'une cérémonie de signature en dehors des locaux de l'Organisation des Nations Unies, de sorte que celle-ci ne représente pas une charge supplémentaire pour le budget de l'Organisation.

74. La Commission a remercié le Gouvernement chinois de son offre d'accueillir une cérémonie de signature, et la proposition de recommander à l'Assemblée générale d'accepter cette offre et à faire connaître la convention en tant que « Convention de Beijing sur la vente judiciaire de navires » a été largement appuyée. Des inquiétudes ont été exprimées quant aux répercussions possibles de la pandémie de COVID-19 ainsi que des mesures de lutte que le pays hôte pourrait prendre sur l'organisation et

la date de la cérémonie de signature, en particulier sur la capacité des représentantes et représentants étrangers à se rendre à Beijing sans être soumis à la quarantaine. On a été noté qu'une solution de repli serait d'ouvrir la convention à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies uniquement. On a répondu que le Gouvernement chinois suivait de près l'évolution de la pandémie et ajustait ses stratégies en conséquence. On a fait remarquer qu'en tout état de cause, plusieurs mois seraient nécessaires après l'adoption de la convention par l'Assemblée générale, afin de permettre au dépositaire et au pays hôte de prendre des dispositions appropriées pour répondre aux préoccupations concernant les répercussions de la pandémie sur la cérémonie de signature. On a noté qu'il n'était pas nécessaire que la Commission arrête une date pour la cérémonie de signature avant de transmettre le projet de convention à l'Assemblée générale.

75. La Commission a accepté de modifier l'article 17-1, en insérant le mot « Beijing » dans la première série de crochets et en laissant la deuxième série de crochets en blanc. Elle a approuvé l'article 17-1, avec cette modification, ainsi que le reste de l'article 17.

Article 18

76. La Commission a accepté de modifier la dernière phrase de l'article 18-1, en rectifiant les renvois aux articles de la convention relatifs à l'entrée en vigueur et à l'amendement, respectivement, et en insérant à la fin de la phrase les mots « en plus de ceux déposés par ses États membres ».

77. La Commission a approuvé l'article 18-2, sous réserve des modifications devant être apportées suite à l'insertion de la clause commune sur les déclarations (voir la section consacrée à l'article 21 ci-dessous). Elle a approuvé l'article 18-3 sans modification.

78. La Commission a approuvé l'insertion de la « clause de déconnexion » suivante comme nouveau paragraphe 4 :

« La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application des règles d'une organisation régionale d'intégration économique, qu'elles aient été adoptées avant ou après la présente Convention :

- a) En ce qui a trait à la transmission d'une notification de vente judiciaire entre les États membres d'une telle organisation ; ou
- b) En ce qui a trait aux règles de compétence applicables entre les États membres d'une telle organisation. »

Article 19

79. La Commission a approuvé l'article 19-1, sous réserve des modifications devant être apportées suite à l'insertion de la clause commune sur les déclarations (voir la section consacrée à l'article 21 ci-dessous). Elle est convenue également de supprimer l'article 19-2, au motif que les modifications pouvant être apportées aux déclarations étaient traitées dans cette clause. Elle a approuvé le reste de l'article 19 sans modification.

Article 20

80. La Commission a appris que l'article 20 était une nouvelle disposition qui avait été élaborée par le secrétariat pour répondre à une demande formulée par le Groupe de travail à sa quarantième session (A/CN.9/1108, par. 6). On a expliqué que la disposition, qui donne aux États parties la possibilité d'appliquer la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (1961) (la « Convention Apostille ») en ce qui concerne les certificats de vente judiciaire étrangers, représentait un compromis entre l'article 5-4, qui dispense le certificat de vente judiciaire de toute légalisation ou formalité similaire, et les doutes concernant la question de savoir si, dans certains États, la personne responsable du répertoire

serait disposée à agir sur la base d'un certificat de vente judiciaire étranger sans garantie quant à son authenticité, difficulté qui risquait de limiter l'attractivité de la convention pour ces États.

81. Un certain appui a été exprimé en faveur du maintien de cette disposition. Il a été noté que la Convention Apostille était en vigueur dans plus de 120 États, ce qui signifiait que la formalité qu'elle prévoyait, à savoir l'apposition d'une apostille, était largement acceptée comme moyen d'authentifier un certificat de vente judiciaire. Plusieurs arguments ont été avancés en faveur de la suppression de cette disposition. Premièrement, il a été noté que l'apposition d'une apostille n'authentifiait pas en soi l'acte sous-jacent, ni ne garantissait le caractère non frauduleux de celui-ci. Deuxièmement, on a noté que l'autorité à laquelle le certificat de vente judiciaire était présenté avait d'autres moyens de s'assurer de son authenticité, notamment en communiquant avec l'autorité de délivrance en vertu de l'article 12 pour vérifier qu'elle l'avait bien délivré ou en consultant la personne responsable du répertoire. Troisièmement, il a été noté que la disposition allait à l'encontre de la tendance constatée dans les traités récents qui consistait à inclure la formalité prévue par la Convention Apostille dans le champ d'application de l'exemption de légalisation. Quatrièmement, il a été noté que la disposition aurait pour effet singulier de soumettre les États parties à cette dernière à des formalités plus lourdes en matière de légalisation que ceux qui n'y étaient pas parties, ce qui allait à l'encontre de l'objectif même de ladite convention, à savoir de simplifier ces formalités. L'avis a également été exprimé que la Convention Apostille ne s'appliquait pas aux actes publics sous forme électronique ; selon un autre avis, l'article 20 risquait de compromettre l'acceptation des certificats électroniques, prévue à l'article 5-7.

82. À l'issue de la discussion, la Commission est convenue de supprimer l'article 20 et de renuméroter les autres articles de la convention en conséquence.

Article 21 (renuméroté en tant qu'article 20)

83. La Commission a été informée que l'article 21 constituait également une nouvelle disposition élaborée par le secrétariat et qu'elle régissait la manière dont les déclarations relatives à la convention étaient présentées et prenaient effet. On a expliqué qu'elle se fondait sur des clauses similaires contenues dans d'autres conventions élaborées par la Commission.

84. La Commission est convenue de conserver cette nouvelle disposition et de supprimer par conséquent les mots figurant entre crochets aux articles 18-2 et 19-1, qui traitaient du moment et de la réception des déclarations. Elle est également convenue de modifier les articles 21-1 et 21-4 afin de préciser les déclarations auxquelles ils s'appliquaient.

85. On s'est interrogé sur l'opportunité de conserver la seconde phrase de l'article 21-3, car l'article 21-1 prévoyait que les déclarations ne pouvaient être faites qu'avant l'entrée en vigueur de la convention à l'égard de l'État concerné. La Commission est convenue de supprimer cette phrase et a approuvé le paragraphe sans autre modification.

86. La Commission a accepté la proposition tendant à ce que les délais précisés aux articles 21, 22, 23 et 24 soient mesurés en jours plutôt qu'en mois, pour plus de sécurité, et est donc convenue de conserver l'option correspondante présentée entre crochets dans chacun de ces articles.

87. La Commission a entendu une proposition tendant à modifier l'article 21-4 afin de préciser que la modification ou le retrait d'une déclaration ayant fait l'objet d'une notification avant l'entrée en vigueur de la convention à l'égard de l'État qui a fait la déclaration prenait effet à la date de l'entrée en vigueur de la convention à l'égard de cet État. Il a été noté que, selon la pratique conventionnelle de certains États, il était possible qu'un État souhaite étendre la convention à des unités territoriales supplémentaires après avoir déposé son instrument de ratification et fait une déclaration initiale conformément à l'article 19-1, mais avant que la convention

n'entre en vigueur à son égard, et qu'un tel retard dans l'entrée en vigueur de la convention pour ces unités territoriales supplémentaires pourrait poser des difficultés. Notant que la « clause fédérale » présentait un intérêt particulier pour un nombre limité d'États, la Commission est convenue de modifier l'article 21-4, en insérant la phrase suivante à la fin du paragraphe :

« Si le dépositaire reçoit la notification de modification ou de retrait avant l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'État concerné, la modification ou le retrait prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet État. »

Article 22 (renuméroté en tant qu'article 21)

88. La Commission est convenue de maintenir l'exigence du dépôt de trois instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion pour l'entrée en vigueur de la convention. On a ajouté qu'un nombre supérieur n'était pas nécessaire car la convention pourrait déjà commencer à remplir son objectif dès son entrée en vigueur dans l'État de la vente judiciaire et dans tout autre État devant donner effet à la vente judiciaire. Il a par conséquent été convenu de supprimer les crochets entourant le mot « troisième » à l'article 22-1. La Commission a approuvé l'article 22-1 sans autre modification.

89. La Commission a accepté de modifier la première phrase de l'article 22-2 pour faire référence au « troisième » instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, et a approuvé la disposition avec cette modification. Elle est donc convenue de supprimer la dernière phrase de l'article 22-2, au motif que la question était désormais suffisamment traitée à l'article 21 tel que modifié.

90. Il a été dit que le mot « réalisées » était vague et la Commission a examiné d'autres propositions, comme la référence au moment où la vente était « engagée » ou celui où le certificat de vente judiciaire était délivré. La première proposition a été jugée imprécise, car elle risquait d'impliquer que l'on remonte jusqu'au moment de la saisie initiale du navire ayant donné lieu à la vente judiciaire. La seconde proposition, de son côté, a été jugée inappropriée, car elle risquait d'obliger les États parties à donner effet même à des ventes judiciaires entièrement réalisées avant l'entrée en vigueur de la convention, auxquelles les garanties visées à l'article 4, par exemple, ne s'appliqueraient pas. À l'issue de la discussion, la Commission est convenue de mettre l'accent sur l'action spécifique du tribunal qui déclenchait la vente judiciaire, comme prévu dans la définition contenue à l'article 2 a), et a décidé de remplacer le mot « réalisées » par les mots « ordonnées ou approuvées ». Elle a approuvé l'article 22-3 avec cette modification. On a ajouté qu'il était inutile de faire référence à la « confirmation » des ventes car la disposition concernait les premières étapes de la procédure de vente judiciaire, et non les étapes finales.

Article 23 (renuméroté en tant qu'article 22)

91. La Commission a approuvé les articles 23-1, 23-2, 23-3 and 23-5 sans modification.

92. La Commission est convenue de supprimer les crochets entourant le mot « troisième » et de supprimer les mots « à la Convention » figurant à l'article 23-4. Elle a entendu une proposition tendant à insérer le mot « uniquement » après le mot « obligatoire ». On a expliqué que cet ajout était inutile car selon le libellé actuel de la disposition, l'amendement adopté aurait uniquement force obligatoire à l'égard des États parties qui avaient exprimé leur consentement à être liés par lui. Par conséquent, la Commission n'a pas retenu la proposition et a approuvé l'article 23-4 sans autre modification.

Article 24 (renuméroté en tant qu'article 23)

93. La Commission est convenue de modifier le titre de l'article 24 en mettant le mot « dénonciation » au singulier et de modifier la dernière phrase du paragraphe 2

pour faire référence à « la présente convention ». Elle a approuvé cette disposition avec ces modifications.

Préambule

94. La Commission a approuvé les premier et troisième paragraphes du préambule sans modification.

95. La Commission a entendu plusieurs propositions visant à modifier le deuxième paragraphe du préambule. Premièrement, il a été proposé de faire référence aux créances détenues « contre des navires » ou « contre des propriétaires de navires ». Il a été noté que les ventes judiciaires étaient utilisées pour recouvrer des créances auprès d'autres parties (par exemple, des affréteurs coque nue) et qu'il n'était pas souhaitable de limiter la portée de ces créances dans le préambule. Deuxièmement, il a été proposé de faire référence aux « créances » plutôt qu'aux « créances maritimes ». S'il a été reconnu que l'expression « créances maritimes » était largement comprise et utilisée dans les conventions de droit maritime, il a été souligné que les ventes judiciaires pouvaient être utilisées pour recouvrer d'autres créances, notamment celles liées à l'insolvabilité. Troisièmement, il a été proposé de faire référence aux ventes judiciaires non seulement comme moyen de recouvrer des créances, mais aussi comme moyen de les « garantir », notamment dans le cas où une vente était réalisée en cours d'instance pour maximiser le produit qui serait obtenu d'un actif en voie de détérioration. Toutefois, on s'est demandé s'il était approprié de dire d'une vente judiciaire qu'elle « garantissait » une créance, ce qui pourrait entraîner une confusion avec le concept de « sûreté ».

96. À l'issue de la discussion, la Commission est convenue de faire référence aux « créances » plutôt qu'aux « créances maritimes » et a approuvé le deuxième paragraphe du préambule rédigé comme suit :

« *Conscients* que le transport maritime joue un rôle crucial dans le commerce et le transport internationaux, que les navires utilisés tant pour la navigation maritime que pour la navigation intérieure ont une grande valeur économique, et que les ventes judiciaires sont un moyen de recouvrer les créances, ».

97. La Commission est convenue de modifier le quatrième paragraphe du préambule pour utiliser les termes définis dans la convention, et a approuvé le paragraphe rédigé comme suit :

« *Souhaitant*, à cette fin, établir des règles uniformes qui favorisent la diffusion d'informations sur les futures ventes judiciaires auprès des parties intéressées et confèrent des effets internationaux aux ventes judiciaires de navires vendus libres et francs de toute hypothèque ou de tout « mortgage » et de tout droit, notamment aux fins de l'immatriculation des navires, ».

C. Mémoire explicatif

98. La Commission a procédé à un échange de vues sur le contenu du projet de note explicative, étant entendu que celui-ci constituait un document du secrétariat qu'elle n'était pas appelée à approuver ou à adopter. Elle a remercié le secrétariat d'avoir établi ce projet, en rappelant que le secrétariat le mettrait à jour pour tenir compte des délibérations tenues lors de la session en cours et du texte du projet de convention tel qu'il aura été approuvé. Elle a prié le secrétariat de publier le texte révisé de la note explicative dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, sous forme électronique et sur papier, et de le diffuser largement avec le texte de la convention.

D. Approbation du projet de convention

99. À sa 1164^e séance, le 30 juin 2022, la Commission a adopté par consensus la décision et la recommandation à l'Assemblée générale ci-après :

« *La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international,*

Rappelant que, dans sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, l'Assemblée générale lui a donné pour mandat d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international et, ce faisant, de prendre en considération les intérêts de tous les peuples, et particulièrement ceux des pays en développement, en favorisant un large développement du commerce international,

Consciente que le transport maritime joue un rôle crucial dans le commerce et le transport internationaux, que les navires utilisés tant pour la navigation maritime que pour la navigation intérieure ont une grande valeur économique, et que les ventes judiciaires sont un moyen de recouvrer les créances,

Considérant qu'une protection juridique adéquate des acquéreurs peut avoir des effets positifs sur le prix tiré des ventes judiciaires de navires, dans l'intérêt à la fois des propriétaires de navires et des créanciers, notamment des titulaires de privilèges et des parties finançant l'acquisition de navires,

Souhaitant, à cette fin, établir des règles uniformes qui favorisent la diffusion d'informations sur les futures ventes judiciaires auprès des parties intéressées et confèrent des effets internationaux aux ventes judiciaires de navires vendus libres et francs de toute hypothèque ou de tout « mortgage » et de tout droit, notamment aux fins de l'immatriculation des navires,

Convaincue que l'adoption d'une convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires qui rencontre l'agrément d'États ayant des systèmes juridiques, sociaux et économiques différents compléterait le cadre juridique international existant du transport maritime et de la navigation et contribuerait à l'harmonie des relations économiques internationales,

Notant que l'élaboration du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires a fait l'objet des délibérations voulues au sein de la Commission et que le projet de texte a bénéficié de consultations avec les gouvernements ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales internationales intéressées,

Notant également que le texte du projet de convention a été distribué pour commentaires avant sa cinquante-cinquième session à tous les gouvernements invités à assister à ses sessions et à celles du Groupe de travail VI (Vente judiciaire de navires) en qualité de membre et d'observateur,

Ayant examiné le projet de convention et les commentaires présentés par les gouvernements et les organisations internationales à sa cinquante-cinquième session, en 2022,

1. *Présente* à l'Assemblée générale le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui figure à l'annexe I du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session ;

2. *Recommande* à l'Assemblée générale, compte tenu de l'étude attentive dont le projet de convention a fait l'objet au sein de la Commission et du Groupe de travail VI (Vente judiciaire de navires), d'examiner celui-ci afin : a) d'adopter, à sa soixante-dix-septième session, sur la base de ce projet approuvé par la Commission, la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires ; b) d'autoriser la tenue d'une

cérémonie de signature dès que possible en 2023 à Beijing, à l'occasion de laquelle la Convention serait ouverte à la signature ; et c) de recommander que la Convention soit connue sous le nom de « Convention de Beijing sur la vente judiciaire de navires » ;

3. *Prie* le Secrétaire général de publier la Convention, une fois adoptée, y compris sous forme électronique, dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, et de la diffuser largement auprès des gouvernements et d'autres organismes intéressés.

V. Finalisation et adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation à appliquer le Règlement de médiation de la CNUDCI

A. Historique

100. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait adopté le Règlement de médiation de la CNUDCI⁶ et chargé le secrétariat d'élaborer des recommandations pour aider les institutions de médiation à adapter ce règlement à leur usage, ce qui en faciliterait la mise en œuvre en tant que modèle pour les règlements institutionnels⁷.

101. La Commission a appris que, conformément à ce mandat, le secrétariat avait élaboré, en consultation avec des centres de médiation et des experts de diverses parties du monde, un projet de recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). Elle a noté que ce projet suivait une approche similaire à celle adoptée dans les recommandations visant à aider les institutions d'arbitrage et autres organismes intéressés en cas d'arbitrages régis par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, version révisée en 2010, qu'elle avait adoptées à sa quarante-cinquième session, en 2012⁸.

B. Examen du projet de recommandations

102. La Commission a examiné le projet de recommandations transmis par le Secrétariat au chapitre II du document [A/CN.9/1118](#).

103. Concernant le texte en italique figurant au paragraphe 9 du projet de recommandations, qui présente une modification que les centres de médiation et autres organismes intéressés peuvent décider d'introduire au paragraphe 4 de l'article premier du Règlement de médiation, dans la mesure où le fait d'exiger le consentement du médiateur pourrait représenter un seuil trop élevé, il a été convenu de fusionner les deux premières phrases comme suit : « Les parties peuvent convenir à tout moment, par écrit, et en consultation avec le médiateur lorsqu'il en a été nommé un, d'exclure ou de modifier toute disposition du [*intitulé du règlement institutionnel*]. » Il a également été proposé de remplacer, dans la dernière phrase, la notion d'approche, rendue en français par les mots « tel qu'[elle][il] l'envisage », par la notion de politique, afin d'indiquer que l'institution ne devait pas pouvoir trop facilement refuser d'administrer une médiation, sauf dans le cas où les modifications proposées étaient contraires à sa politique. Cette proposition n'a pas été appuyée.

104. En ce qui concerne le texte en italique figurant au paragraphe 10 du projet de recommandations, qui présente une modification que les centres de médiation et autres organismes intéressés peuvent décider d'introduire au paragraphe 2 de

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), par. 101.

⁷ Ibid., par. 100.

⁸ Ibid., soixante-septième session, Supplément n° 17 (A/67/17), par. 64.

l'article 2 du Règlement de médiation, une proposition tendant à remplacer, dans la seconde phrase, le mot « peut » par le mot « doit » n'a pas été appuyée.

105. En ce qui concerne le texte en italique figurant au paragraphe 17 du projet de recommandations, qui présente une modification que les centres de médiation et autres organismes intéressés peuvent décider d'introduire au paragraphe 2 de l'article 8 du Règlement de médiation, il a été convenu de remplacer le mot « peut » par le mot « doit » compte tenu des exigences de l'article 4 de la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (la Convention de Singapour sur la médiation)⁹.

106. Sous réserve de ces modifications (voir par. 103 et 105 ci-dessus), la Commission a adopté le projet de recommandations.

107. Il a été souligné que les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI étaient destinées à fournir des orientations et n'étaient pas contraignantes, et que les institutions bénéficieraient d'une certaine souplesse pour apporter d'autres modifications au Règlement. Il a en outre été souligné que ces recommandations, une fois adoptées par la CNUDCI, contribueraient à promouvoir encore davantage la médiation en tant que mode utile de règlement des différends.

C. Adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI

108. À sa 1173^e séance, le 11 juillet 2022, la Commission a adopté par consensus la décision ci-après :

« La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international,

Consciente de l'utilité que présentent les modes de règlement des différends dénommés médiation ou conciliation ou désignés par des termes équivalents, en tant que modes de règlement amiable des litiges survenant dans le cadre des relations commerciales internationales,

Notant que ces modes de règlement des différends sont de plus en plus fréquemment utilisés dans la pratique commerciale internationale et nationale à la place de la procédure contentieuse,

Considérant que le recours à ces modes de règlement des différends se traduit par des avantages non négligeables, notamment en ce qu'il réduit les cas où un litige aboutit à la cessation d'une relation commerciale, facilite aux parties commerciales l'administration des opérations internationales et permet aux États de faire des économies dans l'administration de la justice,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale [35/52](#) du 4 décembre 1980 et [76/107](#) du 9 décembre 2021, portant respectivement sur le Règlement de conciliation et le Règlement de médiation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international,

Convaincue que les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI sont acceptables pour les centres de médiation et autres organismes intéressés de pays dotés de systèmes juridiques, sociaux et économiques différents et complèteraient le cadre juridique existant de la médiation internationale en informant et en aidant les centres de médiation et autres organismes intéressés qui envisagent d'utiliser le Règlement de médiation de la CNUDCI dans le contexte institutionnel,

⁹ Résolution [73/198](#) de l'Assemblée générale, annexe.

1. *Adopte* les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI, qui figurent à l'annexe III du rapport sur les travaux de sa cinquante-cinquième session ;

2. *Invite* les centres de médiation et autres organismes intéressés à tenir compte des recommandations lorsqu'ils adaptent le Règlement de médiation de la CNUDCI en vue de l'utiliser dans le contexte institutionnel, et invite les parties à utiliser le Règlement de médiation de la CNUDCI ainsi adapté aux fins du règlement des différends survenant dans le cadre des relations commerciales internationales ;

3. *Prie* le Secrétaire général de publier les recommandations, notamment sous forme électronique, dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, et de les diffuser largement auprès des gouvernements et d'autres organismes intéressés. »

VI. Finalisation et adoption de la Loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance

A. Historique

109. Il a été rappelé qu'à sa quarante-neuvième session, en 2016, la Commission était convenue que le sujet de la gestion de l'identité et des services de confiance devait être maintenu à l'ordre du jour du Groupe de travail IV¹⁰. Ce dernier y a travaillé de sa cinquante-cinquième à sa soixante-troisième session.

110. À sa soixante-deuxième session (Vienne, 22-26 novembre 2021), le Groupe de travail a prié le secrétariat de réviser le projet de dispositions sur la gestion de l'identité et les services de confiance et la note explicative l'accompagnant, compte tenu des délibérations et décisions de cette session, et de communiquer le texte ainsi modifié à la Commission, sous la forme d'une loi type, pour que celle-ci l'examine à sa cinquante-cinquième session¹¹. Rappelant la pratique établie de la CNUDCI, il l'a également prié de communiquer le texte à tous les gouvernements et aux organisations internationales compétentes, afin qu'ils fassent part de leurs observations¹².

111. La Commission était saisie du texte du projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance et de la note explicative y relative (A/CN.9/1112, annexes I et II), ainsi que d'une compilation des commentaires reçus des États et des organisations internationales compétentes (A/CN.9/1113 et A/CN.9/1113/Add.1). Il a été rappelé que le texte du projet de loi type et la note explicative, tels qu'ils figuraient dans le document A/CN.9/1112, ne tenaient pas compte des modifications supplémentaires examinées par le Groupe de travail à sa soixante-troisième session (New York, 4-8 avril 2022), telles que résumées dans le document A/CN.9/1093.

112. Comme l'avait décidé la Commission (voir par. 13 ci-dessus), le Comité plénier a examiné le texte du projet de loi type et approuvé les modifications énoncées ci-après. Les dispositions du projet de loi type non mentionnées ci-après ont été approuvées par le Comité tels qu'elles figurent dans le document A/CN.9/1112.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 17 (A/71/17), par. 235 et 236.

¹¹ A/CN.9/1087, par. 11.

¹² Ibid., par. 114.

B. Examen du projet de loi type et de la note explicative

Article premier

113. En ce qui concerne l'alinéa c) de l'article premier, le Comité est convenu de conserver « identification électronique » en tant que terme défini (voir [A/CN.9/1093](#), par. 14).

114. Le Comité a accepté une proposition visant à modifier la définition du terme « services de gestion de l'identité », qui figure à l'alinéa f) de l'article premier, en remplaçant la conjonction « ou » par « et ». Il a été noté que, pour maintenir la cohérence avec les obligations minimales indiquées à l'article 6, il fallait que le terme « services de gestion d'identité » comprenne les services consistant à gérer à la fois la confirmation d'identité et l'identification électronique.

115. Il a été fait remarquer que le prestataire de services de gestion de l'identité pouvait également être une « partie utilisatrice » au sens de l'alinéa j) de l'article premier s'il déployait le service de gestion de l'identité à ses propres fins (par exemple, pour l'identification de ses employés). Il a été ajouté que, dans ce cas, les obligations du prestataire de services continueraient de s'appliquer. Pour faire suite à cette remarque, il a été noté que l'observation portait sur la note explicative et n'entraînait aucune modification de la définition du terme « partie utilisatrice » figurant à l'alinéa j) de l'article premier.

116. Le Comité a approuvé l'article premier tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), les alinéas c) et f) étant reformulés comme suit :

« c) Par “identification électronique”, dans le cadre des services de gestion de l'identité, on entend un processus utilisé pour obtenir une garantie suffisante du lien unissant une personne à une identité ; »

« f) Par “services de gestion de l'identité”, on entend des services consistant à gérer la confirmation d'identité et l'identification électronique ; ».

Article 5

117. Le Comité est convenu de modifier l'article 5 en insérant les mots « le résultat de » avant « l'identification électronique » dans le chapeau ([A/CN.9/1093](#), par. 16).

118. Le Comité a approuvé l'article premier tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), le chapeau étant reformulé comme suit :

« Sous réserve du paragraphe 3 de l'article 2, le résultat de l'identification électronique n'est pas privé de ses effets juridiques, de sa validité, de sa force exécutoire ou de sa recevabilité comme preuve au seul motif que : ».

Article 6

119. Le Comité est convenu de modifier l'alinéa d) de l'article 6 et le paragraphe 1 c) de l'article 14 en remplaçant les mots « aux abonnés et aux tiers » par « aux abonnés, aux parties utilisatrices et aux autres tiers » ([A/CN.9/1093](#), par. 36).

120. Le Comité a examiné une proposition visant à ajouter l'obligation, pour les prestataires de services de gestion de l'identité, de se conformer au droit impératif du lieu où le service était fourni ou vers lequel il était dirigé. Il a été expliqué que cette obligation s'imposait pour garantir le respect du droit impératif de l'État adoptant. Le Comité n'a pas retenu cette proposition. Il n'a pas non plus donné suite à l'invitation qui lui avait été faite d'envisager d'inclure une disposition énonçant les obligations de la partie utilisatrice, inspirée de l'article 11 de la Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques.

121. Le Comité a approuvé l'article 6 tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), l'alinéa d) étant reformulé comme suit :

« d) De rendre ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement facilement accessibles aux abonnés, aux parties utilisatrices et aux autres tiers ; ».

Article 7

122. Le Comité a approuvé l'article 7 tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), sans le modifier : On s'est demandé s'il était nécessaire de préciser que l'incidence devait être « importante ».

Article 8

123. Le Comité n'a pas donné suite à une proposition tendant à adopter une approche explicite et plus complète en ce qui concerne les droits de l'abonné.

Article 9

124. Il a été dit qu'il importait d'établir un lien approprié entre l'article 9 et l'article 10. Le Comité a tout d'abord examiné une proposition visant à modifier l'article 9 en insérant le mot « fiable » après le mot « méthode », les mots « la confirmation d'identité et » avant « l'identification électronique » et les mots « conformément à l'article 10 » à la fin de l'article ([A/CN.9/1093](#), par. 18 et 20).

125. On a appelé l'attention sur le fait que la référence à une « méthode fiable » à l'article 9 pourrait impliquer une norme absolue de fiabilité, alors qu'on s'accordait largement sur le fait que l'article 10 établissait une norme relative de fiabilité. Il a été ajouté que la disposition pertinente de l'article 10 était le paragraphe 1, qui établissait la norme de fiabilité ; de leur côté, les paragraphes 2 et 3 énonçaient des facteurs d'application de cette norme, tandis que les paragraphes 4 et 5 ne traitaient pas de cette norme en tant que telle. Il a donc été estimé que l'article 9 devrait faire référence uniquement au paragraphe 1 de l'article 10. Il a été dit également qu'il serait préférable d'inclure le renvoi immédiatement après les mots « méthode fiable ». En réponse à cette proposition, il a été noté qu'un renvoi au seul paragraphe 1 de l'article 10 viserait uniquement la fiabilité évaluée ex post. Il a donc été proposé que l'article 9 renvoie également au paragraphe 4 de cet article, qui traitait des services désignés ex ante. À l'issue de la discussion, le Comité a accepté cette proposition de compromis.

126. Le Comité a approuvé l'article 9 reformulé comme suit :

« Sous réserve du paragraphe 3 de l'article 2, lorsque la loi exige l'identification d'une personne à une fin particulière ou prévoit des conséquences en l'absence d'identification, cette exigence est satisfaite dans le cas des services de gestion de l'identité si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 10, est employée pour la confirmation d'identité et l'identification électronique de cette personne à cette fin »

Article 10

127. Le Comité a rappelé les différents avis exprimés au sein du Groupe de travail sur le traitement à réserver au paragraphe 1 b) de l'article 10 ([A/CN.9/1093](#), par. 21 à 25). Il a entendu une proposition visant à le reformuler, afin de prévoir que la méthode serait réputée satisfaire à la norme de fiabilité s'il était démontré dans les faits, par ou devant un tribunal, qu'elle avait rempli la fonction décrite à l'article 9.

128. Des réserves ont été émises quant à la référence à un tribunal, étant donné que la disposition correspondante de la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux (2005) (la CCE) ne précisait pas l'instance appelée à décider. Il a également été fait remarquer que, dans certains pays, l'instance en question n'était pas nécessairement un tribunal. Rappelant

que le paragraphe 1 b) de l'article 10 ne s'appliquait qu'ex post en cas de différend entre les parties, il a été dit que l'instance compétente pour résoudre le différend pouvait également être un tribunal arbitral ou administratif. En tout état de cause, il a été souligné que cette instance devrait exercer une compétence décisionnelle. Selon l'opinion qui a prévalu, la loi type devrait préciser l'instance appelée à décider et il serait préférable de faire référence au « tribunal ou [à] l'organe décisionnel compétent ».

129. Une question a également été soulevée concernant la signification de l'expression « par ou devant un tribunal ». On a répondu que celle-ci visait à tenir compte de différentes procédures ; dans certains systèmes juridiques, le tribunal pouvait procéder lui-même à l'établissement des faits, tandis que dans d'autres, il pouvait appartenir aux parties de recueillir et de présenter les faits au tribunal. Néanmoins, il a été convenu que la note explicative préciserait la signification de cette expression.

130. Le Comité a approuvé le paragraphe 1 de l'article 10 tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), l'alinéa b) étant reformulé comme suit :

« b) Est réputée suffisamment fiable s'il a été démontré dans les faits, par ou devant un tribunal ou un organe décisionnel compétent, qu'elle a, par elle-même ou avec d'autres preuves, rempli la fonction décrite à l'article 9. »

131. Le Comité est convenu de modifier le paragraphe 2 d) de l'article 10 en remplaçant le terme « niveau de fiabilité » par « niveau de garantie » et d'apporter la même modification à l'article 25 ([A/CN.9/1093](#), par. 32).

132. Le Comité a approuvé les dispositions restantes de l'article 10 telles qu'elles figuraient dans le document [A/CN.9/1112](#), sans les modifier. Il n'a pas retenu une proposition visant à modifier le paragraphe 3 de cet article 10 pour permettre à l'instance appelée à décider de tenir compte des facteurs géographiques si elle l'estimait nécessaire dans un cas particulier.

Article 14

133. Le Comité a approuvé l'article 14 tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), le paragraphe 1 c) étant reformulé comme suit (voir par. 119 ci-dessus) :

« c) De rendre ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement facilement accessibles aux abonnés, aux parties utilisatrices et aux autres tiers ; ».

Articles 16 à 21

134. Il a été proposé d'aligner l'article 16 sur l'article 9 en remplaçant les mots « si une méthode est utilisée » par les mots « si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée ». Le Comité a accepté cette proposition en ce qui concerne les articles 16 à 21 et est convenu de modifier ces dispositions en conséquence.

Article 22

135. Il a été proposé d'aligner le paragraphe 1 b) de l'article 22 sur le paragraphe 1 b) de l'article 10, tel que modifié par le Comité (voir par. 130 ci-dessus). En réponse à cette proposition, il a été indiqué que si le libellé de la « clause de sauvegarde » contenue au paragraphe 1 b) de l'article 10 pouvait s'écarter de la disposition correspondante de la CCE, cela n'était pas possible pour le paragraphe 1 b) de l'article 22, car tant le paragraphe 3 de l'article 9 de la CCE que l'article 16 du projet de loi type traitaient des signatures électroniques. Il a été fait remarquer que si le libellé s'écarterait de la CCE, cela pourrait être considéré comme une violation des dispositions de la Convention.

136. On a répondu que le paragraphe 3 de l'article 9 de la CCE traitait de l'équivalence fonctionnelle entre les signatures manuscrites et électroniques, qui était une question de conformité aux exigences de forme découlant du droit des contrats, tandis que l'article 16 du projet de loi type, relatif à un service de confiance, donnait une garantie quant à la qualité des données, à savoir l'auteur du message de données, et pouvait s'appliquer également en l'absence de toute exigence de forme découlant du droit des contrats. Il a également été noté que la relation entre les deux dispositions était une relation de complémentarité et portait sur le niveau du détail, et que l'article 16 du projet de loi type pouvait être utilisé pour donner des indications supplémentaires sur la manière de remplir la fonction visée au paragraphe 3 de l'article 9 de la CCE. Par ailleurs, il a été noté que la recherche de la cohérence avec les textes existants de la CNUDCI ne devait pas se faire au détriment de la sécurité juridique ou de l'amélioration de la rédaction du projet de dispositions, compte tenu en particulier de l'évolution des technologies et des pratiques commerciales au cours des deux dernières décennies. On a également souligné que l'alignement envisagé du paragraphe 1 b) de l'article 22 ne visait pas à modifier la CCE ou à en interpréter les dispositions.

137. À l'issue de la discussion, le Comité a approuvé le paragraphe 1 de l'article 22 tel qu'il figurait dans le document [A/CN.9/1112](#), l'alinéa b) étant reformulé comme suit :

« b) Est réputée suffisamment fiable s'il a été démontré dans les faits, par ou devant un tribunal ou un organe décisionnel compétent, qu'elle a, par elle-même ou avec d'autres preuves, rempli les fonctions décrites dans l'article. »

Article 25

138. Le Comité est convenu d'insérer les mots « le résultat de » au début du paragraphe 1 de l'article 25 et de remplacer le mot « fiabilité » par « garantie » dans l'ensemble de l'article 25 (voir par. 117 et 131 ci-dessus).

139. Il a été proposé de remplacer le mot « a » par « peut avoir » à l'article 25 afin d'offrir une plus grande souplesse en matière de reconnaissance internationale. En réponse à cette proposition, on a fait remarquer que l'article 25 constituait une disposition essentielle pour la reconnaissance internationale des services de gestion de l'identité, qui était l'un des principaux objectifs du projet de loi type, et que le fait d'offrir une certaine latitude dans le mécanisme de reconnaissance risquait de nuire à la prévisibilité juridique. Le Comité n'a pas retenu cette proposition.

140. L'avis a été exprimé que le paragraphe 1 de l'article 25 devait exiger l'utilisation d'une méthode offrant « un niveau de garantie au moins équivalent » ([A/CN.9/1093](#), par. 29). Il a été indiqué qu'une telle approche empêcherait la reconnaissance de services de gestion de l'identité qui mettraient en œuvre des méthodes offrant des niveaux de garantie inférieurs à ceux utilisés dans l'État adoptant. Il a été ajouté que les définitions régionales existantes des niveaux de garantie pourraient grandement aider à déterminer l'équivalence, et que l'on pouvait anticiper l'apparition de définitions de portée mondiale.

141. L'avis a aussi été exprimé que le paragraphe 1 de l'article 25 devait plutôt exiger l'utilisation d'une méthode offrant un niveau de garantie « substantiellement équivalent ou supérieur ». Il a été indiqué qu'une telle approche offrait le niveau de souplesse souhaité pour promouvoir la reconnaissance internationale des niveaux de garantie, ce qui était nécessaire en l'absence de définitions mondialement applicables de ces niveaux.

142. À titre de compromis, il a été proposé de modifier le paragraphe 1 de l'article 25 en combinant les deux approches de manière à exiger que la méthode offre a) un niveau de garantie au moins équivalent, si les niveaux de garantie reconnus par l'État adoptant et par l'État étranger étaient identiques ou comparables, et b) un niveau de garantie substantiellement équivalent ou supérieur dans tous les autres cas. Une

préférence a été exprimée pour exiger que les niveaux reconnus soient « identiques ». Bien que certaines questions aient été soulevées quant à la nécessité de conserver les paragraphes 2 et 3, un large soutien a été exprimé en faveur de leur maintien, avec les modifications qui devraient leur être apportées.

143. Le Comité a approuvé l'article 25 reformulé comme suit :

« 1. Le résultat de l'identification électronique fournie en dehors de [*l'État adoptant*] a les mêmes effets juridiques dans cet État que l'identification électronique fournie dans [*l'État adoptant*], à condition que la méthode utilisée par le système de gestion de l'identité, le service de gestion de l'identité ou le justificatif d'identité, selon le cas, offre :

a) Un niveau de garantie au moins équivalent, lorsque les niveaux de garantie reconnus par ces États sont identiques ; ou

b) Un niveau de garantie substantiellement équivalent ou supérieur, dans tous les autres cas.

2. Pour déterminer si les exigences du paragraphe 1 sont satisfaites, il est tenu compte des normes internationalement reconnues.

3. Le système de gestion de l'identité, le service de gestion de l'identité ou le justificatif d'identité est présumé satisfaire aux exigences du paragraphe 1 si [*la personne, l'organe ou l'autorité indiqué(e) par l'État adoptant conformément à l'article 11*] a déterminé l'équivalence, en tenant compte du paragraphe 2 de l'article 10. »

144. Il a été expliqué que, dans la pratique, le paragraphe 1 b) de l'article 25 ainsi modifié serait d'application transitoire dans la mesure où, au fur et à mesure que des normes techniques seraient développées et harmonisées, les niveaux de garantie reconnus par les différents États seraient de plus en plus souvent identiques. Il a été estimé que l'on pourrait modifier la note explicative pour tenir compte de cette prévision.

Article 26 et titre du chapitre IV

145. Étant convenu qu'il faudrait modifier l'article 26 afin de l'aligner sur l'article 25, le Comité a approuvé la disposition sans autre modification. Il est également convenu de modifier le titre du chapitre IV comme suit : « Reconnaissance internationale ».

Note explicative

146. Le Comité a examiné les modifications qu'il était proposé d'apporter à la note explicative, telles qu'elles figuraient dans le document [A/CN.9/1093](#) (par. 17, 34 et 36 à 44) et a approuvé, pour les raisons indiquées dans ce document, les modifications suivantes à la note explicative figurant à l'annexe II du document [A/CN.9/1112](#) :

a) Préciser le sens du terme « tiers » en liaison avec l'explication du terme « partie utilisatrice » au paragraphe 89 ;

b) Remplacer les mots « n'entend pas avoir » par « n'a pas » au paragraphe 11 ;

c) Ajouter, à la fin du paragraphe 68, les mots : « sous certaines conditions. Une telle limitation de la responsabilité devrait être autorisée par l'État adoptant et ne saurait être contraire à sa législation sur l'ordre public. » ;

d) Insérer, avant la dernière phrase du paragraphe 113, la phrase : « En outre, il ne saurait être dérogé par voie contractuelle aux obligations visées à l'article 6, dans la mesure où elles peuvent s'appliquer au système de gestion de l'identité et au prestataire de services de gestion de l'identité particuliers. » ;

e) Reproduire, au paragraphe 148, la définition du terme « niveau de garantie » figurant dans le document [A/CN.9/WG.IV/WP.157](#) ;

f) Insérer, à la fin du paragraphe 222, la phrase : « Étant donné que les différentes fonctions exercées dans le cadre de la prestation de services de gestion de l'identité (telles que celles énumérées à l'article 6) pourraient l'être dans différents pays, l'article 25 peut s'appliquer à toutes les fonctions exercées par le prestataire de services de gestion de l'identité ou seulement à certaines d'entre elles, en fonction du lieu où chacune d'entre elles est exercée. ».

147. Le Comité a également examiné et approuvé les modifications suivantes de la note explicative :

- a) Insérer le paragraphe 13 du document [A/CN.9/1105](#) après le paragraphe 9 ;
- b) Modifier les paragraphes 47 et 48 selon les propositions contenues dans la section 1 des commentaires soumis par la Banque mondiale tels que reproduits dans le document [A/CN.9/1113](#) ;
- c) Remplacer la première phrase du paragraphe 57 par une phrase pouvant se lire comme suit : « L'approche ex ante fournit plus de clarté et de prévisibilité en ce qui concerne les effets juridiques de la gestion de l'identité et des services de confiance grâce aux présomptions et au renversement de la charge de la preuve, y compris en cas d'utilisation internationale. » ;
- d) Insérer les mots « ex ante » après « désigner » au paragraphe 73 ;
- e) Illustrer les éventuels droits et obligations d'une partie utilisatrice, et leur fondement juridique, dans le commentaire relatif au terme « partie utilisatrice », et préciser que, lorsque la même institution serait à la fois prestataire de services et partie utilisatrice, les droits et obligations associés à chaque rôle s'appliqueraient (voir aussi par. 115 ci-dessus) ;
- f) Remplacer les mots « tous les » par « d'autres » au paragraphe 96 ;
- g) Préciser, au paragraphe 100, le fait que le consentement déduit du comportement d'une personne est susceptible d'être réfuté et que des circonstances telles que le niveau de connaissances et de compétence des parties et le type d'opération sont des considérations pertinentes pour établir le consentement ;
- h) Insérer, à la fin du paragraphe 107, les mots « sans préjudice de l'application de règles impératives. » ;
- i) Remplacer la deuxième phrase du paragraphe 111 par la phrase suivante : « En d'autres termes, il accorde une reconnaissance juridique égale aux services de gestion de l'identité qui sont désignés ex ante et à ceux qui ne le sont pas (faisant l'objet d'une évaluation ex post), ce qui garantit la neutralité quant à l'approche choisie pour évaluer la fiabilité. » ;
- j) Insérer, à la fin du paragraphe 148, la phrase : « Néanmoins, une telle définition des niveaux de garantie pourrait faciliter la reconnaissance internationale. » ;
- k) Remplacer les mots « indépendamment du niveau de fiabilité » par « à tout niveau de fiabilité approprié » dans la dernière phrase du paragraphe 212 ;
- l) Ajouter le mot « nécessairement » après « il n'existe pas » au paragraphe 213.

148. Le Comité a recommandé à la Commission a) d'approuver en principe la note explicative telle que modifiée, b) de demander au secrétariat d'achever l'élaboration de la note explicative en y intégrant des commentaires sur les dispositions modifiées pendant la session en cours, et c) d'autoriser le Groupe de travail IV à revoir les parties de la note explicative relatives à ces dispositions à sa soixante-quatrième session, en 2022. Il a été noté que, pour élaborer les commentaires relatifs aux dispositions modifiées, le secrétariat pourrait s'inspirer de ceux qui avaient été soumis par les États et les organisations internationales, dans la mesure où ils étaient applicables.

C. Adoption de la Loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance

149. Ayant achevé l'examen du texte du projet de loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance et de sa note explicative (A/CN.9/1112, annexes I et II), la Commission a adopté par consensus la décision ci-après à sa 1170^e séance, le 7 juillet 2022 :

« *La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international,*

Rappelant la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1966, qui porte création de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international afin d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international dans l'intérêt de tous les peuples, particulièrement ceux des pays en développement,

Consciente du fait que la Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques¹³, la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux (2005)¹⁴, la Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques (2001)¹⁵ et la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996)¹⁶ sont d'une utilité certaine pour les États en ce qu'elles permettent et facilitent le recours au commerce électronique dans les échanges internationaux,

Consciente également qu'il importe d'asseoir la confiance mutuelle sur une base juridique pour promouvoir la confiance dans le commerce électronique, en particulier au niveau international, et que la gestion de l'identité et les services de confiance revêtent à cette fin une pertinence croissante,

Convaincue que la sécurité juridique et la prévisibilité commerciale du commerce électronique, notamment au niveau international, se trouveront renforcées par l'harmonisation de certaines règles applicables à la reconnaissance juridique de la gestion de l'identité et des services de confiance sur une base technologiquement neutre et, selon qu'il convient, conformément à l'approche fondée sur l'équivalence fonctionnelle,

Estimant qu'une loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance complétera utilement les textes existants de la CNUDCI dans le domaine du commerce électronique en aidant de façon appréciable les États à renforcer la législation régissant le recours à la gestion de l'identité et aux services de confiance, ou à légiférer lorsqu'une telle législation n'existe pas encore, s'agissant en particulier des aspects internationaux,

Rappelant qu'à sa quarante-neuvième session, en 2016, elle avait chargé le Groupe de travail IV (Commerce électronique) d'entreprendre des travaux sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance¹⁷,

Ayant examiné, à sa cinquante-cinquième session, en 2022, un projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance et la note explicative y relative, tous deux

¹³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 17 (A/72/17), annexe I.

¹⁴ Résolution 60/21 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁵ Résolution 56/80 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁶ Résolution 51/162 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 17 (A/71/17), par. 235 et 236.

élaborés par le Groupe de travail¹⁸, ainsi que des observations sur ce projet reçues de gouvernements et d'organisations internationales¹⁹,

Remerciant le Groupe de travail IV des travaux qu'il a réalisés pour mettre au point le projet de loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, ainsi que les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales invitées de leur soutien et de leur participation à ces travaux,

1. *Adopte* la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, telle qu'elle figure à l'annexe II du rapport sur les travaux de sa cinquante-cinquième session ;

2. *Approuve* en principe le projet de note explicative relative à la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, demande au Secrétariat d'y mettre la dernière main en tenant compte des délibérations tenues et des décisions prises à sa cinquante-cinquième session, et autorise le Groupe de travail IV (Commerce électronique) à revoir, à sa soixante-quatrième session, en 2022, les parties ayant trait aux délibérations et aux décisions de la cinquante-cinquième session de la Commission ;

3. *Prie* le Secrétaire général de publier la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance et sa note explicative, y compris sous forme électronique, dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, et de les diffuser largement auprès des gouvernements et d'autres organismes intéressés ;

4. *Recommande* à tous les États de prendre dûment en considération la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance lorsqu'ils modifieront leur législation relative à la gestion de l'identité et aux services de confiance ou en adopteront une, et invite les États qui utilisent la Loi type à l'en informer. »

VII. Commerce électronique et autres questions juridiques liées à l'économie numérique : rapport d'activité du Groupe de travail IV

A. Historique

150. La Commission était saisie du rapport du Groupe de travail IV sur les travaux de sa soixante-deuxième session (Vienne, 22-26 novembre 2021) (A/CN.9/1087), et du résumé de la Présidente et du Rapporteur sur les travaux de sa soixante-troisième session (New York, 4-8 avril 2022) (A/CN.9/1093). À sa soixante-deuxième session, le Groupe de travail a poursuivi ses travaux d'élaboration du projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, dont la Commission était saisie pour finalisation et éventuelle adoption à la session en cours (voir chap. VI ci-dessus). À sa soixante-troisième session, il a examiné les travaux intersessions relatifs au projet de loi type en s'appuyant sur un résumé fourni par le secrétariat. Il a également tenu une discussion conceptuelle sur des travaux futurs consacrés aux questions juridiques liées à l'économie numérique, sur lesquels la Commission s'est penchée à la session en cours dans le cadre de son programme de travail.

151. À cet égard, la Commission a rappelé qu'à sa cinquante et unième session, en 2018, elle avait examiné une proposition de la République tchèque tendant à suivre l'évolution des aspects juridiques liés aux contrats intelligents et à l'intelligence

¹⁸ A/CN.9/1112, annexes I et II.

¹⁹ A/CN.9/1113 et A/CN.9/1113/Add.1.

artificielle ([A/CN.9/960](#)) et était convenue de demander au secrétariat d'étudier le sujet, ainsi que des thèmes connexes proposés à d'autres réunions de la CNUDCI, en compilant des informations sur les questions juridiques liées à l'économie numérique²⁰. Elle a également rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait a) demandé au secrétariat de poursuivre ses travaux sur la taxonomie juridique des technologies émergentes et de leurs applications, qu'il élaborait progressivement pour rendre compte de ses travaux exploratoires sur les questions juridiques liées à l'économie numérique²¹, b) chargé le Groupe de travail IV d'organiser une discussion conceptuelle portant sur l'utilisation de l'intelligence artificielle et l'établissement automatisé de contrats, en vue de définir plus précisément la portée et la nature des travaux à mener²², et c) prié le secrétariat de poursuivre les travaux préparatoires sur les transactions de données²³. Elle a en outre rappelé l'avis exprimé à sa cinquante-quatrième session selon lequel elle pourrait à terme soumettre le thème des transactions de données au Groupe de travail IV pour qu'il le traite en parallèle avec celui de l'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'établissement automatisé de contrats²⁴.

152. La Commission a appris que diverses questions liées à la portée et à la nature des travaux à mener dans le domaine des contrats automatisés avaient été examinées au cours de la soixante-troisième session du Groupe de travail (voir [A/CN.9/1093](#), chap. V). Elle a également été informée qu'à cette session, le Groupe de travail avait consacré du temps à un examen préliminaire de la nature et de la portée des travaux qui pourraient être menés au sujet des transactions de données, en se basant sur les travaux préparatoires supplémentaires du secrétariat (voir [A/CN.9/1093](#), chap. VI).

153. La Commission était saisie : a) d'une proposition visant à définir plus précisément le mandat du Groupe de travail sur le thème de l'automatisation des contrats ([A/CN.9/1116](#), chap. II) ; b) d'un rapport d'activité sur la taxonomie juridique, et d'une proposition de guide juridique sur les questions relatives au fonctionnement des systèmes de registres distribués et à la fourniture de services tirant parti de la technologie des registres distribués ([A/CN.9/1116](#), chap. III), ainsi que d'un projet de nouvelle section relative aux systèmes de registres distribués ([A/CN.9/1116](#), annexe) ; et c) d'une note du Secrétariat contenant une proposition relative à des travaux futurs que le Groupe de travail pourrait consacrer aux transactions de données ([A/CN.9/1117](#)). Elle a été informée que les délibérations tenues par le Groupe de travail à sa soixante-troisième session avaient été résumées et intégrées dans les propositions sur les thèmes de l'automatisation des contrats et des transactions de données.

B. Orientations pour les travaux futurs

1. Remarques générales

154. Un large soutien s'est dégagé en faveur de la poursuite par le Groupe de travail IV de ses travaux sur les thèmes de l'automatisation des contrats et des transactions de données. Il a été réaffirmé que ces travaux ne devraient pas se recouper avec ceux menés au sein du système des Nations Unies et dans d'autres instances internationales, notamment ceux visant à élaborer des normes harmonisées d'utilisation déontologique et de gouvernance de l'intelligence artificielle, ceux s'attachant à la protection des données et ceux portant sur les flux de données transfrontaliers. Il a été souligné que les futurs travaux législatifs sur le commerce électronique devraient favoriser une large participation de tous les pays, tant en

²⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 17 ([A/73/17](#)), par. 253 b).

²¹ Ibid., soixante-seizième session, Supplément n° 17 ([A/76/17](#)), par. 25 e) et 227.

²² Ibid., par. 25 e) et 236.

²³ Ibid., par. 25 e).

²⁴ Ibid., par. 237.

développement que développés, et être complétés par des activités de renforcement des capacités.

155. Il a également été réaffirmé que les contrats automatisés et les transactions de données étaient des sujets interconnectés et interdépendants, et qu'il convenait donc que le Groupe de travail les traite ensemble. Il a été fait remarquer que les travaux futurs devraient être organisés de manière à tenir compte des aspects pratiques de l'examen simultané de plusieurs sujets. Une possibilité serait que le Groupe de travail alterne l'examen des sujets d'une session à l'autre, méthode de travail déjà appliquée avec succès par d'autres groupes de travail de la CNUDCI.

2. Contrats automatisés

156. On s'est déclaré largement favorable à ce que les travaux menés sur ce thème avancent progressivement, et se fondent sur l'examen des pratiques commerciales et des cas d'utilisation, comme indiqué à la soixante-troisième session ([A/CN.9/1116](#), par. 12). On a souligné le potentiel des contrats automatisés pour ce qui était de réduire les coûts de transaction et de produire des avantages économiques. Il a été fait remarquer que la proposition ne fournissait que des exemples limités de l'application pratique des contrats automatisés. Bien que l'on se soit demandé s'il était utile de poursuivre les travaux au-delà de la première étape (à savoir la compilation des dispositions existantes des textes de la CNUDCI qui s'appliquent aux contrats automatisés), il a été reconnu que de nouvelles questions juridiques pourraient apparaître au fur et à mesure de l'avancement du projet, et que la Commission pourrait réévaluer l'orientation et la portée de celui-ci à chaque étape.

157. On s'est également déclaré largement favorable à ce que les travaux futurs soient guidés par les principes de neutralité technologique et de non-discrimination à l'égard de l'utilisation de moyens électroniques ([A/CN.9/1116](#), par. 9). Il a été souligné qu'ils devraient cibler l'application des technologies émergentes, et non les technologies elles-mêmes, et qu'ils devraient être menés de manière à favoriser l'innovation technologique.

158. L'idée de procéder à partir d'une distinction entre « contrats automatisés » et « contrats autonomes » ([A/CN.9/1116](#), par. 6) a bénéficié d'un certain soutien. Il a été noté qu'il appartiendrait au Groupe de travail d'examiner les questions de définition.

159. La Commission a accepté la proposition de définir plus précisément le mandat du Groupe de travail sur le thème de l'automatisation des contrats et a donc demandé à celui-ci :

a) Dans un premier temps, de compiler les dispositions des textes de la CNUDCI qui s'appliquent aux contrats automatisés, et de modifier ces dispositions, selon qu'il conviendrait ;

b) Dans un deuxième temps, d'élaborer d'éventuelles nouvelles dispositions traitant d'un éventail plus large de questions, y compris celles recensées par le Groupe de travail à sa soixante-troisième session ([A/CN.9/1116](#), par. 10).

160. La Commission est en outre convenue que, dans l'exécution de son mandat, le Groupe de travail devrait : a) être guidé par les principes de neutralité technologique et de non-discrimination à l'égard de l'utilisation des moyens électroniques, b) procéder en se fondant sur des cas d'utilisation et sur les besoins commerciaux, et c) être attentif aux besoins spécifiques des pays en développement.

3. Transactions de données

161. La Commission a pris note de la distinction entre contrats de « fourniture de données » et contrats de « traitement de données », ainsi que du concept de « droits sur les données », tel qu'ils étaient présentés dans le document [A/CN.9/1117](#). Un large soutien a été exprimé en faveur de la poursuite des travaux sur les contrats de fourniture de données et les droits sur les données, comme indiqué dans la proposition ([A/CN.9/1117](#), par. 56 et 57). On s'est également exprimé en faveur de la poursuite

des travaux sur les contrats de traitement de données, même s'il a été suggéré que, pour l'instant, ceux-ci se limitent au suivi de l'évolution de la législation.

162. Plusieurs avis ont été exprimés quant aux travaux futurs. Premièrement, il a été rappelé que les travaux portant sur les transactions de données de manière générale devraient tenir soigneusement compte des recoupements avec les questions de protection des données et de propriété intellectuelle. Deuxièmement, il a été souligné qu'ils devraient prendre en considération les résultats d'autres projets législatifs et non législatifs, notamment les Principes pour une économie de données (2021), élaborés conjointement par l'American Law Institute et l'Institut européen du droit, le *Rapport sur le développement dans le monde 2021* de la Banque mondiale intitulé « *Des données au service d'une vie meilleure* », et les récents projets législatifs de l'Union européenne, par exemple, la directive relative à la vente de biens et la directive relative aux contenus numériques de 2019²⁵. Troisièmement, il a été noté que les travaux préparatoires concernant les droits sur les données devraient accorder une attention particulière à ceux de ces droits qui pourraient être reconnus en vertu de la législation existante, notamment les lois relatives aux droits d'auteur, aux secrets commerciaux, à la concurrence et à la protection des données. Une préférence a été exprimée en faveur de travaux ciblant les droits sur les données dans le contexte des contrats de données plutôt que dans le cadre d'un concept plus large de « propriété des données ».

163. La Commission est convenue de charger le Groupe de travail de mener des travaux sur les contrats de fourniture de données en se fondant sur les travaux préparatoires présentés dans le document [A/CN.9/1117](#). Elle a également demandé au secrétariat de poursuivre les travaux préparatoires concernant les droits sur les données, présentés dans ce même document, de suivre l'évolution de la législation sur les contrats de traitement de données et de lui faire rapport à ce sujet à une date ultérieure.

164. Il a été reconnu qu'il n'était pas nécessaire pour l'instant de prendre de décision relative à la forme des travaux du Groupe de travail sur les contrats de données. À cet égard, il a été rappelé que plusieurs options avaient déjà été examinées à la soixante-troisième session du Groupe de travail, notamment l'élaboration de règles « par défaut » à inclure dans un texte législatif, un guide de bonnes pratiques pour les parties ou un guide législatif ([A/CN.9/1117](#), par. 56).

4. Taxonomie juridique des technologies émergentes et de leurs applications

165. S'étant déclarée satisfaite des travaux supplémentaires menés par le secrétariat en vue d'élaborer la nouvelle section de la taxonomie juridique sur les systèmes de registres distribués, la Commission a autorisé celui-ci à publier le contenu de la taxonomie révisée dans les six langues officielles de l'ONU. Il a été noté que, de par sa nature, la taxonomie juridique était un document évolutif et que des révisions futures étaient à prévoir. En particulier, il a été dit à la Commission que le secrétariat continuerait de se concerter avec le secrétariat d'UNIDROIT en vue de modifier la section de la taxonomie consacrée aux actifs numériques à la lumière des résultats du projet mené par l'Institut sur les actifs numériques et le droit privé ([A/CN.9/1107](#), par. 11).

5. Guide juridique sur l'utilisation des systèmes de registres distribués

166. Il a été rappelé que l'élaboration de la nouvelle section de la taxonomie juridique consacrée aux systèmes de registres distribués (voir par. 165 ci-dessus) avait mis en

²⁵ Directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE (disponible à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:32019L0771>), et directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques (disponible à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32019L0770>).

évidence la nécessité de disposer d'orientations juridiques sur le fonctionnement des systèmes de registres distribués (« couche infrastructure » dans la taxonomie) et sur la passation de contrats prévoyant la fourniture de services fondés sur la technologie des registres distribués (« couche applications » dans la taxonomie).

167. Il a été ajouté que le document d'orientation envisagé pourrait fournir des explications utiles permettant aux acteurs commerciaux, en particulier aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) et aux acteurs situés dans des pays en développement, de déterminer si les services de ce type répondaient à leurs besoins et d'établir les incidences du recours à ces services sur leurs activités. Il a été expliqué que la sensibilisation à ces questions juridiques pourrait favoriser une plus grande sécurité et permettre aux efforts de transformation numérique de s'inscrire dans la durée, y compris au sein du système des Nations Unies.

168. Il a été indiqué que le document d'orientation pourrait s'appuyer sur certains textes existants de la CNUDCI et sur les travaux menés par des groupes de travail, ainsi que sur les parties pertinentes de la taxonomie. Il a également été précisé qu'il ne prendrait pas position sur la question de savoir si certains types d'activités commerciales devraient s'appuyer sur la technologie des registres distribués (par opposition à d'autres technologies ou méthodes) ni n'imposerait de règles spécifiques applicables à la fourniture de services fondés sur la technologie des registres distribués ou aux relations entre les parties. Il a été estimé qu'il pourrait se présenter dans un format souple, similaire à celui de l'Aide-mémoire sur les principales questions liées aux contrats d'informatique en nuage.

169. À l'issue de la discussion, la Commission a prié le secrétariat d'élaborer un document d'orientation sur les questions juridiques liées à l'utilisation des systèmes de registres distribués dans le commerce, dans la limite des ressources existantes et en coopération avec d'autres organisations concernées, le cas échéant.

VIII. Micro-, petites et moyennes entreprises : rapport d'activité du Groupe de travail I

170. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-deuxième session, en 2019, elle avait décidé de charger le Groupe de travail I d'effectuer des travaux visant à faciliter l'accès au crédit pour les MPME, en s'inspirant, selon qu'il convenait, des recommandations et orientations pertinentes figurant dans la Loi type de la CNUDCI sur les sûretés mobilières²⁶. Elle a également rappelé que ces travaux renforceraient et complèteraient le mandat qu'elle avait confié au Groupe de travail à sa quarante-sixième session, en 2013, consistant à réduire les obstacles que rencontraient les MPME tout au long de leur cycle de vie, en particulier dans les économies en développement²⁷.

171. À sa session en cours, la Commission a examiné avec satisfaction les rapports du Groupe de travail sur les travaux de sa trente-sixième session ([A/CN.9/1084](#)), tenue à Vienne du 4 au 8 octobre 2021, et de sa trente-septième session ([A/CN.9/1090](#)), tenue à New York du 9 au 13 mai 2022. Elle a été informée que le Groupe de travail, à sa trente-sixième session, avait commencé ses travaux sur l'accès au crédit, en se fondant sur une note du Secrétariat ([A/CN.9/WG.I/WP.124](#)) qui abordait plusieurs questions dont pourrait traiter un futur texte sur l'accès au crédit pour les MPME. Elle a également appris que les délibérations du Groupe de travail avaient débouché sur l'élaboration d'une note entièrement révisée ([A/CN.9/WG.I/WP.126](#)), que le Groupe avait examinée à sa trente-septième session.

172. La Commission a noté qu'à ces deux sessions, le Groupe de travail s'était penché sur la portée et la structure de chaque section de la note établie par le

²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 ([A/74/17](#)), par. 192 a).

²⁷ Ibid., soixante-huitième session, Supplément n° 17 ([A/68/17](#)), par. 316 à 322.

Secrétariat, et qu'il avait généralement été convenu que, conformément au principe de la « priorité aux petites entreprises », le texte devait principalement mettre l'accent sur les micro- et petites entreprises, sans exclure les questions relatives aux entreprises de taille moyenne. Elle a également noté que, même si le Groupe de travail n'avait pas encore décidé de la forme particulière que devait prendre le projet de texte, celui-ci viserait à aider les États à adopter un cadre juridique favorable à l'accès des MPME au crédit, ou à réformer le cadre juridique existant en la matière.

173. La Commission s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis par le Groupe de travail et de l'appui fourni par le secrétariat. Elle a noté qu'il importait que le Groupe de travail poursuive ses délibérations sur le thème de l'accès des MPME au crédit (plutôt que de demander au secrétariat de mener des travaux sur ce sujet avec l'aide d'un groupe d'experts), car cela permettrait de refléter un plus large éventail de perspectives représentant plusieurs régions géographiques, diverses traditions juridiques et des pays ayant des niveaux économiques différents. À l'issue de la discussion, elle a donc réaffirmé le mandat du Groupe de travail, conformément aux décisions prises lors de sa cinquante-deuxième session, en 2019²⁸.

IX. Règlement des différends : rapport d'activité du Groupe de travail II

174. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, elle avait :

- a) Adopté le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré²⁹ ;
- b) Approuvé en principe le projet de note explicative relative au Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et autorisé le Groupe de travail II à en achever l'élaboration lors de sa soixante-quatorzième session³⁰ ;
- c) Chargé le Groupe de travail II d'examiner la question du rejet rapide et de la décision préalable et de lui présenter les résultats de ses délibérations³¹ ;
- d) Demandé au secrétariat d'organiser un colloque pendant la soixante-quinzième session du Groupe de travail II afin d'examiner les questions juridiques liées au règlement des différends dans l'économie numérique et de déterminer la portée et la nature d'éventuels travaux législatifs³² ;
- e) Décidé que du temps serait réservé lors du colloque à l'examen de la question de savoir s'il serait opportun et faisable d'entreprendre des travaux sur la procédure de décision d'urgence (« adjudication » en anglais)³³.

175. À la session en cours, la Commission était saisie du rapport du Groupe de travail II sur les travaux de sa soixante-quatorzième session (A/CN.9/1085), tenue à Vienne du 27 septembre au 1^{er} octobre 2021, ainsi que du rapport du colloque sur les travaux futurs possibles en matière de règlement des différends organisé pendant la soixante-quinzième session du Groupe de travail, tenue à New York du 28 mars au 1^{er} avril 2022 (A/CN.9/1091).

176. À l'issue de la discussion, la Commission s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis par le Groupe de travail II, en particulier de l'achèvement du projet de note explicative relative au Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré³⁴. Elle a également remercié le secrétariat de lui avoir présenté les options législatives ayant trait au rejet rapide et à la décision préalable, fondées sur les délibérations du Groupe

²⁸ Ibid., *soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17)*, par. 192 a).

²⁹ Ibid., *soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 189 et 214 b).

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid., par. 25 g), 214 b) et 242.

³² Ibid., par. 25 e), 214 b) et 233.

³³ Ibid., par. 25 g), 214 b) et 243.

³⁴ La publication contenant le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et la note explicative y relative est disponible à l'adresse <https://uncitral.un.org/fr/content/expedited-arbitration-rules>.

de travail à sa soixante-quatorzième session (voir [A/CN.9/1114](#)), et d'avoir organisé le colloque sur les travaux futurs envisageables concernant le règlement des différends³⁵.

177. La Commission a décidé d'examiner plus avant l'opportunité de futurs travaux dans le domaine du règlement des différends au titre du point 11 de l'ordre du jour (Programme de travail de la Commission).

X. Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États : rapport d'activité du Groupe de travail III

178. La Commission a rappelé qu'à sa cinquantième session, en 2017, elle avait confié au Groupe de travail III un large mandat concernant une éventuelle réforme du règlement des différends entre investisseurs et États³⁶. Elle a pris note des progrès réalisés par le Groupe de travail dans le cadre de la troisième phase de son mandat, qui consistait à élaborer des éléments de réforme concrets à lui recommander. Il a été noté que ces progrès étaient généralement conformes au plan de travail révisé établi par le Groupe de travail à la reprise de sa quarantième session, tenue en mai 2021 ([A/CN.9/1054](#), annexe). On a aussi noté la souplesse et le haut degré d'adaptabilité du plan de travail aux besoins actuels du Groupe de travail.

179. Tenant compte des rapports du Groupe de travail III sur les travaux de ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions ([A/CN.9/1086](#) et [A/CN.9/1092](#), respectivement), la Commission a félicité celui-ci d'avoir achevé la première lecture du projet de code de conduite et de s'être penché sur la sélection et la nomination des membres des tribunaux de RDIE au sein d'un mécanisme multilatéral permanent pendant ces sessions.

180. La Commission a noté que des progrès concernant d'autres éléments de réforme étaient réalisés dans le cadre d'une série de réunions intersessions³⁷ et d'autres réunions informelles³⁸, et grâce à des observations recueillies sur les projets initiaux des documents de travail établis par le secrétariat³⁹.

181. La Commission a remercié le secrétariat de sa coopération étroite avec le secrétariat du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, sur le code de conduite, et avec le secrétariat de l'Organisation de

³⁵ De plus amples informations sur le colloque sont disponibles à l'adresse <https://uncitral.un.org/fr/disputesettelementcolloquium2022>.

³⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, *Supplément n° 17* ([A/72/17](#)), par. 264.

³⁷ La quatrième réunion intersessions, accueillie par la République de Corée, s'est tenue en ligne les 2 et 3 septembre 2021 sur le thème de la réforme des règles de procédure et certaines questions transversales (pour le résumé de la réunion, voir le document [A/CN.9/WG.III/WP.214](#)). La cinquième, accueillie par Hong Kong (Chine), s'est tenue dans un format hybride (en personne et en ligne) les 28 et 29 octobre 2021, sur le thème du recours à la médiation dans le règlement des différends entre investisseurs et États (pour un résumé de la réunion, voir [A/CN.9/WG.III/WP.210](#)).

³⁸ Des réunions informelles se sont tenues le 26 août 2021, les 13 et 14 septembre 2021, du 6 au 10 décembre 2021, le 20 janvier 2022, les 2 et 3 mars 2022, les 23 et 24 mars 2022, le 5 mai 2022 et du 7 au 10 juin 2022 sur les thèmes suivants : calcul des dommages-intérêts, mécanisme multilatéral permanent et son financement, code de conduite, demandes présentées par des actionnaires pour les pertes par ricochet, instrument multilatéral sur la réforme du RDIE, mécanisme d'appel, médiation en matière d'investissement et réforme des règles de procédure. Pour plus d'informations, voir le site Web du Groupe de travail III (https://uncitral.un.org/fr/working_groups/3/investor-state), sous la rubrique « Activités intersessions » dans la colonne de droite.

³⁹ Les projets initiaux portaient sur les thèmes suivants : financement par des tiers, sélection et nomination des membres des tribunaux de RDIE au sein d'un mécanisme multilatéral permanent, évaluation des dommages-intérêts, médiation et autres modes alternatifs de règlement des litiges, mécanisme d'appel, compilation des pratiques de prévention des différends et d'éléments pertinents de certains tribunaux et cours internationaux permanents.

coopération et de développement économiques (OCDE), sur les demandes présentées par des actionnaires et les pertes par ricochet.

182. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait décidé de recommander à l'Assemblée générale d'allouer du temps de conférence (une session d'une semaine par an) et des ressources humaines supplémentaires au Groupe de travail III pendant une période unique de quatre ans allant de 2022 à 2025, à condition qu'elle réévalue la situation et, au besoin, revienne sur sa décision concernant la nécessité d'allouer une session supplémentaire d'une semaine par an et des moyens d'appui au Groupe de travail, en tenant compte des informations que ce dernier lui communiquerait au sujet de l'utilisation de ses ressources⁴⁰. Elle a été informée que le 24 décembre 2021, suivant ses recommandations, l'Assemblée générale avait décidé de lui allouer une session supplémentaire d'une semaine par an et d'allouer au secrétariat les ressources humaines dont il avait besoin (voir chapitre XIX ci-dessous)⁴¹.

183. La Commission a appris que les semaines supplémentaires allouées respectivement pour 2022 et 2023 avaient été provisoirement programmées pour être utilisées en septembre 2022 (dans le cadre d'une session de deux semaines) et en janvier 2023, à Vienne dans les deux cas (voir par. 321 ci-dessous). Si certaines réserves ont été exprimées au sujet de la session de deux semaines, dont on a craint qu'elle limite la participation d'États disposant de ressources humaines limitées, il a été dit qu'elle permettrait : a) au Groupe de travail d'avancer en parallèle sur un certain nombre d'options de réforme différentes, y compris d'achever l'élaboration du code de conduite et du commentaire l'accompagnant, tâche qui était prioritaire ; et b) aux délégations de faire des économies en évitant de devoir se déplacer deux fois pour assister aux sessions. La Commission a aussi appris que le secrétariat était en passe de recruter des fonctionnaires pour les trois postes supplémentaires alloués.

184. Le Président du Groupe de travail III a présenté brièvement les travaux à mener pendant les quatre semaines de session prévues jusqu'à la cinquante-sixième session de la Commission et a indiqué que le Groupe de travail s'attacherait à lui soumettre le projet de code de conduite et le commentaire l'accompagnant, ainsi que les textes sur les modes alternatifs de règlement des différends, afin qu'elle les examine à sa session suivante. Tout en soulignant qu'il était nécessaire d'adopter une approche souple dans la réalisation des travaux et d'adapter le plan de travail aux besoins actuels du Groupe de travail, la Commission a demandé à ce dernier de poursuivre ceux-ci de manière efficace et l'a instamment prié de lui en présenter les résultats lors de sa session suivante, en 2023.

185. La Commission a pris note des activités de sensibilisation menées par le secrétariat pour mieux faire connaître les travaux du Groupe de travail et faire en sorte que le processus demeure ouvert à tous et pleinement transparent⁴².

186. À l'issue de la discussion, la Commission s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis par le Groupe de travail III et de l'appui fourni par le secrétariat sur un grand nombre d'aspects susmentionnés.

187. En outre, la Commission a remercié les Gouvernements allemand et français, l'Union européenne et la Direction suisse du développement et de la coopération de leur soutien financier, que ce soit au titre des frais de voyage et d'interprétation simultanée, afin de promouvoir une participation inclusive, ou au titre des coûts liés aux postes, afin de renforcer les capacités du secrétariat.

⁴⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), par. 263.

⁴¹ Résolution 76/229 de l'Assemblée générale, par. 15. <http://undocs.org/A/RES/76/229>

⁴² Par exemple, une manifestation a été organisée à Accra du 24 au 26 mai 2022, en coopération avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sur différents aspects de la réforme du RDIE.

XI. Droit de l'insolvabilité : rapport d'activité du Groupe de travail V

188. À sa cinquante-cinquième session, la Commission était saisie des rapports du Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) sur les travaux de ses cinquante-neuvième et soixantième sessions (Vienne, 13-17 décembre 2021 et New York, 18-21 avril 2022, respectivement) ([A/CN.9/1088](#) et [A/CN.9/1094](#), respectivement). En outre, elle était saisie de la mise à jour de la publication intitulée *Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge* présentée dans le document [A/CN.9/WG.V/WP.180](#) et au paragraphe 13 du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa soixantième session ([A/CN.9/1094](#)), que ce dernier lui avait transmise afin qu'elle en approuve éventuellement la publication.

189. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait adopté les Recommandations législatives sur l'insolvabilité des micro- et petites entreprises et prié le Groupe de travail V d'examiner et d'approuver le projet de commentaire relatif à ces recommandations à sa cinquante-neuvième session, en décembre 2021, et de déterminer si le texte ainsi approuvé devait être considéré comme final ou lui être transmis afin qu'elle en achève l'élaboration et l'adopte à sa cinquante-cinquième session, en 2022⁴³. Elle a noté avec satisfaction que, comme suite à cette demande, le Groupe de travail avait approuvé le commentaire à sa cinquante-neuvième session, et était convenu que le Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité à l'intention des micro- et petites entreprises qui en découlait devait être considéré comme final ([A/CN.9/1088](#), par. 17). La Commission a rappelé dans ce contexte qu'à sa cinquante-quatrième session, elle avait demandé au secrétariat de publier le texte final sous une double forme, à savoir en tant que cinquième partie du Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité et en tant qu'élément de la série de textes de la CNUDCI consacrés aux MPME⁴⁴. Elle a noté avec satisfaction que le texte en anglais avait été publié sous ces deux formes et a instamment prié le secrétariat de le faire publier le plus rapidement possible dans les autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de la forte demande pour ce texte.

190. La Commission a également rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait confié au Groupe de travail deux nouveaux sujets : la localisation et le recouvrement civils d'actifs et la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité⁴⁵. Elle a pris note des progrès que le Groupe de travail avait accomplis dans l'examen de ces sujets en se fondant sur les notes élaborées par le Secrétariat ([A/CN.9/WG.V/WP.175](#), [A/CN.9/WG.V/WP.176](#), [A/CN.9/WG.V/WP.178](#) et [A/CN.9/WG.V/WP.179](#)) ; a réaffirmé que les deux sujets touchaient à un large éventail de questions souvent complexes, qui nécessitaient d'être examinées de près ; a félicité le Groupe de travail et le secrétariat d'avoir recensé les questions clefs liées aux deux projets et d'avoir organisé les travaux en traitant les deux sujets sur un pied d'égalité ; et a souligné l'importance de mener ces travaux en étroite coordination et coopération avec d'autres organisations internationales, en particulier UNIDROIT, dont les travaux touchaient à plusieurs questions examinées par le Groupe de travail. Cette coopération et cette coordination étroites entre tous les acteurs concernés étaient jugées importantes pour éviter des résultats incohérents, une duplication inutile des efforts et une utilisation inefficace des ressources. L'avis a été exprimé qu'il serait particulièrement important d'élaborer un ensemble distinct de règles sur la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité en raison de l'absence de telles règles dans de nombreux pays.

191. Enfin, la Commission a rappelé qu'à sa cinquante-troisième session, en 2020, elle avait demandé au secrétariat d'élaborer et de publier dès que possible une mise à

⁴³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 ([A/76/17](#)), par. 77 (décision de la Commission, par. 3 et 4).

⁴⁴ Ibid., par. 74 et 76 f).

⁴⁵ Ibid., par. 217.

jour de la publication intitulée *Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge*, sous forme de brochure papier et électronique dans les six langues officielles de l'ONU, en utilisant un mécanisme semblable à celui qui avait été mis en œuvre pour la mise à jour de 2013⁴⁶. Elle a remercié le secrétariat d'avoir transmis la mise à jour de cette publication (contenue dans le document [A/CN.9/WG.V/WP.180](#)) au Groupe de travail afin qu'il l'examine à sa soixantième session, avec les modifications supplémentaires proposées par le secrétariat au cours de cette session ([A/CN.9/1094](#), par. 13), et le Groupe de travail d'avoir examiné et approuvé ces modifications et de lui avoir transmis la mise à jour pour examen et approbation éventuelle en vue de sa publication. La Commission a approuvé la mise à jour et autorisé le secrétariat à publier dès que possible la nouvelle version de la publication intitulée *Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge*, dans les six langues de l'Organisation des Nations Unies. Elle a souligné qu'il serait opportun de publier cette nouvelle version en 2022 compte tenu du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la *Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale*⁴⁷, le 30 mai 2022. La Commission a demandé au secrétariat de tenir la publication à jour afin qu'elle continue de remplir l'objectif visé.

XII. Programme de travail

192. La Commission a rappelé qu'elle était convenue de consacrer du temps à l'examen de son programme général de travail en tant que sujet distinct à chacune de ses sessions, afin de faciliter la planification de ses activités⁴⁸.

193. La Commission a pris note des documents établis pour l'aider à tenir des débats sur ce sujet (c'est-à-dire le document [A/CN.9/1103](#) et les documents qui y sont mentionnés, y compris les propositions figurant dans les documents [A/CN.9/1091](#), [A/CN.9/1101](#), [A/CN.9/1102](#), [A/CN.9/1114](#), [A/CN.9/1116](#), [A/CN.9/1117](#), [A/CN.9/1119](#), [A/CN.9/1120](#) et [A/CN.9/1120/Add.1](#)) et de la liste des activités que le secrétariat avait prévues jusqu'à sa cinquante-sixième session en vue d'appuyer les travaux législatifs que ses groupes de travail et elle-même menaient.

A. Programme législatif en cours d'examen par les groupes de travail

194. La Commission a pris note des progrès accomplis par ses groupes de travail, dont il avait été rendu compte plus tôt dans la session (voir chapitres VII à XI du présent rapport) et qui étaient présentés dans le tableau 1 du document [A/CN.9/1103](#), et est convenue de répartir les tâches comme suit :

a) En ce qui concerne les travaux consacrés aux MPME, elle a confirmé que le Groupe de travail I devrait poursuivre l'examen d'un futur texte sur l'accès au crédit pour ces entreprises, que le secrétariat de la CNUDCI avait élaboré à sa demande⁴⁹ ;

b) En ce qui concerne le règlement des différends, la Commission est convenue que le Groupe de travail II devrait i) élaborer un texte d'orientation sur le rejet rapide et la décision préalable, comme indiqué dans la note du Secrétariat ([A/CN.9/1114](#)) ; et ii) examiner les points communs qui existaient dans les propositions tendant à travailler sur le règlement des différends liés aux technologies et sur la procédure de décision d'urgence et, dans ce contexte, élaborer des dispositions ou clauses types ou d'autres formes de texte, de nature législative ou non, selon qu'il conviendrait ;

⁴⁶ Ibid., *soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17)*, première partie, par. 63.

⁴⁷ Résolution 52/158 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁸ Ibid., *soixante-huitième session, Supplément n° 17 (A/68/17)*, par. 310.

⁴⁹ Ibid., *soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17)*, par. 192 a).

c) En ce qui concerne la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, la Commission est convenue que le Groupe de travail III devrait poursuivre le programme de travail qui lui avait été confié et l'a encouragé à lui soumettre, pour examen à sa cinquante-sixième session, un code de conduite avec le commentaire l'accompagnant, ainsi que des textes sur les modes alternatifs de règlement des différends ;

d) En ce qui concerne l'économie numérique, la Commission est convenue que le Groupe de travail IV devrait :

i) Dans un premier temps, compiler les dispositions des textes de la CNUDCI qui s'appliquaient aux contrats automatisés, et modifier ces dispositions, selon qu'il conviendrait ; et

ii) Dans un deuxième temps, élaborer d'éventuelles nouvelles dispositions traitant d'un éventail plus large de questions, y compris celles qu'il avait recensées à sa soixante-troisième session ([A/CN.9/1116](#), par. 10) ;

e) En ce qui concerne l'insolvabilité, la Commission est convenue que le Groupe de travail V devrait poursuivre l'examen des questions juridiques relatives à la localisation et au recouvrement civils d'actifs dans les procédures d'insolvabilité, ainsi que de la question de la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité ;

f) Le Groupe de travail VI devrait entamer des travaux en vue d'élaborer un nouvel instrument sur les documents de transport multimodal négociables.

B. Autres questions examinées lors de sessions précédentes de la Commission

1. Récépissés d'entrepôt

195. La Commission a rappelé qu'elle avait décidé d'inscrire le sujet du financement par récépissé d'entrepôt à son programme de travail lors de sa quarante-neuvième session, en 2016⁵⁰. Elle a également rappelé qu'elle avait examiné les rapports d'activité du secrétariat à sa cinquante et unième session, en 2018⁵¹, à sa cinquante-deuxième session, en 2019⁵², et à sa cinquante-troisième session, en 2020, lors de laquelle elle avait approuvé les recommandations énoncées dans la note pertinente du Secrétariat ([A/CN.9/1014](#)) concernant la portée du projet, le contenu éventuel d'une loi type sur les aspects des récépissés d'entrepôt relevant du droit privé, ainsi que la méthodologie à suivre pour ces travaux, notamment le fait que ceux-ci seraient menés conjointement avec UNIDROIT⁵³.

196. La Commission a également rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, elle avait examiné une note du Secrétariat résumant les progrès accomplis depuis sa cinquante-troisième session par le Groupe de travail sur une loi type sur les récépissés d'entrepôt, qui avait été convoqué par UNIDROIT en consultation avec le secrétariat de la CNUDCI ([A/CN.9/1066](#)). Elle a appris que le Groupe de travail estimait alors avoir besoin de plus de deux sessions pour pouvoir soumettre un avant-projet de loi type sur les aspects des récépissés d'entrepôt relevant du droit privé à l'examen du Conseil de direction d'UNIDROIT, éventuellement à sa cent deuxième session, en 2023, avant qu'il ne soit transmis au premier groupe de travail de la CNUDCI qui se libérerait⁵⁴.

197. À sa session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat sur les progrès réalisés, depuis sa cinquante-quatrième session, par le Groupe de travail conjoint UNIDROIT/CNUDCI sur une loi type sur les récépissés d'entrepôt ([A/CN.9/1102](#)). Elle a pris note avec satisfaction des progrès réalisés par le Groupe

⁵⁰ Ibid., *soixante et onzième session, Supplément n° 17 (A/71/17)*, par. 125.

⁵¹ Ibid., *soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17)*, par. 249.

⁵² Ibid., *soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17)*, par. 196 et 221 b).

⁵³ Ibid., *soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17)*, deuxième partie, par. 60 et 61.

⁵⁴ Ibid., *soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 220.

de travail et du délai dans lequel il était estimé que la première phase du projet pourrait être achevée. Elle a noté qu'il était difficile sur le plan technique de formuler des règles acceptables pour les différents systèmes juridiques, compte tenu des questions complexes soulevées par les instruments négociables, et a souligné l'importance pour le Groupe de travail d'appliquer la neutralité technologique et l'équivalence fonctionnelle comme principes de base dans le cadre des travaux de rédaction.

2. Documents de transport multimodal négociables

198. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-deuxième session, en 2019, elle avait été saisie d'une proposition du Gouvernement de la République populaire de Chine sur les travaux futurs qu'elle pourrait mener afin de mettre au point un document de transport négociable visant à faciliter le transport multimodal de marchandises, en particulier par voie ferroviaire dans l'espace euroasiatique ([A/CN.9/998](#)). Elle a aussi rappelé qu'à cette même session, elle avait examiné cette proposition avec intérêt et était convenue de demander à son secrétariat de poursuivre l'examen de cette question en consultation avec d'autres organisations compétentes et de lui faire rapport à sa cinquante-troisième session, en 2020, sur les progrès accomplis⁵⁵. Elle a en outre rappelé qu'à ses cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions, elle avait examiné les notes du Secrétariat présentant les résultats des travaux exploratoires entrepris sur le sujet ([A/CN.9/1034](#) et [A/CN.9/1061](#)), confirmé son intérêt marqué pour ce projet, demandé au secrétariat de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, des progrès accomplis, notamment en ce qui concerne l'établissement d'un avant-projet de nouvel instrument portant sur les documents de transport multimodal négociables, et était convenue d'attribuer une haute priorité à ce projet qui serait confié au prochain groupe de travail qui se libérerait⁵⁶.

199. À la session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat résumant les travaux préparatoires effectués en réponse à la demande qu'elle avait formulée à sa cinquante-quatrième session ([A/CN.9/1101](#)). Elle a été informée, en particulier, des conclusions des recherches effectuées par le secrétariat et de l'élaboration d'un avant-projet de nouvel instrument en collaboration avec des experts et les organisations intéressées, dans le cadre principalement de deux réunions d'experts consacrées à l'élaboration d'un nouvel instrument international sur les documents de transport multimodal négociables, qui s'étaient tenues en ligne les 10 et 11 novembre 2021, et les 30 et 31 mars 2022, respectivement.

200. La Commission s'est félicitée des travaux préparatoires menés par le secrétariat depuis sa cinquante-quatrième session, et l'idée de confier les travaux relatifs à l'élaboration d'un nouvel instrument sur les documents de transport multimodal négociables à un groupe de travail, afin qu'il examine la question de plus près, a été largement appuyée. En plus de faciliter le commerce et le financement, ce projet pourrait encourager la numérisation des documents de transport, un aspect particulièrement important et opportun au lendemain de la pandémie de COVID-19.

201. Prenant note des diverses questions de politique générale qui devaient être examinées par le groupe de travail, la Commission est convenue qu'il n'était pas souhaitable, au stade actuel, de limiter son mandat ou de fournir des instructions détaillées sur l'approche qu'il devrait adopter, même s'il a été noté que les débats devraient éviter toute interférence avec les régimes de responsabilité existants applicables au transport international de marchandises. À cet égard, des doutes ont été exprimés quant à l'approche duale qu'il était proposé d'adopter pour les travaux futurs, car il a été dit que le caractère négociable des documents de transport était indissociable de la responsabilité du transporteur. En réponse, il a été noté que si l'étendue de cette responsabilité était une considération pratique importante pour le

⁵⁵ Ibid., *soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17)*, par. 216 à 218.

⁵⁶ Ibid., *soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17)*, deuxième partie, par. 81 et 82 ; et *ibid.*, *soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 223 et 224.

porteur d'un document de transport négociable, d'un point de vue juridique, il était possible de traiter l'aspect de la négociabilité des documents de transport séparément du régime de responsabilité applicable.

202. À l'issue de la discussion, la Commission est convenue de confier le sujet au Groupe de travail VI et a prié le secrétariat d'établir un avant-projet de texte reflétant les conclusions des consultations d'experts menées depuis sa cinquante-quatrième session et de lui faire rapport, à sa cinquante-sixième session, en 2023, sur les nouveaux progrès réalisés par le Groupe de travail.

3. Incidences de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur le droit commercial international

203. La Commission a rappelé qu'elle avait examiné pour la première fois la question des incidences de la COVID-19 sur le droit commercial international à sa cinquante-troisième session, où elle était saisie d'une proposition concernant d'éventuels travaux futurs liés aux mesures mises en œuvre par les États en réponse à la pandémie. En particulier, il avait été dit qu'elle pourrait vouloir déterminer si ces mesures avaient révélé des lacunes ou des obstacles aux échanges et aux investissements internationaux qui pourraient être surmontés grâce aux travaux que la CNUDCI pourrait mener pour harmoniser certaines règles transfrontalières (voir [A/CN.9/1039/Rev.1](#)). À l'issue de la discussion, la Commission avait prié le secrétariat d'étudier la proposition plus avant⁵⁷.

204. À sa cinquante-quatrième session, la Commission avait à nouveau examiné le sujet (en se fondant sur les documents [A/CN.9/1080](#) et [A/CN.9/1081](#)) et prié le secrétariat de poursuivre ses travaux exploratoires sur a) les questions identifiées dans le rapport d'activité comme relevant éventuellement du mandat de la CNUDCI et de continuer à organiser des réunions d'experts et d'autres rencontres avec les parties prenantes intéressées pour faire avancer les travaux exploratoires, b) et les possibilités de créer une plateforme en ligne pour l'échange d'informations entre États⁵⁸.

205. À la session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat exposant d'autres éléments relatifs aux travaux exploratoires concernant, d'une part, les perturbations de l'économie mondiale et du commerce international dues à la pandémie de COVID-19, et d'autre part, la création d'une plateforme en ligne ([A/CN.9/1119](#)). Elle a en outre été informée que, dans le cadre des travaux préparatoires, un webinaire sur le thème « Bilan concernant le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) : mesures liées à la pandémie prises par les États et différends fondés sur des traités » avait été organisé en novembre 2021. Un deuxième événement intitulé « Impact de la crise sur le droit commercial international : COVID-19 et au-delà – les MPME et la numérisation » avait été reporté, éventuellement au second semestre 2022, dans l'espoir qu'il puisse être organisé en présentiel.

206. En ce qui concerne la plateforme en ligne, la Commission a noté que le secrétariat avait créé une page Web contenant toutes les informations pertinentes relatives au projet, et a entendu une proposition tendant à ce que celui-ci continue de partager ces informations par ce canal. La proposition tendant à créer une plateforme interactive a été réitérée, mais il a été dit qu'en l'absence de ressources supplémentaires, le secrétariat n'aurait pas les moyens de mettre en œuvre un tel projet.

207. En ce qui concerne les travaux exploratoires, il a été dit que la pandémie continuait d'avoir un impact important sur le droit commercial international et que les instruments de la CNUDCI pouvaient aider les États à mettre au point des réponses politiques et législatives efficaces, et les parties à des contrats à élaborer des réponses contractuelles en cas de crises mondiales imprévues, afin de réduire autant que possible les incidences sur le commerce, les affaires et les investissements et de

⁵⁷ Ibid., *soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17)*, deuxième partie, par. 89.

⁵⁸ Ibid., *soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 241.

soutenir les efforts de redressement qui suivraient. On s'est donc dit favorable à ce que le secrétariat continue de chercher à déterminer les textes de la CNUDCI qui pourraient être utiles pour aider les MPME lors des crises et la manière dont les instruments de la CNUDCI pouvaient être utilisés pour faciliter le commerce numérique et le commerce sans papier, et ainsi réduire les perturbations et les goulets d'étranglement commerciaux dans le cas d'une future crise mondiale. Il a été dit que ces travaux exploratoires devraient permettre de mettre au point un kit d'urgence qui pourrait être utile dès le début d'une crise et fournirait des informations aux États ainsi qu'aux entreprises, en particulier aux MPME, sur la manière d'utiliser efficacement ces instruments en cas de crise. Si un certain appui a été exprimé en faveur de cette approche, il a également été dit que ce projet ne devait pas être prioritaire par rapport à d'autres.

208. À l'issue de la discussion, la Commission a demandé au secrétariat de poursuivre ses travaux exploratoires sur les incidences de la COVID-19 sur le commerce international en organisant des réunions d'experts et d'autres rencontres avec les parties prenantes intéressées, l'objectif étant de faire avancer ces travaux.

4. Changements climatiques : atténuation, adaptation et résilience

209. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait entendu une proposition visant à examiner a) comment les textes existants de la CNUDCI pourraient être alignés sur les objectifs d'atténuation des changements climatiques, ainsi que d'adaptation et de résilience face à ces changements, et b) si la CNUDCI pourrait faire davantage pour faciliter la réalisation de ces objectifs par l'application de ces textes ou par l'élaboration de nouveaux textes. Il avait été ajouté que les partenariats public-privé pourraient être un domaine d'intérêt en ce qui concerne le bilan des textes existants, et que l'insécurité juridique concernant le statut juridique des crédits d'émission échangés sur les marchés volontaires du carbone pourrait faire l'objet de travaux législatifs futurs⁵⁹.

210. Un large soutien avait alors été exprimé en faveur d'un examen approfondi de la proposition par la Commission, à partir d'informations plus précises sur les travaux que cela représenterait. Il avait été ajouté que les États membres devraient peut-être mener d'autres consultations internes au sein de différents organismes publics avant d'être en mesure de prendre une décision sur les travaux futurs, et que ceux-ci devraient tenir compte des cadres existants du droit international public, tels que l'Accord de Paris sur le climat⁶⁰ de 2015 et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁶¹. À l'issue du débat, la Commission avait prié le secrétariat de consulter les États intéressés en vue d'élaborer une proposition plus détaillée sur le sujet, qui lui serait présentée pour examen à sa session suivante, en 2022⁶².

211. À la session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat résumant les conclusions et recommandations d'une étude sur les aspects des changements climatiques relevant du droit privé, commandée à un expert externe, l'objectif étant de l'aider à déterminer s'il était souhaitable et possible d'entreprendre des travaux dans ce domaine ([A/CN.9/1120](#) et [A/CN.9/1120/Add.1](#)).

212. Un large consensus s'est dégagé au sein de la Commission au sujet de l'importance de la question et de l'opportunité d'examiner comment la CNUDCI pourrait apporter sa propre contribution aux efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre les changements climatiques et en atténuer les effets, en actualisant les instruments de droit privé existants et en mettant au point de nouveaux mécanismes juridiques, le cas échéant. Il a été fait remarquer que les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques faisaient

⁵⁹ Ibid., par. 244.

⁶⁰ Voir [FCCC/CP/2015/10/Add.1](#), décision 1/CP.21, annexe.

⁶¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

⁶² *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 246.

partie intégrante du programme général de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, la CNUDCI était idéalement placée pour entreprendre des travaux sur les aspects des changements climatiques qui relevaient de son mandat, et l'on attendait même de celle-ci qu'elle apporte sa propre contribution pour soutenir les efforts déployés par les autres organes de l'Organisation des Nations Unies et les services du Secrétariat dans ce domaine.

213. Il a été souligné que certaines régions du monde risquaient d'être gravement touchées par les changements climatiques et que les pays en développement en particulier subiraient de plein fouet les incidences de ces changements et leurs répercussions sur l'économie et le développement. Il a été dit que la CNUDCI pouvait elle aussi jouer un rôle dans la lutte contre les changements climatiques et qu'il y aurait des avantages à renforcer la sécurité juridique dans ce domaine. L'avis selon lequel les travaux susceptibles d'être menés devraient être compatibles avec le droit international et les traités sur les changements climatiques existants, le cas échéant, a été fortement appuyé. Il a également été souligné que ces travaux devraient tenir dûment compte du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives des États. Par conséquent, ils devraient être guidés par le principe d'équité, compte tenu des circonstances de chaque pays, et reposer sur le respect de la souveraineté des pays sur leurs richesses et leurs ressources naturelles. Pour terminer, il a été dit qu'aucune mesure, y compris de nature unilatérale, ne devait être utilisée comme moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ou de restriction déguisée des échanges internationaux.

214. Les avis ont toutefois divergé quant à la portée et à l'orientation de ces travaux. On a souligné l'importance de la responsabilité des entreprises en mentionnant des exemples de modifications récemment introduites dans la législation pour renforcer les obligations en matière de divulgation d'informations ayant trait au climat, un domaine dans lequel des normes importantes avaient été établies par le Conseil international des normes de durabilité, qui devraient se refléter dans les travaux menés par la CNUDCI. Dans le même temps, cependant, des doutes ont été exprimés au sujet de la faisabilité de travaux dans ce domaine, et la Commission a été appelée à ne pas axer ses travaux sur les outils destinés à faciliter l'ouverture d'actions judiciaires à l'encontre d'entreprises pour des dommages liés aux changements climatiques, mais plutôt sur les questions de droit privé relatives aux investissements propres. En ce qui concerne plus particulièrement les questions de droit privé relatives aux échanges de droits d'émission de carbone, l'attention de la Commission a été appelée sur diverses initiatives et activités réglementaires menées à l'échelle internationale qui appelaient à une coopération étroite et nécessitaient que l'on délimite avec précision les éventuels travaux qui seraient menés par la CNUDCI. La Commission a également appris que le Conseil de direction d'UNIDROIT, à sa cent unième session (Rome, 8-10 juin 2022), avait recommandé à l'Assemblée générale de l'Institut d'inclure un projet visant à analyser les aspects de droit privé et la nature juridique des crédits carbone volontaires dans le programme de travail pour la période 2023-2025. La crainte a été exprimée que les travaux proposés par UNIDROIT et ceux menés par la Commission dans ce domaine se recoupent. La Commission est convenue qu'il faudrait éviter tout double emploi et s'est dite confiante dans le fait que les organisations intéressées coordonneraient leurs activités respectives.

215. La Commission a également entendu plusieurs suggestions d'amélioration et demandes de clarification relatives à l'étude commandée par le secrétariat ([A/CN.9/1120](#) et [A/CN.9/1120/Add.1](#)), dont le secrétariat a été prié de prendre note et de tenir compte dans toute version révisée de l'étude qu'il pourrait publier à l'avenir. Il a également été déclaré que rien dans cette étude ne devait être interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'un État partie à un quelconque accord international existant.

216. En conclusion, la Commission est convenue de demander au secrétariat de poursuivre les recherches dans ce domaine, en consultation avec des experts extérieurs et des organisations intéressées, qu'elles fassent ou non partie du système des Nations Unies. Elle a également prié le secrétariat d'organiser, en collaboration

avec les organisations internationales compétentes et intéressées, un colloque ou une réunion d'experts sur les différentes questions juridiques relatives à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation et à la résilience face à ces changements, dont les conclusions faciliteraient l'examen de la question à une session ultérieure.

5. Règlement des différends

217. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, en 2021, elle avait demandé au secrétariat d'organiser un colloque afin : a) d'examiner les questions juridiques liées au règlement des litiges dans l'économie numérique et de définir la portée et la nature d'éventuels travaux législatifs ; b) d'envisager des dispositions types qui pourraient être utilisées dans le contexte du règlement des différends liés aux technologies ; et c) d'étudier la question de savoir s'il serait opportun et faisable d'entreprendre des travaux sur la procédure de décision d'urgence⁶³. Il a été rappelé que ces décisions se fondaient sur une note du Secrétariat présentant les activités menées en relation avec le règlement des litiges dans l'économie numérique et les propositions pertinentes qui y figuraient ([A/CN.9/1064/Add.4](#))⁶⁴, ainsi que sur une proposition faite à la même session tendant à examiner la procédure de décision d'urgence dans le but d'élaborer un règlement applicable à l'échelle internationale⁶⁵.

218. La Commission a également rappelé qu'à la même session, on s'était dit généralement favorable à ce que le secrétariat : a) compile, analyse et partage des informations sur les faits nouveaux liés au règlement des litiges dans l'économie numérique ; et b) identifie des moyens possibles de réaliser le projet de bilan, à l'aide de la contribution financière offerte par le Gouvernement japonais⁶⁶.

219. La Commission a été informée de la tenue d'un colloque, pendant la soixante-quatrième session du Groupe de travail II (New York, 28 mars-1^{er} avril 2022), qui visait à évoquer les éventuels travaux susceptibles d'être menés dans le domaine du règlement des différends (voir par. 175 ci-dessus). Elle était saisie du rapport de ce colloque, qui comprenait un résumé de la table ronde tenue le dernier jour de la session, afin de lui donner des pistes de travaux possibles ([A/CN.9/1091](#)).

a) Règlement des litiges dans l'économie numérique

220. S'agissant du bilan des évolutions constatées en matière de règlement des litiges dans l'économie numérique, la Commission a été informée que le Gouvernement japonais, par l'intermédiaire de son Ministère de la justice, avait consenti une contribution de 368 500 dollars, pour une période initiale de 12 mois, aux fins de la mise en œuvre du projet. Elle a remercié le Gouvernement japonais de sa généreuse contribution et de sa volonté de continuer à soutenir le projet en question.

221. Il a été dit que les travaux menés dans ce domaine devraient être étroitement coordonnés avec ceux du Groupe de travail IV et que l'on pourrait suivre la démarche adoptée par ce dernier pour élaborer une taxonomie juridique concernant les technologies émergentes et leurs applications. Il a également été dit que le projet de bilan devrait se concentrer sur les moyens de préserver les principes fondamentaux du règlement des litiges, notamment la régularité et l'équité de la procédure, ainsi que sur les moyens d'améliorer l'efficacité des procédures, deux éléments qui renforceraient la confiance des utilisateurs.

222. Notant l'opportunité du projet et l'utilisation accrue de la technologie pour le règlement des différends, la Commission a demandé au secrétariat de poursuivre la mise en œuvre du projet de bilan relatif au règlement des différends dans l'économie numérique conformément aux indications du paragraphe 29 du document [A/CN.9/1091](#), et de continuer de participer à la Plateforme inclusive mondiale d'innovation

⁶³ Ibid., par. 25 e), 214 b), 233 et 243.

⁶⁴ Ibid., par. 228 à 233.

⁶⁵ Ibid., par. 243.

⁶⁶ Ibid., par. 231 et 232.

juridique sur le règlement des litiges en ligne, dont les experts continuaient de débattre des questions juridiques liées aux plateformes de règlement des litiges en ligne. Le secrétariat a été prié de lui présenter les premiers résultats à sa cinquante-sixième session, en 2023.

b) Règlement des différends liés aux technologies et procédure de décision d'urgence

223. En ce qui concerne les propositions relatives au règlement des différends liés aux technologies et à la procédure de décision d'urgence, on s'est déclaré généralement favorable à ce que des travaux législatifs soient menés à partir des éléments communs, à savoir principalement le fait que les deux projets visaient à mettre au point un cadre juridique relatif à un mécanisme simplifié qui permettrait de résoudre les différends dans un délai très court, en faisant intervenir un tiers possédant les compétences nécessaires, le processus n'aboutissant pas nécessairement à une sentence définitive, mais à une issue qui serait néanmoins exécutoire à l'étranger. Il a été souligné que l'issue de la procédure de décision d'urgence, qui pourrait faire l'objet d'un réexamen lors d'une procédure d'arbitrage ultérieure, était particulièrement pertinente. Il a été estimé que ce travail législatif devrait s'appuyer sur les textes existants de la CNUDCI, notamment le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré, qui fournirait le cadre sous-jacent pour une procédure accélérée.

224. S'il a été largement estimé qu'il pourrait être intéressant d'aborder les deux sujets conjointement, il a également été dit que les travaux devraient commencer par déterminer s'il serait souhaitable de recourir à la procédure de décision d'urgence dans un contexte international et dans d'autres secteurs (y compris celui des technologies) et par évaluer s'il serait possible d'harmoniser les approches juridiques en ce qui concerne les différends liés aux technologies, ainsi que l'exécution de la décision d'urgence. De l'avis général, les travaux ne devraient pas se limiter à l'industrie du bâtiment ou au secteur des technologies, mais plutôt porter sur la nécessité de résoudre efficacement les litiges dans tous les types de secteurs, par exemple dans le secteur financier.

225. À l'issue de la discussion, la Commission a chargé le Groupe de travail II d'examiner conjointement les thèmes du règlement des différends liés aux technologies et de la procédure de décision d'urgence, et de se pencher sur les moyens d'accélérer encore le règlement des litiges en intégrant des éléments des deux propositions. Il a été convenu que les travaux devraient s'appuyer sur le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et que des dispositions ou clauses types ou d'autres formes de texte, de nature législative ou non, pourraient être élaborées sur des questions telles que le raccourcissement des délais, la nomination d'experts ou de tiers neutres, la confidentialité et la nature juridique de l'issue des procédures, autant d'éléments qui permettraient aux parties à des différends d'adapter la procédure à leurs besoins pour l'accélérer encore davantage. Il a été souligné que ces travaux devraient être guidés par les besoins des utilisateurs, prendre en compte les solutions innovantes ainsi que l'utilisation de la technologie, et élargir davantage l'utilisation du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré.

c) Rejet rapide et décision préalable

226. La Commission a rappelé qu'à sa cinquante-quatrième session, elle avait chargé le Groupe de travail II d'examiner la question du rejet rapide et de la décision préalable et de lui présenter les résultats de ses délibérations⁶⁷.

227. La Commission était saisie du rapport du Groupe de travail II sur les travaux de sa soixante-quatorzième session et a noté que le secrétariat avait été prié à cette session de lui présenter différentes options illustratives afin qu'elle les examine ([A/CN.9/1085](#), par. 49 à 67). Ainsi, elle était également saisie d'une note établie par

⁶⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 ([A/76/17](#)), par. 242.

le Secrétariat qui exposait trois options législatives tenant compte des délibérations tenues par le Groupe de travail à sa soixante-quatorzième session et des contributions faites par des États et d'autres parties intéressées après la session ([A/CN.9/1114](#)) (voir par. 176 ci-dessus).

228. De l'avis général, la question du rejet rapide et de la décision préalable était importante pour l'arbitrage commercial international. S'agissant des options législatives, un soutien général a été exprimé en faveur de l'élaboration d'un texte d'orientation sur le sujet (option 1) plutôt que d'une règle à inclure dans le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (options 2 et 3). En outre, il a été noté que le Groupe de travail III était en passe d'élaborer une règle similaire visant à renforcer l'efficacité du règlement des différends entre investisseurs et États et à traiter la question des demandes abusives. S'il a été généralement estimé que l'approche à adopter par le Groupe de travail III dans le contexte du règlement des différends entre investisseurs et États serait différente, il a été dit qu'il faudrait étroitement coordonner les travaux.

229. À l'issue de la discussion, la Commission a confié au Groupe de travail II le soin d'élaborer un texte d'orientation sur le rejet rapide et la décision préalable, en se fondant sur le texte fourni dans le document [A/CN.9/1114](#), et de le lui présenter pour examen à sa cinquante-sixième session, en 2023.

C. Examen du rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international

230. La Commission a rappelé qu'elle examinait la question du rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international depuis 2008. À sa cinquante et unième session, en 2018, elle avait revu la manière dont cette question était traitée, et décidé d'élargir la discussion à un examen de la manière dont les travaux menés par la CNUDCI s'inscrivaient dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des 17 objectifs de développement durable⁶⁸. Toutefois, à cette session, elle ne s'était pas demandé s'il était souhaitable que le secrétariat continue à organiser des réunions d'information avec le Groupe de l'état de droit, tous les deux ans, pendant ses sessions.

231. À la session en cours, la Commission a examiné un bref exposé de la pratique qu'elle suivait concernant cette question ([A/CN.9/1103](#), par. 8 à 10) et des propositions du secrétariat visant à lui permettre de la traiter plus efficacement à l'avenir. Elle a rappelé qu'à sa quarante-troisième session, en 2010, elle était convenue qu'il était essentiel de maintenir un dialogue régulier avec le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit par l'intermédiaire du Groupe de l'état de droit et de se tenir au courant des progrès réalisés en ce qui concerne l'intégration des travaux de la CNUDCI dans les activités relatives à l'état de droit menées conjointement à l'échelle du système, et qu'elle avait en conséquence prié le secrétariat d'organiser des réunions d'information avec le Groupe de l'état de droit tous les deux ans, lorsque ses sessions se tiendraient à New York⁶⁹.

232. La Commission a également rappelé que les notes du Secrétariat sur le rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international qui lui étaient présentées à chacune de ses sessions depuis 2019 examinaient déjà la pertinence des textes dont il était prévu qu'elle soit saisie aux fins de la promotion de l'état de droit et de la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que la contribution attendue du programme de travail de la CNUDCI à ces deux objectifs (voir, par exemple, [A/CN.9/1105](#)). En outre, le secrétariat fournissait chaque année au Groupe de l'état de droit des éléments à prendre en compte dans les rapports annuels du Secrétaire général sur le renforcement et la coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit (voir, par exemple, [A/76/235](#)).

⁶⁸ Ibid., soixante-treizième session, Supplément n° 17 ([A/73/17](#)), par. 260 à 267.

⁶⁹ Ibid., soixante-cinquième session, Supplément n° 17 ([A/65/17](#)), par. 335.

233. Compte tenu de la disponibilité de ces informations, et de l'intérêt d'accroître l'efficacité et l'efficacité de ses sessions, la Commission est convenue d'interrompre la pratique consistant à organiser des réunions d'information avec le Groupe de l'état de droit tous les deux ans, lorsque ses sessions se tenaient à New York, tout en notant qu'elle pourrait renouer avec cette pratique le cas échéant.

D. Méthodes de travail de la CNUDCI

234. La Commission a tenu une discussion sur ses méthodes de travail, à la lumière d'une analyse des incidences de la pandémie de COVID-19 sur la capacité du Secrétariat de l'ONU à assurer le service des réunions intergouvernementales et sur la disponibilité des membres de délégations et des experts pour les réunions en présentiel, et au vu de sa propre expérience concernant les ajustements apportés à ses méthodes de travail face à ces contraintes ([A/CN.9/1103](#), par. 11 à 26).

235. Compte tenu de la somme d'enseignements tirés de la tenue des sessions de la CNUDCI pendant la pandémie de COVID-19, la Commission a examiné certains ajustements qui pourraient être apportés à ses méthodes de travail.

236. Si l'on a souligné les avantages qu'il y avait à examiner et à adopter les projets de rapport en présentiel lors de la dernière séance des sessions des groupes de travail, la Commission a décidé d'autoriser le Groupe de travail III (et tout autre groupe de travail lorsque le besoin s'en ferait sentir) à utiliser la dernière séance de ses sessions pour des délibérations de fond, plutôt que pour l'adoption du rapport de session, et de maintenir la pratique consistant à adopter le rapport conformément à la procédure écrite décrite au paragraphe 19 du document [A/CN.9/1103](#). Néanmoins, des inquiétudes ont été exprimées quant à la prolongation d'une mesure temporaire et exceptionnelle prise pendant la pandémie de COVID-19 et il a été dit que le processus d'adoption du rapport était un élément important des sessions. Par contre, l'avis selon lequel la procédure d'adoption des rapports devait être cohérente parmi les groupes de travail n'a pas été appuyé.

237. La Commission est également convenue de continuer à faire le nécessaire pour que les réunions de ses groupes de travail soient disponibles sur une plateforme de diffusion en continu ou de vidéoconférence, ce qui permettrait aux représentants participant à distance d'écouter les délibérations, mais sans intervenir de manière active. Il a toutefois été souligné que tout arrangement de ce type devrait continuer à promouvoir l'inclusion et viser l'efficacité en termes de coûts et de budget.

238. En outre, les groupes de travail ont été encouragés à se servir de divers outils afin d'améliorer l'efficacité et la productivité des délibérations pendant les sessions formelles, notamment en tenant des consultations informelles entre leurs sessions ou en marge de celles-ci. Il a été fait remarquer que ces consultations informelles pouvaient être organisées par le secrétariat, dans un souci de transparence et d'inclusion et afin d'assurer une large participation. Il a également été noté qu'il était nécessaire de veiller à ce que les délégations aient des chances égales d'y participer. Il a été souligné que les consultations informelles ne devaient pas être utilisées pour prendre des décisions à la place d'un groupe de travail ou l'empêcher d'en prendre, et que leur nombre devait rester limité, pour ne pas restreindre la participation de certaines délégations.

239. Pour terminer, la Commission a prié le secrétariat d'améliorer les outils utilisés pour réunir et tenir à jour les coordonnées des membres de délégations et des personnes ayant le statut d'observateur, sous réserve du respect des exigences relatives à la protection des données personnelles, notamment en mettant ces coordonnées à la disposition des membres de délégations au sein d'un système fermé protégé par des mots de passe.

XIII. Textes d'autres organisations avalisés par la Commission : Pratiques internationales standard de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758

240. À la session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat (A/CN.9/1115) dans laquelle lui était transmise une demande de la CCI l'invitant à envisager d'avaliser les Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758 (PISGD)⁷⁰ pour qu'elles puissent être appliquées à l'échelle mondiale.

241. La Commission a rappelé la coopération fructueuse qu'elle entretenait depuis longtemps avec la CCI, en indiquant qu'elle avait déjà avalisé plusieurs de ses textes, en particulier les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande : révision 2010 (RUGD 758), qu'elle avait avalisées à sa quarante-quatrième session, en 2011⁷¹.

242. La Commission a également noté que les PISGD accompagnaient les RUGD 758, qu'elles complétaient en définissant et en recensant les meilleures pratiques en la matière et dans d'autres domaines. On a ajouté que les RUGD 758 fournissaient un ensemble de règles applicables aux obligations de paiement et d'exécution liées aux garanties sur demande dans un grand nombre de contrats nationaux et internationaux, et qu'elles étaient pleinement compatibles avec la Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by⁷² élaborée par la Commission en 1995 et avalisée par la CCI en 1999⁷³.

243. À l'issue de la discussion, à sa 1172^e séance, le 11 juillet 2022, la Commission a adopté par consensus la décision ci-après :

« La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international,

Rappelant que, dans sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, l'Assemblée générale lui a donné pour mandat général d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international,

Rappelant également, en particulier, ses tâches consistant pour l'une à coordonner les activités des organisations s'occupant de ces questions et à les encourager à coopérer entre elles, et pour l'autre à préparer de nouvelles conventions internationales et des lois types ou lois uniformes nouvelles ou à encourager l'adoption de tels instruments, ainsi qu'à encourager la codification et une acceptation plus générale des termes, règles, usages et pratiques du commerce international, en collaboration chaque fois que cela est approprié avec les organisations qui s'occupent de ces questions,

Notant l'approbation par la Commission bancaire de la Chambre de commerce internationale, le 31 mars 2021, des Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758, qui accompagnent les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande (RUGD) 758 de la Chambre de commerce internationale :

1. *Félicite* la Chambre de commerce internationale de la nouvelle contribution précieuse qu'elle a apportée à la facilitation du commerce international en compilant les pratiques optimales relatives à l'application des RUGD 758 et en donnant des orientations sur la manière d'appliquer les règles et pratiques codifiées dans les RUGD 758 indépendamment du droit applicable,

⁷⁰ Disponibles à l'adresse suivante : https://2go.iccwbo.org/international-standard-demand-guarantee-practice-isdgp-for-urdg-758-config+book_version-eBook/.

⁷¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 17 (A/66/17), par. 249.

⁷² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2169, n° 38030.

⁷³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 17 (A/66/17), par. 248.

2. *Recommande* l'utilisation des Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758, selon qu'il convient, conjointement avec les RUGD 758. »

XIV. Coordination et coopération

A. Généralités

244. La Commission était saisie d'une note du secrétariat ([A/CN.9/1107](#)) relative aux activités des organisations internationales œuvrant dans le domaine du droit commercial international auxquelles le secrétariat avait participé depuis la tenue de la cinquante-quatrième session de la Commission. Elle a noté les incidences qu'avaient eues les mesures prises dans le monde entier pour contenir la pandémie de COVID-19 sur les efforts entrepris par le secrétariat au cours de la période considérée pour coordonner ces activités, dont certaines avaient été menées à distance par visioconférence, tandis que d'autres avaient été annulées ou reportées.

245. La Commission a noté avec satisfaction que le secrétariat et UNIDROIT avaient coopéré aux fins de l'élaboration d'une loi type sur les récépissés d'entrepôt (voir par. 252 ci-après, et [A/CN.9/1102](#)). Elle a également pris note de la coopération entre le secrétariat et UNIDROIT dans le domaine du droit de l'affacturage et, plus généralement, en ce qui concerne les opérations garanties, ainsi que sur les questions juridiques liées à l'économie numérique (voir chap. VII ci-dessus ; voir également [A/CN.9/1116](#) et [A/CN.9/1117](#)), et a pris note en outre du potentiel de coopération existant avec la HCCH à propos de ces questions et du règlement des litiges en ligne (voir par. 251 ci-dessous ; voir également [A/CN.9/1116](#)).

246. La Commission a noté avec satisfaction la coordination mise en place entre le secrétariat de la CNUDCI et le Groupe de la Banque mondiale au sujet des modifications à apporter aux Principes de la Banque mondiale régissant le traitement de l'insolvabilité et les relations entre créanciers et débiteurs se rapportant plus particulièrement à l'insolvabilité des micro- et petites entreprises, en s'appuyant sur les travaux réalisés au cours des précédentes réunions de l'Équipe spéciale du Groupe de la Banque mondiale sur les relations entre créanciers et débiteurs. Elle a souligné qu'il importait de veiller à la cohérence des travaux menés par les deux organisations dans ce domaine.

247. La Commission a pris note de la création du Réseau conjoint de coordination et d'appui aux réformes du droit des opérations garanties, qui visait à coordonner les activités des organisations participantes en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités en faveur des États et des organisations dans le domaine des opérations garanties et des réformes connexes. Le Réseau aurait également pour but de coordonner les efforts déployés pour établir des normes internationales en tenant compte des travaux du Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises) sur le même sujet. La Commission a été informée que le Comité exécutif du Réseau se composait de représentantes et représentants de la CNUDCI, du Groupe de la Banque mondiale, d'UNIDROIT, de l'OEA et du Kozolchyk National Law Centre.

248. De manière plus générale, la Commission s'est déclarée satisfaite des efforts que le secrétariat déployait pour coopérer avec les autres organisations et entités énumérées ci-après, appartenant ou non au système des Nations Unies, et pour coordonner ses travaux avec elles, tant d'une manière générale que sur des thèmes particuliers inscrits à son programme de travail : le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, la CNUCED, la Commission économique pour l'Europe, la Cour permanente d'arbitrage, le forum de coopération économique Asie-Pacifique, l'OCDE, l'OEA, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'OMC, l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et

d'Afrique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le secrétariat du Traité sur la Charte de l'énergie. La Commission a pris note, avec inquiétude, des informations relatives à l'adoption éventuelle d'une loi type sur les partenariats public-privé par la Commission économique pour l'Europe, et du risque de double emploi avec les travaux qu'elle entreprenait sur les partenariats public-privé⁷⁴. En outre, elle a noté que ses travaux découlaient de la décision qu'elle avait prise à sa trente-quatrième session (Vienne, 25 juin-13 juillet 2001) tendant à élaborer « des dispositions législatives types fondamentales dans le domaine des projets d'infrastructure à financement privé »⁷⁵ (puis également sur les partenariats public-privé). Cette décision, qui est restée inchangée dans les travaux plus récents, traduisait la conviction de la Commission selon laquelle la diversité des traditions juridiques et des expériences nationales dans ce domaine exigeait un instrument qui s'adapte à différents secteurs et traditions législatives plutôt qu'une loi type qui couvrirait toutes les activités et tous les niveaux de l'administration.

249. La Commission a rappelé combien il importait d'assurer la coordination des activités des organisations œuvrant dans le domaine du droit commercial international, celle-ci étant un aspect essentiel du mandat que la CNUDCI avait reçu de l'Assemblée générale⁷⁶, car cela permettait d'éviter les doubles emplois et de favoriser l'efficacité, l'homogénéité et la cohérence du travail d'unification et d'harmonisation du droit commercial international. À cet égard, elle a souligné qu'il importait de resserrer la coordination entre les organisations concernées, notamment lorsqu'elles formulaient ou examinaient des propositions de travaux futurs et lorsqu'elles entreprenaient de nouveaux projets, afin non seulement d'éviter toute incohérence, mais aussi de ne pas imposer à leurs secrétariats respectifs une charge induite en leur demandant de participer à des projets concurrents menés simultanément par d'autres organisations et de suivre ces projets.

B. Rapports d'autres organisations internationales

250. La Commission a pris note des déclarations faites au nom d'organisations internationales et régionales invitées à la session, relatives à des activités qui intéressaient la CNUDCI.

1. Conférence de La Haye de droit international privé

251. Un(e) représentant(e) du secrétariat a lu une déclaration au nom de la HCCH concernant sa coopération continue avec la CNUDCI et portant en particulier sur ce qui suit :

a) La coopération entre la HCCH, UNIDROIT et la CNUDCI dans le domaine du commerce électronique, de l'insolvabilité et de la vente judiciaire de navires, ainsi que les travaux exploratoires et préparatoires entrepris par la CNUDCI sur les questions juridiques liées à l'économie numérique ;

b) L'engagement de la HCCH de continuer à travailler en étroite collaboration avec la CNUDCI et de renforcer la coordination dans les domaines mentionnés dans le programme de travail des deux organisations, et de mener des concertations plus étroites en vue d'élaborer leurs programmes de travail, ordres du jour et calendriers respectifs, l'objectif étant de garantir une meilleure utilisation des ressources des États membres et d'harmoniser les travaux entrepris par les organisations respectives.

⁷⁴ Par exemple, les *Dispositions législatives types de la CNUDCI sur les partenariats public-privé* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.20.V.4) et le *Guide législatif de la CNUDCI sur les partenariats public-privé* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.20.V.2)

⁷⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 17 (A/56/17)*, par. 369.

⁷⁶ Voir résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, sect. II, par. 8.

2. UNIDROIT

252. La Présidente du Conseil de direction d'UNIDROIT a fait rapport sur les faits nouveaux concernant plusieurs activités d'UNIDROIT. La Commission a notamment été informée de ce qui suit :

a) À sa cent unième session, le Conseil de direction d'UNIDROIT avait recommandé de conserver les travaux sur le projet de loi type sur les récépissés d'entrepôt dans le programme de travail d'UNIDROIT pour la période 2020-2022, jusqu'à ce que la première version complète du projet de loi type, prévue en 2023, soit achevée, et était également convenu de recommander que le groupe de travail pertinent élabore un projet de guide pour l'incorporation dans le droit interne, qui serait également soumis à la CNUDCI une fois que la première version du projet aura été achevée, en 2024 ;

b) L'actuel programme de travail d'UNIDROIT comprenait également d'autres sujets d'intérêt commun, tels que l'élaboration de principes sur les actifs numériques et le droit privé, un instrument sur la structure juridique des entreprises agricoles, une loi type sur l'affacturage et l'élaboration de meilleures pratiques pour assurer une exécution efficace. UNIDROIT s'est pleinement engagé à assurer la cohérence entre les travaux entrepris dans ces domaines et les instruments pertinents de la CNUDCI, notamment ceux relatifs aux opérations garanties.

3. Organisation des États américains

253. Un(e) représentant(e) du secrétariat a lu une déclaration au nom du Secrétariat pour les affaires juridiques de l'OEA qui fournissait les informations suivantes :

a) L'OEA a le plaisir de soutenir le Réseau conjoint de coordination et d'appui aux réformes du droit des opérations garanties (voir par 247 ci-dessus) et participe à cette initiative depuis son lancement en 2017. Ces travaux sont conformes au mandat de l'OEA qui consiste à promouvoir le droit international privé et de le faire en collaboration avec d'autres organisations internationales et régionales intervenant dans ces domaines. La réforme du droit des opérations garanties a été l'un des sujets mentionnés expressément, du fait de son importance pour l'accès équitable au crédit et le développement économique ;

b) L'Assemblée générale de l'OEA a confié des mandats sur un certain nombre de questions liées au droit international privé, notamment dans le cadre d'un mandat général. Elle avait demandé au secrétariat de l'OEA de promouvoir une plus grande diffusion du droit international privé parmi les États membres, en collaborant avec d'autres organisations et associations, en l'espèce la CNUDCI (la HCCH, UNIDROIT et l'Association américaine de droit international privé).

C. Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail

254. La Commission a rappelé qu'à sa cinquantième session, en 2017, elle avait prié le Secrétariat de lui fournir par écrit aux sessions suivantes des informations sur les organisations intergouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI⁷⁷. À sa cinquante-cinquième session, elle était saisie d'une note du secrétariat qui lui avait été soumise comme suite à cette demande ([A/CN.9/1106](#)), dans laquelle figuraient des informations, en date du 17 mai 2022, sur les organisations non gouvernementales nouvellement admises et celles dont les demandes avaient été rejetées depuis la note précédente du secrétariat ([A/CN.9/1072](#)).

255. La Commission a pris note de ces informations et de la liste spéciale d'organisations non gouvernementales additionnelles qui seraient invitées

⁷⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 17 ([A/72/17](#)), par. 364.

uniquement aux sessions du Groupe de travail III tant qu'il se consacrerait à la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États.

XV. Assistance technique en matière de réforme du droit

A. Généralités

256. La Commission était saisie des notes suivantes du secrétariat, traitant des activités menées pour soutenir l'adoption, l'utilisation et l'interprétation uniforme des textes de la CNUDCI (« activités non législatives ») : coopération et assistance techniques ([A/CN.9/1099](#)) ; activités du Centre régional de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique ([A/CN.9/1098](#) et [A/CN.9/1098/Corr.1](#)) ; et diffusion d'informations et activités connexes à l'appui des travaux de la CNUDCI et de l'utilisation de ses textes, y compris un rapport sur le Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI et les précis de jurisprudence ([A/CN.9/1100](#)). Elle a noté que ces notes couvraient les activités menées du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.

257. La Commission a rappelé que les activités non législatives visaient à harmoniser le droit commercial international dans la pratique et qu'elles comprenaient la sensibilisation aux textes de la CNUDCI et la promotion de leur bonne compréhension ; la prestation de conseils et d'une assistance législatifs aux États sur l'adoption et l'utilisation de ces textes ; et le renforcement des capacités pour en appuyer l'utilisation efficace, la mise en œuvre et l'interprétation uniforme.

B. Activités de coopération et d'assistance techniques

1. Rapport sur les activités passées

258. La Commission a remercié le secrétariat du travail qu'il avait effectué pour répondre à la demande accrue d'activités non législatives, et noté que la plupart des activités signalées avaient dû être menées en ligne du fait de la prolongation des mesures liées à la pandémie de COVID-19. Certaines délégations ayant organisé des manifestations en ligne sur les instruments de la CNUDCI relatifs à l'insolvabilité ont souligné l'importance des activités d'assistance technique menées par le Secrétariat pour sensibiliser à l'utilisation des textes de la CNUDCI et renforcer les capacités en la matière. La Commission a pris note de l'élargissement continu du champ d'application et de la portée de ces activités, de l'accent mis sur les pays bénéficiaires ayant un faible niveau de développement et de la participation accrue de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que d'Afrique.

259. Notant avec intérêt le développement de la collaboration avec les partenaires universitaires (qui cible les jeunes chercheurs et praticiens dans le domaine du droit commercial international), notamment par l'intermédiaire des Journées de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique, des Journées de la CNUDCI pour l'Amérique latine et les Caraïbes et des prochaines Journées de la CNUDCI en Afrique, la Commission a indiqué que les rapports sur les Journées de la CNUDCI tenues en 2021 étaient disponibles sur son site Web.

260. La Commission a également été informée que la manifestation de lancement des Journées de la CNUDCI en Afrique, qui s'est tenue à Accra le 27 mai 2022, avait réuni des représentantes et représentants de haut niveau des gouvernements et des représentantes et représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie. En outre, six personnes représentant la communauté universitaire, dont cinq universités africaines, ont exprimé leur volonté d'accueillir une manifestation liée à la Journée de la CNUDCI et ont discuté des modalités de ces événements. La Commission s'est félicitée du lancement de cette série de Journées, de l'engagement de cinq universités africaines à accueillir des manifestations associées à la Journée de la CNUDCI à l'automne 2022 ainsi que de l'intérêt manifesté par quatre autres

universités. Elle a adressé ses félicitations et ses remerciements à tous les participants pour leur engagement et leur participation à cette activité et a noté qu'elle espérait accueillir d'autres universités au fur et à mesure que les événements seraient organisés.

261. Dans le domaine du droit de l'insolvabilité, la Commission a noté avec intérêt la participation du secrétariat au Programme latino-européen du G8 sur l'insolvabilité et la restructuration ([A/CN.9/1099](#), par. 43) et les projets du secrétariat visant à promouvoir un dialogue approfondi sur les questions d'insolvabilité entre les régions et les traditions juridiques. Rappelant les appels qu'elle avait lancés au secrétariat pour qu'il intensifie ses activités de renforcement des capacités judiciaires, elle a remercié celui-ci et le Groupe de la Banque mondiale d'avoir lancé l'Initiative pour le renforcement des capacités judiciaires sur les meilleures pratiques internationales dans le domaine du droit de l'insolvabilité et s'est félicitée des plans visant à l'organisation en 2023 de la deuxième session, qui sera accueillie par le Groupe de la Banque mondiale. Elle a également noté avec satisfaction que, donnant suite à sa demande et à celle de son Groupe de travail V, le secrétariat avait publié en janvier 2022 des documents d'orientation sur l'incorporation dans le droit interne de deux au moins des lois types de la CNUDCI sur l'insolvabilité. Évoquant le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale en 2022, elle a remercié les organisations internationales actives dans le domaine du droit de l'insolvabilité d'avoir organisé des manifestations commémoratives et d'avoir profité de ces occasions pour mettre en exergue d'autres textes de la CNUDCI sur l'insolvabilité.

262. Dans le domaine de la vente internationale de marchandises, la Commission a été informée des activités entreprises par le secrétariat de la CNUDCI pour célébrer le quarantième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises ⁷⁸, sous la désignation « CISG@40 »⁷⁹. Il lui a été rapporté que ces activités avaient été organisées en ligne ou en format hybride pendant la pandémie de COVID-19, ce qui avait permis de toucher un public plus large, mis en lumière diverses tendances (notamment le rôle de la Convention des Nations Unies sur les ventes dans la promotion des principes d'autonomie des parties et de liberté contractuelle) et suscité un intérêt soutenu dans différents pays quant à l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les ventes et son utilisation comme source de réforme du droit interne. Enfin, elle a appris qu'un rapport informel sur l'initiative CISG@40 (indiquant notamment les récentes adhésions à la Convention des Nations Unies sur les ventes) était disponible sur le site Web de la CNUDCI. Elle s'est félicitée de l'initiative CISG@40 et a encouragé le secrétariat à poursuivre ses activités de sensibilisation.

2. Table ronde sur les activités d'assistance technique dans le domaine du droit de l'insolvabilité

263. La Commission a remercié le secrétariat d'avoir organisé une table ronde sur les activités d'assistance technique dans le domaine du droit de l'insolvabilité lors de sa 1178^e séance, le vendredi 15 juillet. Elle a accueilli favorablement la discussion sur les enseignements tirés, les points de vue des parties prenantes sur les outils d'évaluation disponibles et les plateformes de partage des connaissances et de renforcement des capacités, ainsi que le rôle des documents législatifs, d'orientation et de référence et des manifestations de la CNUDCI.

⁷⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1489, n° 25567.

⁷⁹ Voir aussi *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17)*, par. 288.

C. Diffusion d'informations sur les travaux et les textes de la CNUDCI

1. Généralités

264. La Commission s'est également félicitée des activités de sensibilisation du secrétariat (A/CN.9/1100, par. 7 à 16), notamment de l'élargissement de la présence de la CNUDCI en ligne et dans les médias sociaux⁸⁰, et a noté avec intérêt que ces activités suscitaient et rencontraient un intérêt croissant de la part d'un large public, y compris de personnes qui ne s'intéressaient pas auparavant à la CNUDCI.

265. La Commission a rappelé l'existence d'un programme de matériel didactique en ligne destiné à fournir une introduction à la CNUDCI, à ses domaines de travail et à sa contribution aux objectifs de développement durable, programme établi à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux, d'éventuels délégués aux réunions de la CNUDCI ou utilisateurs des textes de la Commission, et du grand public. Elle s'est également félicitée de la publication de la version chinoise du programme (après la version anglaise lancée à la cinquante-quatrième session de la Commission)⁸¹, et des autres modules qui seraient publiés prochainement.

266. La Commission a noté le rôle important que jouait la bibliothèque juridique de la CNUDCI, en particulier son offre permanente de services en ligne et ses réponses aux demandes d'information durant la pandémie de COVID-19, et elle a salué la reprise des services habituels de la bibliothèque.

267. La Commission a rappelé qu'elle avait prié le secrétariat de continuer à étudier, s'il y avait lieu, la possibilité d'intégrer au site Web de la CNUDCI de nouvelles fonctionnalités liées aux médias sociaux, notant qu'un tel ajout, conformément aux directives applicables, avait aussi été salué par l'Assemblée générale. À cet égard, elle a pris note avec satisfaction de la poursuite de l'utilisation et du développement des pages de la CNUDCI sur LinkedIn et Facebook, du compte Twitter de la Secrétaire de la CNUDCI, du compte Soundcloud pour les podcasts, et de l'utilisation accrue du compte YouTube à la fois pour la diffusion d'informations sur les travaux et les textes de la CNUDCI et en tant que portail d'accès aux travaux de la Commission. Par exemple, au cours de la période considérée, le nombre d'abonnés au compte YouTube a augmenté de 92 % tandis que la page LinkedIn est passée d'environ 27 000 à 35 000 abonnés, soit une augmentation de 30 %⁸².

268. La Commission a noté le rôle majeur que jouait son site Web (uncitral.un.org) et s'est félicitée des statistiques détaillées sur l'utilisation de celui-ci, en particulier les statistiques soulignant l'importance du site en tant que source d'information multilingue sur le droit commercial international. Rappelant les résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale saluait l'interface en six langues du site Web, la Commission a prié le secrétariat de continuer à fournir, par l'intermédiaire de ce site, les textes et publications de la CNUDCI, ainsi que des informations connexes, en temps opportun et dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

269. La Commission a demandé au Service de la technologie de l'information de l'Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC et au Bureau de l'informatique et des communications de fournir au secrétariat le soutien technique nécessaire à l'exécution de son mandat. Au titre de cet appui technique, on entendait notamment la mise en œuvre d'un nouvel outil de planification et d'établissement de rapports pour les manifestations, ainsi que la mise à niveau et l'intégration de nouveaux instruments sur le site Web.

⁸⁰ Notamment le site Web de la CNUDCI (<https://uncitral.un.org/>) et la présence sur Facebook, YouTube, LinkedIn, Twitter et Soundcloud.

⁸¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17)*, par. 322.

⁸² Pour plus d'informations sur l'élargissement du public suivant la CNUDCI dans les médias sociaux, voir A/CN.9/1100, par. 7 à 10.

2. Activités à venir

270. La Commission s'est félicitée des informations relatives aux activités prévues pour l'année à venir et de leur utilité en tant qu'outil de planification pour les États et autres participants potentiels.

3. Concours de plaidoirie en droit commercial international

271. La Commission a rappelé avec satisfaction qu'elle coparrainait une série de concours de plaidoirie relatifs au droit commercial international et que pendant la période 2021-2022, la plupart d'entre eux s'étaient déroulés en ligne. Elle a pris note avec intérêt des informations fournies sur le Concours d'arbitrage commercial international Willem C. Vis, le Concours d'arbitrage commercial international de Madrid, le Concours d'arbitrage d'investissement de Francfort, le concours d'arbitrage international d'investissement en langue espagnole, le Concours d'arbitrage international d'investissement étranger direct, le Concours annuel de plaidoiries en arabe et le Concours de plaidoiries Ian Fletcher sur l'insolvabilité internationale.

D. Vue d'ensemble des activités d'assistance technique en matière de réforme du droit

272. La Commission a exprimé sa grande reconnaissance pour les données et les analyses présentées, qui ont permis de mieux comprendre la portée et les effets des activités non législatives. Elle a également noté avec satisfaction l'accent mis par le secrétariat sur les activités phares, sur les activités de portée régionale et internationale, et sur les activités entreprises en collaboration avec divers États et partenaires, démarche qui renforçait l'efficacité et décuplait les retombées. Elle s'est félicitée que le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ait confirmé la mise en œuvre de ses recommandations de 2019 visant à optimiser ces aspects positifs⁸³.

E. Ressources et financement

1. Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI

273. La Commission a rappelé que des fonds extrabudgétaires étaient nécessaires pour couvrir le coût des activités non législatives et s'est félicitée des efforts déployés par le secrétariat pour mobiliser des contributions volontaires supplémentaires pour les fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI (voir [A/73/17](#), par. 142 et par. 274 à 277 ci-dessous). Demandant au secrétariat de poursuivre ces efforts, elle a rappelé ses déclarations antérieures sur l'importance de tirer le meilleur parti des fonds versés et sur l'obligation pour le secrétariat de rester neutre et indépendant dans ses choix de partenariats aux fins de l'assistance technique et des activités connexes⁸⁴.

274. La Commission a remercié les États et les organisations ci-après qui avaient versé des contributions au fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI pour les colloques depuis sa cinquante-quatrième session (comme indiqué au paragraphe 79 du [A/CN.9/1100](#)) :

a) Le Gouvernement chinois pour les contributions versées au titre d'un mémorandum d'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies ;

⁸³ Voir par ailleurs [A/CN.9/1032](#), par. 72, décrivant les recommandations pertinentes figurant dans le Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation du Bureau des affaires juridiques ([E/AC.51/2019/9](#)), p. 18 et 30.

⁸⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17)*, par. 188.

b) Le Gouvernement français pour les contributions versées au titre d'un accord de subvention pour soutenir la recherche sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, l'interprétation et les déplacements ;

c) Le Gouvernement japonais pour les contributions versées au titre d'un mémorandum d'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies pour soutenir l'inventaire des évolutions en matière de règlement des différends dans l'économie numérique.

275. La Commission a noté que, malgré l'activité déployée par le secrétariat pour mobiliser des financements, les soldes des fonds d'affectation spéciale restaient insuffisants pour satisfaire la demande prévue en ce qui concerne les activités d'assistance technique et l'aide au titre des frais de voyage. Elle a appelé de nouveau l'ensemble des États, des organisations internationales et des autres entités intéressées à envisager de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI pour les colloques, si possible sous la forme de contributions pluriannuelles ou de contributions à des fins spéciales, afin de faciliter la planification et de permettre au Secrétariat de répondre au nombre croissant de demandes de coopération et d'assistance techniques.

276. S'agissant du Fonds d'affectation spéciale pour l'octroi d'une aide au titre des frais de voyage aux pays en développement membres de la CNUDCI, la Commission a appelé les organismes du système des Nations Unies, les organisations, les institutions et les particuliers intéressés à y verser des contributions volontaires. Elle a également remercié le Gouvernement autrichien de sa contribution.

277. La Commission a rappelé avec gratitude les contributions et le soutien continus de la Commission européenne, du Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international et du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement en faveur du Registre sur la transparence et de la promotion des normes de transparence de la CNUDCI.

2. Programme de stages

278. La Commission s'est félicitée de la poursuite du programme de stages tant au secrétariat de la CNUDCI à Vienne qu'au Centre régional, et de la reprise de certains stages en personne. Elle a également noté avec satisfaction le fait que les stages à distance avaient permis de réduire la sous-représentation de certains groupes régionaux et de renforcer la diversité linguistique et géographique, et, en vue de poursuivre cette tendance encourageante, a prié les États et les organisations dotées du statut d'observateur de signaler les possibilités de stages à la CNUDCI aux personnes pouvant être intéressées et d'envisager d'accorder des bourses afin d'attirer les candidats les plus qualifiés.

F. Présence de la CNUDCI dans la région Asie-Pacifique

279. La Commission était saisie d'une note du Secrétariat sur les activités menées par le Centre régional pour l'Asie et le Pacifique pendant la période écoulée depuis la présentation du rapport précédent, en 2021 ([A/CN.9/1098](#) et [A/CN.9/1098/Corr.1](#)).

280. La Commission a reconnu les avantages découlant des activités régionales du secrétariat, par l'intermédiaire de son Centre régional, dans la connaissance, l'adoption et l'application des normes harmonisées et modernes du droit commercial international élaborées par la CNUDCI. Les exemples incluaient l'adhésion de l'Irak à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958)⁸⁵ et à la Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (New York, 2014)⁸⁶, ainsi que la signature par l'Australie et la ratification par la

⁸⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, n° 4739.

⁸⁶ Résolution [69/116](#) de l'Assemblée générale, annexe.

Géorgie et la Türkiye de la Convention de Singapour sur la médiation. (voir aussi le chapitre XVII ci-dessous pour les autres actes conventionnels accomplis et les nouveaux textes législatifs adoptés). En outre, le Centre régional a fourni une assistance technique et des activités de renforcement des capacités à quatre pays en développement sans littoral (Mongolie, Népal, République démocratique populaire lao et Turkménistan). Notant que les activités menées par le Centre régional au cours de la période considérée avaient permis de donner plus d'ampleur et de profondeur à l'engagement des parties prenantes dans la région Asie-Pacifique et au-delà, la Commission a également souligné l'importance du rôle joué par le Centre régional pour ce qui était de mobiliser des contributions en vue des travaux de la CNUDCI dans la région Asie-Pacifique.

281. La Commission a noté que le personnel du Centre régional se composait d'un fonctionnaire de la catégorie des administrateurs, d'un assistant de programme, d'un assistant d'équipe et de deux juristes auxiliaires et que le budget de projet de base permettait le recrutement ponctuel d'experts et de consultants. Au cours de la période considérée, le Centre régional avait accueilli 21 stagiaires. La Commission a également noté que le Centre régional s'appuyait pleinement sur la contribution financière annuelle de la ville d'Incheon au Fonds d'affectation spéciale pour les colloques de la CNUDCI pour couvrir les dépenses relatives à son fonctionnement et au programme (500 000 dollars de 2011 à 2016 et 450 000 dollars de 2017 à 2026). Elle a adressé ses remerciements à la ville d'Incheon, et également au Ministère de la justice de la République de Corée et au Gouvernement de Hong Kong (Chine), qui avaient renouvelé le détachement à titre gracieux de deux experts juridiques.

282. La Commission a félicité le Centre régional d'avoir continué d'assurer l'organisation d'activités phares au cours de la période considérée, malgré les complications persistantes liées à la pandémie de COVID-19, à savoir la deuxième édition du Forum juridique et commercial d'Incheon (Incheon, République de Corée, 6 et 7 septembre 2021), la quatrième édition du Sommet judiciaire Asie-Pacifique de la CNUDCI (Hong Kong (Chine), 1^{er} et 2 novembre 2021), la dixième édition de la Conférence Asie-Pacifique sur les modes alternatifs de règlement des litiges, y compris la session spéciale de la CNUDCI (Séoul, 2-5 novembre 2021), et la huitième édition de la Journée Asie-Pacifique de la CNUDCI. En ce qui concerne cette dernière, elle s'est félicitée de ce que diverses universités avaient coorganisé 21 manifestations dans 14 pays de la région au cours du dernier trimestre de 2021, un record. Comme les années précédentes, celles-ci s'étaient révélées très efficaces pour soutenir les activités et les objectifs du Centre régional, et pendant l'année en cours, la série phare avait été élargie aux Maldives, au Népal, à Sri Lanka et au Turkménistan⁸⁷.

283. La Commission a noté avec appréciation les autres manifestations et les initiatives des secteurs public et privé et de la société civile que le Centre régional avait organisées ou appuyées avec la participation du secrétariat, ainsi que l'assistance technique et les services de renforcement des capacités fournis aux États, aux organisations internationales et régionales et aux banques de développement de la région. Elle a salué la déclaration faite par la délégation de la République de Corée félicitant le Centre régional à l'occasion de son dixième anniversaire et confirmant la poursuite de son soutien au Centre régional en vue de promouvoir la sécurité juridique dans les transactions commerciales internationales en Asie et dans le Pacifique.

284. La Commission a également déclaré qu'elle soutenait résolument les efforts continus du Centre régional en matière de coordination et de coopération avec les parties prenantes, les banques de développement et d'autres institutions régionales actives dans le domaine de la réforme du droit commercial, ainsi qu'avec les fonds,

⁸⁷ Pour plus d'informations, voir le rapport sur l'édition 2021 de la Journée Asie-Pacifique de la CNUDCI, consultable à l'adresse suivante : https://uncitral.un.org/sites/uncitral.un.org/files/media-documents/uncitral/en/apdayreport_2021.pdf.

programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies actifs dans la région.

285. La Commission a encouragé le secrétariat à continuer de promouvoir la coopération, notamment au moyen d'accords formels, pour assurer la coordination et le financement des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités du Centre régional. Elle a appelé de nouveau l'ensemble des États, les organisations internationales et les autres entités intéressées à envisager de verser des contributions aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI afin de permettre la poursuite de ces activités.

XVI. Promotion des moyens visant à assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes juridiques de la CNUDCI

286. La Commission a rappelé l'importance du système CLOUT, y compris des précés de jurisprudence, pour promouvoir l'interprétation uniforme de ces textes. Elle a accueilli favorablement les informations sur les questions relatives au système CLOUT en 2021-2022, les 70 décisions signalées en 2021-2022 et les informations sur les contributions au système CLOUT et sur son utilisation (voir [A/CN.9/1100](#), par. 17 à 20).

287. La Commission a noté avec intérêt les progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du CLOUT, et l'accent mis aussi bien sur la mise en place d'un réseau plus actif et plus productif de correspondants du système que sur l'élargissement de l'éventail des textes de la CNUDCI couverts.

288. En ce qui concerne la mise en place d'un réseau plus actif et plus productif de correspondants du système CLOUT, la Commission a prié le secrétariat de poursuivre ses efforts selon la démarche présentée aux paragraphes 26 à 29 du document [A/CN.9/1100](#). Elle a réitéré ses précédents appels en vue d'obtenir des contributions de toutes les traditions juridiques à ses outils d'interprétation uniforme, notamment de la part de collaborateurs volontaires, de partenaires institutionnels et de correspondants nationaux. Elle a salué les propositions du secrétariat visant à former une communauté de collaborateurs, qui compterait des correspondants nationaux, des partenaires et des contributeurs volontaires et serait désignée en tant que « Réseau CLOUT », et à organiser des réunions régulières de ce réseau à l'occasion d'activités d'assistance technique du secrétariat, telles que les Journées de la CNUDCI dans diverses régions ou le Concours d'arbitrage commercial international Willem C. Vis. à Vienne.

289. La Commission a remercié les États, les organisations, les institutions et les personnes qui avaient contribué au système CLOUT, que ce soit à titre individuel ou institutionnel, et a appelé tous les États et les parties prenantes à collaborer activement au Réseau CLOUT. Elle a également demandé au secrétariat de mettre au point des outils qui permettraient de reconnaître officiellement ces contributions, comme ceux qui sont présentés au paragraphe 29 d) du document [A/CN.9/1100](#).

290. La Commission s'est félicitée de la nomination de plus de 70 correspondants nationaux dans les États qui avaient incorporé des textes de la CNUDCI et a rappelé qu'elle avait approuvé la création d'un comité d'orientation du CLOUT, qui comprendrait un ou une représentant(e) désigné(e) par chaque État⁸⁸. À cet égard, elle a noté que le comité d'orientation serait constitué et que ses membres seraient sélectionnés parmi les correspondants nationaux, et elle a a) souligné l'importance d'une représentation de tous les groupes régionaux, de traditions juridiques différentes et de personnes connaissant l'ensemble des domaines d'activité de la CNUDCI ; b) demandé que la présidence de la CNUDCI et les personnes présidant les groupes de travail de la Commission soient membres de droit du comité

⁸⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17), par. 239 à 244.

d'orientation ; c) exprimé le souhait que les représentantes et représentants viennent d'États ayant ratifié des textes uniformes de la CNUDCI. Elle a également noté que les membres du comité d'orientation devraient être nommés pour une période de cinq ans, comme c'était le cas pour les correspondants nationaux.

291. La Commission a noté que le comité d'orientation aurait pour mission de soutenir et d'encourager le réseau du CLOUT par le biais d'activités consistant notamment à établir des rapports sur des bases de données de jurisprudence et des sources d'informations pertinentes pour le système CLOUT, à sensibiliser à ce système dans toutes les régions, à suivre l'évolution des contributions au système, à formuler des recommandations visant à garantir que les affaires répertoriées dans le système reflétaient l'étendue de l'adoption et de l'utilisation des textes de la CNUDCI dans les différents systèmes juridiques et dans toutes les régions, et à contribuer à élargir l'éventail des textes de la CNUDCI couverts dans le système. Elle s'est félicitée de la proposition selon laquelle le comité d'orientation se réunirait une fois par an, à l'occasion du Concours d'arbitrage commercial international Willem C. Vis, afin d'examiner les progrès réalisés dans ces domaines au cours de l'année précédente.

292. En ce qui concerne un autre objectif, à savoir trouver une solution durable pour la diffusion électronique du CLOUT, la Commission a demandé au secrétariat de moderniser la conception et la mise en page des numéros du Recueil de jurisprudence en vue d'une migration éventuelle vers une nouvelle plateforme actualisée et un format consultable, ce qui garantirait que les recherches permettraient de trouver des sommaires individuels et des retours pertinents au sein des différents précis. Notant que cette mise à niveau aurait des incidences budgétaires, elle a demandé au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de fournir les ressources en matière de technologies de l'information et des communications qui seraient nécessaires pour une telle migration.

293. Pour le cas où de telles ressources ne seraient pas disponibles, la Commission a également appelé les États, les organisations, les institutions et les particuliers à envisager d'appuyer davantage la diffusion électronique durable du Recueil de jurisprudence en contribuant à cet effet aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI.

294. La Commission a noté avec satisfaction le bon fonctionnement du site Web relatif à la Convention de New York de 1958⁸⁹, et la coordination fructueuse maintenue entre ce site et le système CLOUT.

XVII. État des conventions et des lois types et fonctionnement du Registre sur la transparence

A. Débat général

295. La Commission a examiné l'état des conventions et des lois types issues de ses travaux ainsi que l'état de la Convention de New York de 1958, en se fondant sur une note du Secrétariat (A/CN.9/1097). Elle a pris note avec satisfaction des informations concernant les actes accomplis et les textes législatifs adoptés depuis sa cinquante-quatrième session.

296. À l'occasion de la « Semaine de la CNUDCI sur le commerce numérique », les Philippines ont déposé, le 7 juillet 2022, leur instrument de ratification de la Convention sur les communications électroniques (2005)⁹⁰. Au cours de la cérémonie de dépôt, il a été expliqué que la ratification constituait une étape importante du renforcement du commerce international transfrontalier avec les principaux partenaires commerciaux des Philippines, dont certains étaient déjà parties à la

⁸⁹ Accessible à l'adresse www.newyorkconvention1958.org.

⁹⁰ Résolution 60/21 de l'Assemblée générale, annexe.

Convention, car elle garantissait la reconnaissance et l'application internationales des principes fondamentaux de la législation sur le commerce électronique. Il a également été indiqué que l'adoption de la Convention était conforme à un certain nombre d'accords de libre-échange auxquels les Philippines étaient parties, et qu'elle pourrait aider à matérialiser les avantages attendus de ces accords commerciaux et à appuyer la facilitation du commerce sans papier.

297. La Commission a également relevé que, depuis qu'il avait soumis la note susmentionnée, le Secrétariat de la CNUDCI avait été informé des actes et adoptions ci-après :

a) Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980), telle que modifiée par le Protocole du 11 avril 1980 (Vienne) : adhésion par le Turkménistan (2022) et dépôt d'une déclaration d'application au territoire de la RAS de Hong Kong par la Chine (2022) (95 États parties) ;

b) Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (New York, 2018) : ratification par le Kazakhstan (2022) (10 États parties) ;

c) Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux (New York, 2005)⁹¹ : Nouvel acte : Philippines (ratification) (16 États parties) ; une législation nationale transposant les dispositions de fond de la Convention a été adoptée dans 40 États ; adoption de nouveaux textes législatifs fondés sur la Convention : Maldives (2022) ;

d) Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996) : des textes législatifs fondés sur la Loi type ou s'en inspirant ont été adoptés dans 82 États, soit 162 territoires au total ; adoption de nouveaux textes législatifs nationaux fondés sur la Loi type : Maldives (2022) et Eswatini (2022) ;

e) Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques (2001) : des textes législatifs fondés sur la Loi type ou s'en inspirant ont été adoptés dans 38 États ; adoption de nouveaux textes législatifs fondés sur la Loi type : Maldives (2022).

298. La Commission a remercié l'Assemblée générale de l'appui qu'elle apportait à la CNUDCI dans ses activités et dans l'exercice du rôle spécifique qu'elle jouait en favorisant la diffusion du droit commercial international. En particulier, s'agissant des textes issus de ses travaux, elle a mentionné la pratique suivie de longue date par l'Assemblée générale, qui consistait à recommander aux États d'envisager favorablement ces textes ainsi qu'à prier le Secrétaire général de les publier, y compris sous forme électronique, dans les six langues officielles de l'ONU et de prendre d'autres mesures pour les diffuser aussi largement que possible auprès des gouvernements et de toutes les autres parties concernées.

B. Fonctionnement du Registre sur la transparence

299. La Commission a rappelé que le service dépositaire des informations publiées en vertu du Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (le « Registre sur la transparence »,) adopté à sa quarante-sixième session en 2013, avait été établi au titre de l'article 8 du Règlement sur la transparence. Elle a également rappelé que l'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général de continuer à administrer le Registre sur la transparence jusqu'à la fin de 2023, par l'entremise du secrétariat de la Commission, le financement devant provenir entièrement de contributions volontaires, et de la tenir informée de l'évolution de la situation⁹².

⁹¹ Ibid.

⁹² Résolution de l'Assemblée générale 75/133, par. 4 et 5.

300. La Commission a en outre rappelé la note du Secrétariat sur l'état des conventions et des lois types et le fonctionnement du Registre sur la transparence, qui faisait le point sur le Règlement sur la transparence et le Registre de la transparence ([A/CN.9/1097](#), par. 16 à 18).

301. La Commission a remercié le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, la Commission européenne et le Fonds de l'OPEP pour le développement international pour leurs contributions volontaires à l'appui du Registre sur la transparence. Elle a également remercié la Commission européenne de s'être de nouveau engagée à fournir un financement pour le Registre jusqu'en 2023, ce qui permettrait au secrétariat de la CNUDCI de continuer à l'administrer et à promouvoir les normes de transparence de la CNUDCI.

C. Bibliographie des écrits récents ayant trait aux travaux de la CNUDCI

302. La Commission a rappelé que la bibliothèque de droit de la CNUDCI était spécialisée dans le droit commercial international. Sa collection comptait d'importants titres et ressources en ligne concernant ce domaine dans les six langues officielles de l'ONU. Entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022, le personnel de la Bibliothèque avait répondu à quelque 339 demandes de références émanant de 59 pays. Compte tenu des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, très peu de visiteurs se sont présentés à la bibliothèque de droit de la CNUDCI.

303. Examinant l'incidence plus large de ses textes, la Commission a pris note de la bibliographie des écrits récents ayant trait à ses travaux ([A/CN.9/1096](#)) et de l'influence de ses textes, qui ressortait de publications universitaires et professionnelles. Elle a noté, en particulier, que la bibliographie consolidée contenait plus de 11 702 entrées, reproduites en anglais et dans la langue originale. Elle a également fait observer qu'il importait de faciliter l'adoption d'une approche globale pour constituer la bibliographie et qu'il fallait se tenir informé des activités des organisations non gouvernementales qui œuvraient dans le domaine du droit commercial international. À cet égard, elle a rappelé et renouvelé la demande qu'elle avait faite aux organisations non gouvernementales invitées à ses sessions annuelles de faire don à la Bibliothèque de droit de la CNUDCI d'exemplaires de leurs revues, rapports et autres publications afin qu'elle puisse les examiner⁹³. Elle a remercié toutes les organisations non gouvernementales qui avaient fait don de publications.

XVIII. Rôle actuel de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit

A. Introduction

304. La Commission a rappelé que le point relatif au rôle actuel de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit figurait à son ordre du jour depuis sa quarante et unième session, en 2008⁹⁴, en réponse à la demande de l'Assemblée générale l'invitant à rendre compte, dans les rapports qu'elle lui soumettait, de ses activités en cours visant à promouvoir l'état de droit⁹⁵. Elle a par ailleurs rappelé que, de ses quarante et unième à cinquante-quatrième sessions, à savoir de 2008 à 2021, elle avait fourni dans

⁹³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dixième session, Supplément n° 17* ([A/70/17](#)), par. 264.

⁹⁴ En ce qui concerne la décision de la Commission d'inscrire ce point à son ordre du jour, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 17* ([A/62/17](#)), deuxième partie, par. 111 à 113.

⁹⁵ Résolutions de l'Assemblée générale [62/70](#), par. 3 ; [63/128](#), par. 7 ; [64/116](#), par. 9 ; [65/32](#), par. 10 ; [66/102](#), par. 12 ; [67/97](#), par. 14 ; [68/116](#), par. 14 ; [69/123](#), par. 17 ; [70/118](#), par. 20 ; [71/148](#), par. 22 ; [72/119](#), par. 25 ; [73/207](#), par. 20 ; [74/191](#), par. 20 ; [75/141](#), par. 20 ; et [76/117](#), par. 20.

ses rapports annuels à l'Assemblée générale⁹⁶ des informations sur le rôle qu'elle jouait dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international.

305. À sa session en cours, la Commission était saisie d'une note du Secrétariat consacrée au rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international (A/CN.9/1105). Elle a noté que, dans sa résolution 76/117, l'Assemblée générale l'avait de nouveau invitée à rendre compte de ce qu'elle faisait actuellement pour promouvoir l'état de droit. Elle a souligné que, selon cette même résolution, les débats de la Sixième Commission qui se tiendraient prochainement au titre du point de l'ordre du jour relatif à l'état de droit seraient axés sur le sous-thème « Les conséquences de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'état de droit aux niveaux national et international »⁹⁷. (Pour les observations que la Commission a transmises à l'Assemblée générale au titre de ce point de l'ordre du jour, comme cette dernière le lui demandait au paragraphe 20 de sa résolution 76/117, voir la section B ci-après.)

306. La Commission a souligné la pertinence de ses travaux pour la promotion de l'état de droit et la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a pris note de l'invitation du secrétariat à examiner si les critères qu'elle utilisait pour évaluer la faisabilité et l'opportunité d'entreprendre des travaux sur un nouveau sujet⁹⁸ pourraient être appliqués pour assurer un alignement plus étroit encore de ses travaux avec les objectifs de développement durable, ayant à l'esprit que ceux-ci étaient assortis d'une échéance (2030).

307. La Commission a réitéré sa demande aux États, au secrétariat, aux organisations et aux institutions concernées de poursuivre leurs efforts pour faire mieux connaître le rôle des normes de la CNUDCI et de ses activités à l'appui de la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international ainsi que leur contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Dans ce contexte, elle a noté que le forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se tenait généralement en parallèle avec les sessions annuelles de la CNUDCI, offrait chaque année aux États, au secrétariat, aux organisations et aux institutions l'occasion de mettre en évidence le rôle de la CNUDCI dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable⁹⁹.

⁹⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 17 et rectificatif (A/63/17 et Corr.1), par. 386 ; *ibid.*, soixante-quatrième session, Supplément n° 17 (A/64/17), par. 413 à 419 ; *ibid.*, soixante-cinquième session, Supplément n° 17 (A/65/17), par. 313 à 336 ; *ibid.*, soixante-sixième session, Supplément n° 17 (A/66/17), par. 299 à 321 ; *ibid.*, soixante-septième session, Supplément n° 17 (A/67/17), par. 195 à 227 ; *ibid.*, soixante-huitième session, Supplément n° 17 (A/68/17), par. 267 à 291 ; *ibid.*, soixante-neuvième session, Supplément n° 17 (A/69/17), par. 215 à 240 ; *ibid.*, soixante-dixième session, Supplément n° 17 (A/70/17), par. 318 à 324 ; *ibid.*, soixante et onzième session, Supplément n° 17 (A/71/17), par. 317 à 342 ; *ibid.*, soixante-douzième session, Supplément n° 17 (A/72/17), par. 435 à 441 ; *ibid.*, soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17), par. 232 et 233 ; *ibid.*, soixante-quatorzième session, Supplément n° 17 (A/74/17), par. 303 à 308 ; *ibid.*, soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17), première partie, par. 25 ; et *ibid.*, soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), par. 370 à 374.

⁹⁷ Résolution 76/117 de l'Assemblée générale, par. 23.

⁹⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 17 (A/68/17), par. 294 et 295.

⁹⁹ Par exemple, le Forum organisé du 5 au 7 et du 11 au 15 juillet 2022 a pour thème « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Axé sur les objectifs de développement durable n° 4 sur l'éducation de qualité, n° 5 sur l'égalité des sexes, n° 14 sur la vie aquatique, n° 15 sur la vie terrestre et n° 17 sur les partenariats pour la réalisation des objectifs, il doit permettre d'étudier les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les objectifs de développement durable.

B. Observations de la CNUDCI à l'intention de l'Assemblée générale

308. Lorsqu'elle a formulé ses observations à l'Assemblée générale, comme suite à l'invitation figurant au paragraphe 23 de la résolution 76/117 de celle-ci, la Commission a tenu compte du sous-thème des débats à venir de la Sixième Commission sur l'état de droit, à savoir « Les conséquences de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'état de droit aux niveaux national et international ». Ces observations passaient en revue les débats tenus sur le sous-thème aux sessions précédentes, présentaient les travaux exploratoires pertinents et soulignaient la pertinence pour le sous-thème des textes dans les domaines du commerce électronique, des MPME, de l'insolvabilité, de la vente internationale de marchandises, des partenariats public-privé et de la passation des marchés publics, de la médiation, de l'arbitrage et des opérations garanties.

309. La Commission a rappelé qu'elle avait examiné des questions se rapportant à ce sous-thème aux sessions qu'elle a tenues en 2020¹⁰⁰ et en 2021¹⁰¹. En 2020, elle a demandé au secrétariat d'organiser une série de tables rondes virtuelles qui examineraient le rôle important que les outils élaborés par la CNUDCI pouvaient jouer dans les mesures de lutte contre la COVID-19 et les opérations de relèvement entreprises par les États¹⁰². En 2021, elle a organisé une série d'événements pour soutenir les États dans la réforme du droit commercial et souligner l'importance de la résilience dans ce cadre pour faciliter la reprise économique postérieure à la pandémie¹⁰³.

310. La Commission a pris note de la demande qu'elle avait adressée au secrétariat d'entreprendre des travaux exploratoires afin de recenser les lacunes ou les obstacles mis en évidence par la pandémie de COVID-19 dans le cadre du droit commercial international et d'y remédier¹⁰⁴. À la demande de la Commission, le secrétariat a diffusé un questionnaire demandant aux États de faire part de leur expérience et des bonnes pratiques adoptées pour faire face aux répercussions de la COVID-19 sur le commerce international¹⁰⁵. Les résultats de ces réponses étaient résumés dans le document A/CN.9/1080. Par ailleurs, le secrétariat a organisé des webinaires sur la numérisation du commerce international, un régime d'insolvabilité simplifié pour les micro- et petites entreprises et les mesures mises en œuvre par les États face à la COVID-19. Ces travaux avaient permis de mieux comprendre les répercussions de la COVID-19 sur le commerce international et le cadre juridique y relatif, tout en fournissant des informations détaillées sur les réponses juridiques mises en œuvre par les États pour faire face à ces répercussions.

311. La Commission a également noté que le sous-thème était pertinent pour les travaux qu'elle menait dans tous ses domaines d'activité, en particulier pour les textes dans les domaines du commerce électronique, des MPME, de l'insolvabilité, de la vente internationale de marchandises, des partenariats public-privé et de la passation des marchés publics, de la médiation, de l'arbitrage et des opérations garanties.

312. La Commission a souligné le rôle positif joué par les textes suivants de la CNUDCI pendant la pandémie de COVID-19 :

a) Dans le domaine du commerce électronique, on a noté l'importance de la Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques pour ce qui est d'appuyer les chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les MPME, qui

¹⁰⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17), première partie, par. 107 à 117.

¹⁰¹ Ibid., soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), par. 238 à 241.

¹⁰² De plus amples informations sur les débats sont disponibles (en anglais) à l'adresse <https://uncitral.un.org/fr/COVID-19-panels>.

¹⁰³ De plus amples informations sur les manifestations parallèles sont disponibles sur le site <https://uncitral.un.org/en/content/side-events-54th-commission-session>.

¹⁰⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quinzième session, Supplément n° 17 (A/75/17), deuxième partie, par. 89.

¹⁰⁵ Ibid., soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), par. 239.

avaient été particulièrement touchées par les pénuries de liquidités et les difficultés d'accès au crédit ;

b) Dans le domaine des MPME et de l'insolvabilité, les Recommandations législatives de la CNUDCI sur l'insolvabilité des micro- et petites entreprises et les Recommandations législatives de la CNUDCI sur les entreprises à responsabilité limitée ont été reconnues comme des outils pouvant contribuer à atténuer les effets des mesures qui ont dû être prises pour contrôler la pandémie. De nombreuses entreprises, notamment des MPME, ont été précipitées dans l'insolvabilité ou risquaient toujours de l'être du fait de la crise de la COVID-19. Les Recommandations législatives de la CNUDCI sur l'insolvabilité des micro- et petites entreprises leur fournissaient un moyen simplifié, équitable, rapide, souple et peu coûteux de résoudre leurs problèmes d'insolvabilité et pouvaient aider les micro- et petites entreprises méritantes à redémarrer des activités entrepreneuriales, préservant ainsi les emplois et autres activités économiques bénéfiques. Les Recommandations législatives de la CNUDCI sur les entreprises à responsabilité limitée proposaient une forme juridique qui permettait aux entrepreneurs de protéger leurs biens personnels si leur entreprise se trouvait en difficulté ou était insolvable ;

c) Dans le domaine de la vente internationale de marchandises, l'article 79 de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente prévoyait qu'une partie n'était pas responsable de l'inexécution de ses obligations si elle pouvait prouver que celle-ci était due à un empêchement indépendant de sa volonté et que l'on ne pouvait raisonnablement attendre d'elle qu'elle le prenne en considération au moment de la conclusion du contrat, qu'elle le prévienne ou le surmonte ou qu'elle en prévienne ou surmonte les conséquences ;

d) Dans le domaine des partenariats public-privé et de la passation des marchés publics, la pandémie de COVID-19 avait eu des incidences sur les contrats de partenariat public-privé et fait apparaître la nécessité de disposer d'un mécanisme d'adaptation entre l'autorité contractante et le partenaire privé pour faire face à une augmentation des coûts dans la fourniture de services publics ou à des changements financiers imprévus. On a souligné la pertinence dans ce contexte du mécanisme d'adaptation des contrats prévu dans les *Dispositions législatives types de la CNUDCI sur les partenariats public-privé*¹⁰⁶ ;

e) Dans le domaine de la médiation, le cadre de médiation de la CNUDCI prévoit un ensemble de textes à l'appui de la médiation, depuis l'engagement de la procédure jusqu'à l'exécution de l'accord de règlement en vertu de la Convention de Singapour sur la médiation. Ce cadre pouvait être particulièrement adapté aux MPME, qui ne disposaient pas toujours des ressources financières ou du temps requis pour chercher à régler leurs différends par voie contentieuse, et améliorerait donc l'accès à la justice. En particulier dans la phase de redressement postpandémique, des méthodes de règlement des litiges souples, économiques et rapides seraient particulièrement importantes pour surmonter les conséquences de la crise et permettre aux parties de trouver des solutions aux conflits ;

f) Dans le domaine de l'arbitrage, la pandémie de COVID-19 avait exigé des institutions arbitrales qu'elles prennent des mesures pour répondre à la crise, celles-ci allant de mesures permettant d'assurer leur fonctionnement en toute sécurité à celles visant à appuyer l'administration efficace des procédures d'arbitrage. Pendant la pandémie, le nombre de procédures d'arbitrage accéléré a augmenté et on a constaté un recours accru à la numérisation et à la technologie dans les procédures d'arbitrage. Ces tendances devraient se confirmer dans l'environnement postpandémique. Les textes de la CNUDCI sur le règlement des différends étaient suffisamment souples pour s'adapter à ces changements. Le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré, récemment adopté, était particulièrement adapté aux affaires portant sur de faibles montants qui n'étaient pas excessivement complexes, et pouvaient contribuer au redressement postpandémique en fournissant un mécanisme permettant de résoudre

¹⁰⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.V.20.V.4.

les litiges plus rapidement (notamment ceux impliquant des MPME, qui étaient en grande partie de nature familiale ou appartiennent à des femmes), tout en assurant un meilleur accès à la justice ;

g) Dans le domaine des opérations garanties, les réformes législatives s'appuyant sur les textes de la CNUDCI élaborés dans ce domaine pourraient avoir une influence positive sur l'accès des MPME au crédit, en facilitant l'utilisation de toute une gamme de biens mobiliers à titre de garanties.

313. La Commission a également évoqué le lancement de sa première formation en ligne, intitulée « Introduction à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international »¹⁰⁷. En plus de donner aux utilisateurs une introduction à l'harmonisation juridique et à la promotion du commerce international ainsi qu'aux travaux de la CNUDCI, cette formation décrit également comment les textes de la CNUDCI contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable.

314. À titre d'illustration des liens existants entre son programme de travail, les objectifs de développement durable et l'état de droit, la Commission a mentionné le projet de bilan visant à compiler, analyser et partager les informations pertinentes concernant l'évolution du règlement des différends dans l'économie numérique. Le recours à la technologie pour résoudre les différends par le biais de modes alternatifs de règlement des litiges avait sensiblement progressé, et la pandémie avait accéléré cette évolution. Diverses technologies étaient utilisées pour fournir des services innovants de règlement des litiges, rendant ainsi ceux-ci plus accessibles. Malgré ces avantages, il convient d'examiner les effets négatifs potentiels de la technologie sur l'intégrité du processus. Des efforts devraient être consentis pour garantir le respect du principe de la régularité et de l'équité de la procédure. Un autre aspect qui mérite l'attention est celui de la fracture numérique, terme qui désigne le fait que toutes les parties n'aient pas accès au même niveau de technologie. L'utilisation de la technologie a également un coût, qui pouvait être lourd pour les petites et moyennes entreprises, et elle exigeait un niveau de compréhension que certaines personnes ne possédaient pas nécessairement. Par conséquent, les avantages que la technologie pouvaient apporter devaient être mis en balance avec ces difficultés, si l'on voulait faire en sorte que la technologie puisse améliorer l'accès à la justice pour tous. Les conclusions du projet de bilan permettront non seulement d'aider la Commission à envisager les travaux futurs à mener dans le domaine du règlement des différends, mais également de fournir à la communauté internationale des informations concrètes sur la manière dont la technologie pouvait être utilisée pour améliorer le règlement des différends et l'accès à la justice.

315. La Commission a indiqué en quoi les travaux qu'elle menait sur l'accès au crédit pour les MPME, le rejet rapide et la décision préalable dans l'arbitrage, la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, la localisation et le recouvrement des actifs civils dans les procédures d'insolvabilité et la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité devraient contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable pertinents.

XIX. Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale

316. La Commission a rappelé qu'à sa cinquantième session, tenue en 2017, elle avait prié le secrétariat de remplacer le rapport oral qu'il lui présentait sur les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale par un rapport écrit qui serait publié avant la session¹⁰⁸. Comme suite à cette demande, la Commission était saisie, à la session en cours, d'une note du Secrétariat (A/CN.9/1104) résumant les dispositifs des résolutions 76/229, 76/107, 76/108 et 76/109 de l'Assemblée générale, qui concernent

¹⁰⁷ La formation est accessible sur le site de la CNUDCI et sur le campus numérique du Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail. L'accès et l'inscription à cette formation se font à l'adresse <https://ecampus.iticilo.org/login/index.php>.

¹⁰⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 17 (A/72/17), par. 480.

respectivement le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa cinquante-quatrième session, le Règlement de médiation de la CNUDCI, le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et l'élargissement de la composition de la CNUDCI.

317. La Commission a pris note de ces résolutions de l'Assemblée générale.

XX. Questions diverses : évaluation du rôle du secrétariat de la CNUDCI dans la facilitation du travail de la Commission

318. Un questionnaire en ligne portant sur le degré de satisfaction de la CNUDCI à l'égard des services fournis par son secrétariat a été mis à la disposition des États. La Commission a été informée que 63 réponses avaient été reçues et que le degré de satisfaction à l'égard des services fournis par le secrétariat restait élevé. En moyenne, les États avaient donné une note de 4,73 sur 5 pour « les services et le soutien fournis à la Commission », une note de 4,76 sur 5 pour « la disponibilité des informations sur le site Web de la CNUDCI », et une note de 4,71 sur 5 pour « l'adaptabilité et la réactivité du secrétariat de la CNUDCI face aux défis et aux circonstances découlant de la pandémie de COVID-19 ».

319. La Commission a remercié son secrétariat pour son travail.

XXI. Dates et lieux des réunions futures

A. Cinquante-sixième session de la Commission

320. La Commission a approuvé la tenue de sa cinquante-sixième session à Vienne, du 3 au 21 juillet 2023.

B. Sessions des groupes de travail

321. La Commission a examiné les besoins de services de conférence à la lumière de son programme de travail, des rapports de ses groupes de travail, ainsi que d'une note du Secrétariat (A/CN.9/1103). Elle a approuvé le calendrier ci-dessous pour les sessions des groupes de travail du second semestre de 2022 et de 2023, sachant a) que le premier jour des dates proposées de la soixante-dix-huitième session du Groupe de travail II (25 septembre 2023) coïnciderait avec Yom Kippour, et b) que le dernier jour des dates proposées de la soixante-cinquième session du Groupe de travail IV (14 avril 2023) coïnciderait avec le vendredi saint orthodoxe, deux des principaux jours fériés de l'Organisation des Nations Unies, à moins que d'autres dates ne soient attribuées à ces groupes, au vu de leurs besoins.

	<i>Second semestre de 2022 (Vienne)</i>	<i>Premier semestre de 2023 (New York)</i>	<i>Second semestre de 2023 (Vienne) (à confirmer par la Commission à sa cinquante-sixième session, en 2023)</i>
Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises)	Trente-huitième session 19-23 septembre 2022	Trente-neuvième session 13-17 février 2023	Quarantième session 18-22 septembre 2023
Groupe de travail II (Règlement des différends)	Soixante-seizième session 10-14 octobre 2022	Soixante-dix-septième session 6-10 février 2023	Soixante-dix-huitième session 25-29 septembre 2023 (coïncide avec Yom Kippour)
Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États)	Quarante-troisième session 5-16 septembre 2022	Quarante-quatrième session (Vienne) 23-27 janvier 2023 Quarante-cinquième session 27-31 mars 2023	Quarante-sixième session 9-13 octobre 2023

	<i>Second semestre de 2022 (Vienne)</i>	<i>Premier semestre de 2023 (New York)</i>	<i>Second semestre de 2023 (Vienne) (à confirmer par la Commission à sa cinquante-sixième session, en 2023)</i>
Groupe de travail IV (Commerce électronique)	Soixante-quatrième session 31 octobre- 4 novembre 2022	Soixante-cinquième session 10-14 avril 2023 (coïncide avec le vendredi saint orthodoxe)	Soixante-sixième session 16-20 octobre 2023
Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité)	Soixante et unième session 12-16 décembre 2022	Soixante-deuxième session 17-21 avril 2023	Soixante-troisième session 11-15 décembre 2023
Groupe de travail VI (Documents de transport multimodal négociables)	Quarante et unième session 28 novembre- 2 décembre 2022	Quarante-deuxième session 8-12 mai 2023	Quarante-troisième session 18-22 décembre 2023

Annexe I

Projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires

Les États parties à la présente Convention,

Réaffirmant leur conviction que le commerce international sur la base de l'égalité et des avantages mutuels constitue un élément important dans la promotion de relations amicales entre les États,

Conscients que le transport maritime joue un rôle crucial dans le commerce et le transport internationaux, que les navires utilisés tant pour la navigation maritime que pour la navigation intérieure ont une grande valeur économique, et que les ventes judiciaires sont un moyen de recouvrer les créances,

Considérant qu'une protection juridique adéquate des acquéreurs peut avoir des effets positifs sur le prix tiré des ventes judiciaires de navires, dans l'intérêt à la fois des propriétaires de navires et des créanciers, notamment des titulaires de privilèges et des parties finançant l'acquisition de navires,

Souhaitant, à cette fin, établir des règles uniformes qui favorisent la diffusion d'informations sur les futures ventes judiciaires auprès des parties intéressées et confèrent des effets internationaux aux ventes judiciaires de navires vendus libres et francs de toute hypothèque ou de tout « mortgage » et de tout droit, notamment aux fins de l'immatriculation des navires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Objet

La présente Convention régit les effets internationaux de la vente judiciaire d'un navire qui confère à l'acquéreur un titre libre de tout droit.

Article 2. Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a) Le terme « vente judiciaire » d'un navire désigne toute vente d'un navire :
- i) Qui est ordonnée, approuvée ou confirmée par un tribunal ou une autre autorité publique soit par voie d'enchères publiques soit au moyen d'une transaction de gré à gré menée sous le contrôle d'un tribunal et avec l'approbation de celui-ci ; et

- ii) Pour laquelle le produit de la vente est offert aux créanciers ;
- b) Le terme « navire » désigne tout navire ou autre bâtiment immatriculé dans un registre consultable par le public qui est susceptible de faire l'objet d'une saisie conservatoire ou d'une autre mesure similaire pouvant entraîner une vente judiciaire en vertu de la loi de l'État de la vente judiciaire ;
- c) Le terme « titre libre de tout droit » désigne un titre de propriété libre et franc de toute hypothèque ou de tout « mortgage » et de tout droit ;
- d) Le terme « hypothèque ou "mortgage" » désigne toute hypothèque ou tout « mortgage » pris sur un navire et inscrit dans l'État où se trouve le registre des navires ou registre équivalent dans lequel le navire est immatriculé ;
- e) Le terme « droit » désigne tout droit, de quelque nature ou origine qu'il soit, qu'il est possible de faire valoir sur un navire, par voie de saisie conservatoire ou exécutoire ou par tout autre moyen, et qui comprend les privilèges maritimes ou autres privilèges, les charges, les droits d'utilisation ou de rétention, mais n'inclut pas les hypothèques ou « mortgages » ;
- f) Le terme « droit inscrit » désigne tout droit qui est inscrit dans le registre des navires ou registre équivalent dans lequel le navire est immatriculé ou dans tout autre registre dans lequel sont inscrits les hypothèques ou « mortgages » ;
- g) Le terme « privilège maritime » désigne tout droit reconnu comme un privilège maritime sur un navire en vertu de la loi applicable ;
- h) Le terme « propriétaire » d'un navire désigne toute personne inscrite à titre de propriétaire du navire dans le registre des navires ou registre équivalent dans lequel le navire est immatriculé ;
- i) Le terme « acquéreur » désigne toute personne à laquelle le navire est vendu dans le cadre de la vente judiciaire ;
- j) Le terme « acquéreur subséquent » désigne la personne qui acquiert le navire auprès de l'acquéreur dont le nom figure dans le certificat de vente judiciaire visé à l'article 5 ;
- k) Le terme « État de la vente judiciaire » désigne l'État dans lequel la vente judiciaire d'un navire est réalisée.

Article 3. Champ d'application

1. La présente Convention s'applique à la vente judiciaire d'un navire uniquement si :
 - a) La vente judiciaire est réalisée dans un État partie ; et
 - b) Au moment de ladite vente, le navire se trouve physiquement sur le territoire de l'État de la vente judiciaire.
2. La présente Convention ne s'applique pas aux navires de guerre ou navires auxiliaires, ou aux autres bâtiments appartenant à un État ou exploités par lui et exclusivement affectés, immédiatement avant la vente judiciaire, à un service public non commercial.

Article 4. Notification de la vente judiciaire

1. La vente judiciaire est réalisée conformément à la loi de l'État de la vente judiciaire, laquelle prévoit également des procédures pour contester la vente avant sa conclusion et détermine également le moment de la vente aux fins de la présente Convention.
2. Nonobstant le paragraphe 1, le certificat de vente judiciaire visé à l'article 5 n'est délivré que si une notification de la vente judiciaire du navire est adressée avant cette vente conformément aux exigences énoncées aux paragraphes 3 à 7.

3. La notification de la vente judiciaire est adressée :
 - a) À l'entité chargée du registre des navires ou registre équivalent dans lequel le navire est immatriculé ;
 - b) À tout titulaire d'une hypothèque ou d'un « mortgage » ou d'un droit inscrit, sous réserve que le registre où ceux-ci sont inscrits, ainsi que tout instrument devant être inscrit conformément à la loi de l'État d'immatriculation, soient consultables par le public, et que des extraits du registre et des copies de ces instruments puissent être obtenus auprès du registre ;
 - c) À tout titulaire d'un privilège maritime, sous réserve qu'il ait notifié au tribunal ou à toute autre autorité publique réalisant la vente judiciaire la créance garantie par le privilège maritime conformément aux règlements et procédures de l'État de la vente judiciaire ;
 - d) À la personne qui est alors propriétaire du navire ; et
 - e) Si le navire est inscrit au registre des affrètements coque nue :
 - i) À la personne inscrite comme affrèteur coque nue du navire dans le registre des affrètements coque nue ; et
 - ii) Au registre des affrètements coque nue.
4. La notification de la vente judiciaire est donnée conformément à la loi de l'État de la vente judiciaire et contient, au minimum, les informations mentionnées à l'annexe I.
5. La notification de la vente judiciaire est également :
 - a) Publiée par voie d'annonce dans la presse ou une autre publication disponible dans l'État de la vente judiciaire ; et
 - b) Transmise à la personne responsable du répertoire visée à l'article 11 pour publication.
6. Aux fins de la communication de la notification à la personne responsable du répertoire, si la notification de la vente judiciaire n'est pas rédigée dans une langue de travail de la personne responsable du répertoire, elle est accompagnée d'une traduction des informations mentionnées à l'annexe I dans l'une de ces langues de travail.
7. Pour déterminer l'identité ou l'adresse de toute personne à qui la notification de la vente judiciaire doit être donnée, il suffit de se fonder sur :
 - a) Les informations figurant dans le registre des navires ou registre équivalent dans lequel est immatriculé le navire ou dans le registre des affrètements coque nue ;
 - b) Les informations figurant dans le registre où sont inscrits l'hypothèque ou le « mortgage » ou le droit inscrit, s'il est distinct du registre des navires ou registre équivalent ; et
 - c) Les informations notifiées conformément à l'alinéa c) du paragraphe 3.

Article 5. Certificat de vente judiciaire

1. Après la conclusion d'une vente judiciaire qui a conféré un titre libre de tout droit sur le navire en vertu de la loi de l'État de la vente judiciaire et qui a été réalisée conformément aux exigences de cette loi et aux exigences de la présente Convention, le tribunal ou une autre autorité publique qui a réalisé la vente judiciaire ou une autre autorité compétente de l'État de la vente judiciaire, conformément à ses règlements et procédures, délivre à l'acquéreur un certificat de vente judiciaire.

2. Le certificat de vente judiciaire suit pour l'essentiel le modèle figurant à l'annexe II et contient :

- a) Une déclaration indiquant que le navire a été vendu conformément aux exigences de la loi de l'État de la vente judiciaire et aux exigences de la présente Convention ;
- b) Une déclaration indiquant que la vente judiciaire a conféré à l'acquéreur un titre libre de tout droit sur le navire ;
- c) Le nom de l'État de la vente judiciaire ;
- d) Le nom, l'adresse et les coordonnées de l'autorité qui délivre le certificat ;
- e) Le nom du tribunal ou d'une autre autorité publique qui a réalisé la vente judiciaire et la date de la vente ;
- f) Le nom du navire et du registre des navires ou registre équivalent dans lequel le navire est immatriculé ;
- g) Le numéro OMI du navire ou, si celui-ci n'est pas disponible, d'autres informations permettant d'identifier le navire ;
- h) Le nom, l'adresse ou le lieu de résidence ou l'établissement principal de la personne qui était propriétaire du navire immédiatement avant la vente judiciaire ;
- i) Le nom, l'adresse ou le lieu de résidence ou l'établissement principal de l'acquéreur ;
- j) Le lieu et la date de délivrance du certificat ; et
- k) La signature ou le cachet de l'autorité qui délivre le certificat ou un autre élément propre à établir l'authenticité du certificat.

3. L'État de la vente judiciaire exige que le certificat de vente judiciaire soit transmis dans les meilleurs délais à la personne responsable du répertoire visée à l'article 11 pour publication.

4. Le certificat de vente judiciaire et toute traduction de ce certificat est dispensé de légalisation ou de toute formalité similaire.

5. Sans préjudice des articles 9 et 10, le certificat de vente judiciaire constitue une preuve suffisante des éléments qu'il contient.

6. Le certificat de vente judiciaire peut se présenter sous la forme d'un document électronique à condition :

- a) Que l'information que contient ce document soit accessible pour être consultée ultérieurement ;
- b) Qu'une méthode fiable soit utilisée pour identifier l'autorité qui délivre le certificat ; et
- c) Qu'une méthode fiable soit utilisée pour détecter toute altération du document électronique après sa création, exception faite de l'ajout de tout endossement et de toute modification intervenant dans le cours normal de la communication, de la conservation et de l'affichage.

7. Un certificat de vente judiciaire ne peut être rejeté au seul motif qu'il est sous forme électronique.

Article 6. Effets internationaux d'une vente judiciaire

Une vente judiciaire pour laquelle un certificat de vente judiciaire visé à l'article 5 a été délivré a pour effet de conférer à l'acquéreur un titre libre de tout droit sur le navire dans tout autre État partie.

Article 7. Mesures à prendre par l'entité chargée du registre

1. À la demande de l'acquéreur ou de l'acquéreur subséquent et sur production du certificat de vente judiciaire visé à l'article 5, l'entité chargée du registre ou une autre autorité compétente d'un État partie, selon le cas et conformément à ses règlements et procédures, mais sans préjudice de l'article 6 :

a) Radie du registre toute hypothèque ou tout « mortgage » et tout droit inscrit grevant le navire qui avaient été inscrits avant la conclusion de la vente judiciaire ;

b) Radie le navire du registre et délivre un certificat de radiation pour qu'une nouvelle immatriculation soit prise ;

c) Immatricule le navire au nom de l'acquéreur ou de l'acquéreur subséquent, à condition également que le navire et la personne au nom de laquelle il doit être immatriculé respectent les exigences de la loi de l'État d'immatriculation ;

d) Actualise le registre en s'appuyant sur toute autre indication pertinente figurant dans le certificat de vente judiciaire.

2. À la demande de l'acquéreur ou de l'acquéreur subséquent et sur production du certificat de vente judiciaire visé à l'article 5, l'entité chargée du registre ou une autre autorité compétente d'un État partie où le navire est inscrit au registre des affrètements coque nue radie le navire du registre des affrètements coque nue et délivre un certificat de radiation.

3. Si le certificat de vente judiciaire n'est pas délivré dans une langue officielle de l'entité chargée du registre ou d'une autre autorité compétente, cette dernière peut demander à l'acquéreur ou à l'acquéreur subséquent de produire une traduction certifiée dans une telle langue officielle.

4. Le l'entité chargée du registre ou une autre autorité compétente peut également demander à l'acquéreur ou à l'acquéreur subséquent de produire une copie certifiée conforme du certificat de vente judiciaire pour ses archives.

5. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas si un tribunal dans l'État de l'entité chargée du registre ou d'une autre autorité compétente décide, en vertu de l'article 10, que les effets de la vente judiciaire prévus à l'article 6 seraient manifestement contraires à l'ordre public de cet État.

Article 8. Impossibilité de saisir le navire à titre conservatoire

1. Si un tribunal ou une autre autorité judiciaire d'un État partie est saisi d'une demande tendant au prononcé de la saisie conservatoire ou de toute autre mesure similaire à l'encontre d'un navire au titre d'une créance née avant une vente judiciaire de ce navire, ce tribunal ou cette autorité, sur production du certificat de vente judiciaire visé à l'article 5, rejette la demande.

2. Si un navire fait l'objet d'une saisie conservatoire ou d'une mesure similaire ordonnée par un tribunal ou une autre autorité judiciaire d'un État partie au titre d'une créance née avant une vente judiciaire du navire, ce tribunal ou cette autorité, sur production du certificat de vente judiciaire visé à l'article 5, ordonne la mainlevée de la saisie ou de la mesure.

3. Si le certificat de vente judiciaire n'est pas délivré dans une langue officielle du tribunal ou d'une autre autorité judiciaire, ce dernier ou cette dernière peut demander à la personne qui produit le certificat de produire une traduction certifiée dans une telle langue officielle.

4. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas si le tribunal ou une autre autorité judiciaire décide que le rejet de la demande ou l'ordonnance de mainlevée, selon le cas, serait manifestement contraire à l'ordre public de cet État.

Article 9. Compétence pour annuler et suspendre une vente judiciaire

1. Les tribunaux de l'État de la vente judiciaire ont une compétence exclusive pour connaître de toute demande visant à annuler la vente judiciaire d'un navire réalisée dans cet État qui confère un titre libre de tout droit sur le navire ou à en suspendre les effets, compétence qui s'étend à toute demande visant à contester la délivrance du certificat de vente judiciaire visé à l'article 5.
2. Les tribunaux d'un État partie déclinent leur compétence en ce qui concerne toute demande visant à annuler la vente judiciaire d'un navire réalisée dans un autre État partie qui confère un titre libre de tout droit sur le navire ou à en suspendre les effets.
3. L'État de la vente judiciaire exige que la décision d'un tribunal prononçant l'annulation ou la suspension des effets d'une vente judiciaire pour laquelle un certificat a été délivré conformément au paragraphe 1 de l'article 5 soit transmise dans les meilleurs délais à la personne responsable du répertoire visée à l'article 11 pour publication.

Article 10. Causes privant d'effet international une vente judiciaire

La vente judiciaire d'un navire ne produit pas les effets prévus à l'article 6 dans un État partie autre que l'État de la vente judiciaire si un tribunal de l'autre État partie décide que ces effets seraient manifestement contraires à l'ordre public de cet autre État partie.

Article 11. Répertoire

1. La personne responsable du répertoire est le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale ou une institution désignée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.
2. Dès réception d'une notification de vente judiciaire transmise conformément au paragraphe 5 de l'article 4, d'un certificat de vente judiciaire transmis conformément au paragraphe 3 de l'article 5 ou d'une décision transmise conformément au paragraphe 3 de l'article 9, la personne responsable du répertoire les met à la disposition du public en temps utile, sous la forme et dans la langue dans lesquelles elle les reçoit.
3. La personne responsable du répertoire peut également recevoir une notification de vente judiciaire émanant d'un État qui a ratifié, accepté ou approuvé la présente Convention, ou qui y a adhéré, et à l'égard duquel celle-ci n'est pas encore entrée en vigueur, et peut la mettre à la disposition du public.

Article 12. Communication entre autorités des États Parties

1. Aux fins de la présente Convention, les autorités des États Parties sont habilitées à correspondre directement entre elles.
2. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à l'application des accords internationaux d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale qui peuvent exister entre les États parties.

Article 13. Relation avec d'autres conventions internationales

1. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte à l'application de la Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure (1965) et de son protocole n° 2 relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure, y compris tout futur amendement à cette convention ou à ce protocole.
2. Sans préjudice du paragraphe 4 de l'article 4, entre les États parties à la présente Convention qui sont également parties à la Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou

commerciale (1965), la notification de la vente judiciaire peut être transmise à l'étranger par des voies autres que celles prévues dans cette convention.

Article 14. Autres fondements pour conférer des effets internationaux

Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un État de donner effet à une vente judiciaire d'un navire réalisée dans un autre État en vertu d'un autre accord international ou de la loi applicable.

Article 15. Questions non régies par la Convention

1. Aucune disposition de la présente Convention n'a d'incidence sur :
 - a) La procédure de répartition du produit d'une vente judiciaire ou l'ordre de priorité de cette répartition ; ou
 - b) Une créance personnelle à l'encontre d'une personne qui était propriétaire du navire ou qui détenait des droits de propriété sur celui-ci avant la vente judiciaire.
2. En outre, la présente Convention ne régit pas les effets, prévus par la loi applicable, d'une décision rendue par un tribunal exerçant sa compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 9.

Article 16. Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

Article 17. Signature, ratification, acceptation, approbation, adhésion

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États à [Beijing], le [...], et, par la suite, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.
2. La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires.
3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les États qui ne sont pas signataires à partir de la date à laquelle elle est ouverte à la signature.
4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

Article 18. Participation d'organisations régionales d'intégration économique

1. Une organisation régionale d'intégration économique constituée d'États souverains et ayant compétence pour certaines questions régies par la présente Convention peut, elle aussi, signer, ratifier, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, elle a les droits et les obligations d'un État partie, dans la mesure où elle a compétence pour les questions régies par la présente Convention. Aux fins des articles 21 et 22, un instrument déposé par une organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté en plus de ceux déposés par ses États membres.
2. L'organisation régionale d'intégration économique effectue une déclaration précisant les questions régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres lui ont transféré compétence. Elle notifie dans les meilleurs délais au dépositaire toute modification de la répartition des compétences précisée dans la déclaration effectuée au titre du présent paragraphe, y compris les nouveaux transferts de compétence.
3. Toute référence à « État », « États », « État partie » ou « États parties » dans la présente Convention s'applique également à une organisation régionale d'intégration économique, lorsque le contexte le requiert.

4. La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application des règles d'une organisation régionale d'intégration économique, que ces règles aient été adoptées avant ou après la présente Convention :

a) En ce qui a trait à la transmission d'une notification de vente judiciaire entre les États membres d'une telle organisation ; ou

b) En ce qui a trait aux règles de compétence applicables entre les États membres d'une telle organisation.

Article 19. Systèmes juridiques non unifiés

1. S'il comprend deux unités territoriales ou plus dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux questions traitées dans la présente Convention, un État peut déclarer que la présente Convention s'applique à l'ensemble de ses unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles.

2. Les déclarations faites en vertu du présent article désignent expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du paragraphe 1, la présente Convention s'applique à toutes les unités territoriales de cet État.

4. Au regard d'un État comprenant deux unités territoriales ou plus dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux questions traitées dans la présente Convention :

a) Toute référence à la loi, aux règlements ou aux procédures de l'État vise, le cas échéant, la loi, les règlements ou les procédures en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

b) Toute référence à l'autorité de l'État vise, le cas échéant, l'autorité de l'unité territoriale considérée.

Article 20. Procédure et effets des déclarations

1. Les déclarations visées au paragraphe 2 de l'article 18 et au paragraphe 1 de l'article 19 sont faites au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion. Les déclarations faites lors de la signature sont sujettes à confirmation lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation.

2. Les déclarations et leur confirmation sont faites par écrit et formellement notifiées au depositaire.

3. Les déclarations prennent effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'État concerné.

4. Tout État qui fait une déclaration en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 et du paragraphe 1 de l'article 19 peut à tout moment la modifier ou la retirer par notification formelle adressée par écrit au depositaire. La modification ou le retrait prend effet 180 jours après la date de réception de la notification par le depositaire. Si le depositaire reçoit la notification de modification ou de retrait avant l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'État concerné, la modification ou le retrait prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet État.

Article 21. Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur 180 jours après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Lorsqu'un État ratifie, accepte ou approuve la présente Convention, ou y adhère, après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur à l'égard de cet État 180 jours après la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. La présente Convention ne s'applique qu'aux ventes judiciaires ordonnées ou approuvées après son entrée en vigueur à l'égard de l'État de la vente judiciaire.

Article 22. Amendement

1. Tout État partie peut proposer un amendement à la présente Convention en le soumettant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci communique alors la proposition d'amendement aux États parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les 120 jours qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États Parties se prononcent en faveur de la tenue d'une telle conférence, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.
2. La conférence des États parties n'épargne aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout amendement. Si tous les efforts en ce sens sont épuisés sans qu'un consensus soit trouvé, il faut, en dernier recours, pour que l'amendement soit adopté, un vote à la majorité des deux tiers des États parties présents à la conférence et exprimant leur vote. Aux fins du présent paragraphe, le vote d'une organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté.
3. Un amendement adopté est soumis par le dépositaire à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de tous les États parties.
4. Un amendement adopté entre en vigueur 180 jours après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un amendement entré en vigueur a force obligatoire à l'égard des États parties qui ont exprimé leur consentement à être liés par lui.
5. Lorsqu'un État Partie ratifie, accepte ou approuve un amendement après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, cet amendement entre en vigueur à l'égard de cet État partie 180 jours après la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23. Dénonciation

1. Un État partie peut dénoncer la présente Convention par une notification formelle adressée par écrit au dépositaire. La dénonciation peut se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.
 2. La dénonciation prend effet 365 jours après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prend effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire. La présente Convention continue de s'appliquer à une vente judiciaire pour laquelle un certificat de vente judiciaire visé à l'article 5 a été délivré avant que la dénonciation n'ait pris effet.
- FAIT à [Beijing], le [...], en un seul original, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi.

Annexe I

Informations minimales devant figurer dans la notification de la vente judiciaire

1. Déclaration indiquant que la notification de la vente judiciaire est adressée aux fins de la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires
2. Nom de l'État de la vente judiciaire
3. Tribunal ou autre autorité publique ordonnant, approuvant ou confirmant la vente judiciaire
4. Numéro de référence ou autre identifiant de la procédure de vente judiciaire
5. Nom du navire
6. Registre
7. Numéro OMI
8. *(En l'absence de numéro OMI)* Autres informations permettant d'identifier le navire
9. Nom du propriétaire
10. Adresse ou lieu de résidence ou établissement principal du propriétaire
11. *(Dans le cas d'une vente judiciaire par voie d'enchères publiques)* Date, heure et lieu prévus des enchères publiques
12. *(Dans le cas d'une vente judiciaire au moyen d'une transaction de gré à gré)* Toute information pertinente concernant la vente judiciaire, notamment le délai, conformément à la décision du tribunal ou d'une autre autorité publique
13. Déclaration confirmant que la vente judiciaire confèrera un titre libre de tout droit sur le navire ou, si l'on ne sait pas si la vente judiciaire confèrera un titre libre de tout droit, déclaration précisant les circonstances dans lesquelles la vente judiciaire ne confèrerait pas un tel titre
14. Autres informations requises par la loi de l'État de la vente judiciaire, notamment toute information jugée nécessaire pour protéger les intérêts de la personne recevant la notification

Annexe II

Modèle de certificat de vente judiciaire

Délivré conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires

Il est certifié que :

a) Le navire décrit ci-dessous a été vendu par voie de vente judiciaire conformément aux exigences prévues par la loi de l'État de la vente judiciaire et aux exigences de la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires ; et

b) La vente judiciaire a conféré à l'acquéreur un titre libre de tout droit sur le navire.

1. État de la vente judiciaire

2. Autorité délivrant le présent certificat

2.1 Nom

2.2 Adresse

2.3 Téléphone/télécopie/
courriel, si connus

3. Vente judiciaire

3.1 Nom du tribunal ou de
toute autre autorité
publique ayant réalisé la
vente judiciaire

3.2 Date de la vente judiciaire

4. Navire

4.1 Nom

4.2 Registre

4.3 Numéro de l'Organisation
maritime internationale
(OMI)

4.4 *(En l'absence de numéro
OMI) Autres informations* *(Veuillez joindre toutes photos au
permettant d'identifier le* *certificat)*
navire

5. Personne propriétaire immédiatement avant la vente judiciaire

5.1 Nom

5.2 Adresse ou lieu de
résidence ou établissement
principal

6. Acquéreur

6.1 Nom

6.2 Adresse ou lieu de
résidence ou établissement
principalÀ.....
(lieu)le
(date).....
Signature et/ou cachet de l'autorité
de délivrance ou un autre élément propre
à l'authenticité du certificat

Annexe II

Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance

Chapitre premier. Dispositions générales

Article premier. Définitions

Aux fins de la présente Loi :

- a) Par « attribut », on entend un élément d'information ou de donnée associé à une personne ;
- b) Par « message de données », on entend l'information créée, transmise, reçue ou conservée par des moyens électroniques, magnétiques ou optiques ou des moyens analogues ;
- c) Par « identification électronique », dans le cadre des services de gestion de l'identité, on entend un processus utilisé pour obtenir une garantie suffisante du lien unissant une personne à une identité ;
- d) Par « identité », on entend un ensemble d'attributs qui permet à une personne d'être identifiée de manière unique dans un contexte particulier ;
- e) Par « justificatifs d'identité », on entend les données, ou l'objet matériel sur lequel elles peuvent se trouver, qu'une personne peut présenter à des fins d'identification électronique ;
- f) Par « services de gestion de l'identité », on entend des services consistant à gérer la confirmation d'identité et l'identification électronique ;
- g) Par « prestataire de services de gestion de l'identité », on entend la personne qui conclut un accord avec un abonné en vue de la fourniture de tels services ;
- h) Par « système de gestion de l'identité », on entend un ensemble de fonctions et de fonctionnalités permettant de gérer la confirmation d'identité et l'identification électronique ;
- i) Par « confirmation d'identité », on entend le processus consistant à réunir, à vérifier et à valider suffisamment d'attributs pour établir et confirmer l'identité d'une personne dans un contexte particulier ;
- j) Par « partie utilisatrice », on entend une personne qui agit sur la base du résultat d'un service de gestion de l'identité ou d'un service de confiance ;
- k) Par « abonné », on entend une personne qui conclut un accord avec un prestataire de services de gestion de l'identité ou un prestataire de services de confiance en vue de la fourniture de tels services ;
- l) Par « service de confiance », on entend un service électronique qui garantit certaines qualités d'un message de données et comprend les méthodes utilisées pour créer et gérer les signatures électroniques, les cachets électroniques, les horodatages électroniques, l'authentification de site Web, l'archivage électronique et les services d'envoi recommandé électroniques ;
- m) Par « prestataire de services de confiance », on entend la personne qui conclut un accord avec un abonné en vue de la fourniture de tels services.

Article 2. Champ d'application

1. La présente Loi s'applique à l'utilisation et à la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance dans le cadre d'activités commerciales et de services touchant au commerce.
2. Aucune disposition de la présente Loi n'exige l'identification d'une personne.
3. Aucune disposition de la présente Loi n'a d'incidence sur une exigence légale selon laquelle une personne doit être identifiée ou un service de confiance être utilisé suivant une procédure définie ou prescrite par la loi.
4. Rien dans la présente Loi, en dehors de ce qui y est disposé, n'a d'incidence sur l'application aux services de gestion de l'identité ou aux services de confiance de toute loi applicable à la protection et à la confidentialité des données.

Article 3. Caractère volontaire de l'utilisation des services de gestion de l'identité et des services de confiance

1. Aucune disposition de la présente Loi n'oblige une personne à utiliser un service de gestion de l'identité ou un service de confiance, ou à utiliser un service de gestion de l'identité ou un service de confiance particulier, sans son consentement.
2. Aux fins du paragraphe 1, le consentement peut être déduit du comportement de la personne.

Article 4. Interprétation

1. Pour l'interprétation de la présente Loi, il est tenu compte de son origine internationale et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.
2. Les questions concernant les matières régies par la présente Loi qui ne sont pas expressément réglées par elle sont tranchées selon les principes généraux dont elle s'inspire.

Chapitre II. Gestion de l'identité

Article 5. Reconnaissance juridique de la gestion de l'identité

Sous réserve du paragraphe 3 de l'article 2, le résultat de l'identification électronique n'est pas privé de ses effets juridiques, de sa validité, de sa force exécutoire ou de sa recevabilité comme preuve au seul motif que :

- a) La confirmation d'identité et l'identification électronique se font sous forme électronique ; ou
- b) Le système de gestion de l'identité n'est pas désigné conformément à l'article 11.

Article 6. Obligations incombant aux prestataires de services de gestion de l'identité

Le prestataire de services de gestion de l'identité est tenu, au minimum :

- a) D'avoir en place des règles, politiques et pratiques de fonctionnement adaptées à l'objet et à la conception du système de gestion de l'identité, pour répondre, au minimum, aux exigences s'agissant :
 - i) D'inscrire les personnes, en ayant notamment soin :
 - a. De collecter et d'enregistrer les attributs ;
 - b. De confirmer et de vérifier l'identité ; et
 - c. D'attacher les justificatifs d'identité à la personne ;

- ii) De mettre à jour les attributs ;
- iii) De gérer les justificatifs d'identité, en ayant notamment soin :
 - a. D'émettre, de délivrer et d'activer les justificatifs ;
 - b. De suspendre, de révoquer et de réactiver les justificatifs ; et
 - c. De renouveler et de remplacer les justificatifs ;
- iv) De gérer l'identification électronique des personnes, en ayant notamment soin :
 - a. De gérer les facteurs d'identification électronique ; et
 - b. De gérer les mécanismes d'identification électronique ;
- b) D'agir conformément à ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement, et à toute déclaration qu'il fait à leur égard ;
- c) De garantir la disponibilité en ligne et le bon fonctionnement du système de gestion de l'identité ;
- d) De rendre ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement facilement accessibles aux abonnés, aux parties utilisatrices et aux autres tiers ;
- e) De fournir des moyens facilement accessibles pour permettre à une partie utilisatrice de déterminer, le cas échéant :
 - i) Toute restriction quant aux fins ou à la valeur pour lesquelles le service de gestion de l'identité peut être utilisé ; et
 - ii) Toute restriction quant à l'étendue de la responsabilité stipulée par le prestataire de services de gestion de l'identité ; et
- f) De fournir et mettre à la disposition du public les moyens que l'abonné peut utiliser pour informer le prestataire de services de gestion de l'identité de toute atteinte à la sécurité conformément à l'article 8.

Article 7. Obligations incombant aux prestataires de services de gestion de l'identité en cas de violation des données

1. En cas d'atteinte à la sécurité ou de perte d'intégrité ayant une incidence importante sur le système de gestion de l'identité, notamment sur les attributs qui y sont gérés, le prestataire de services de gestion de l'identité est tenu, conformément à la loi :
 - a) De prendre toutes les mesures raisonnables pour mettre fin à l'atteinte ou à la perte, y compris, le cas échéant, de suspendre le service concerné ou de révoquer les justificatifs d'identité concernés ;
 - b) De remédier à l'atteinte ou à la perte ; et
 - c) De notifier l'atteinte ou la perte.
2. Si une personne lui notifie une atteinte à la sécurité ou une perte d'intégrité, le prestataire de services de gestion de l'identité est tenu :
 - a) D'examiner l'éventuelle atteinte ou perte ; et
 - b) De prendre toute autre mesure appropriée conformément au paragraphe 1.

Article 8. Obligations incombant aux abonnés

L'abonné avise le prestataire de services de gestion de l'identité, en utilisant les moyens mis à sa disposition par celui-ci conformément à l'article 6 ou en utilisant d'une autre manière des moyens raisonnables, si :

- a) Il sait que ses justificatifs d'identité ont été compromis ; ou

- b) Il estime, au regard des circonstances connues de lui, qu'il y a un risque important que ses justificatifs d'identité aient été compromis.

Article 9. Identification d'une personne au moyen de la gestion de l'identité

Sous réserve du paragraphe 3 de l'article 2, lorsque la loi exige l'identification d'une personne à une fin particulière ou prévoit des conséquences en l'absence d'identification, cette exigence est satisfaite dans le cas des services de gestion de l'identité si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 10, est employée pour la confirmation d'identité et l'identification électronique de cette personne à cette fin.

Article 10. Critères de fiabilité pour les services de gestion de l'identité

1. Aux fins de l'article 9, la méthode :
 - a) Est suffisamment fiable au regard de l'objet pour lequel le service de gestion de l'identité est utilisé ; ou
 - b) Est réputée suffisamment fiable s'il a été démontré dans les faits, par ou devant un tribunal ou un organe décisionnel compétent, qu'elle a, par elle-même ou avec d'autres preuves, rempli la fonction décrite à l'article 9.
2. Pour déterminer la fiabilité de la méthode, toutes les circonstances pertinentes sont prises en considération, notamment :
 - a) Le respect, par le prestataire de services de gestion de l'identité, des obligations énoncées à l'article 6 ;
 - b) La conformité des règles, politiques et pratiques de fonctionnement du prestataire de services de gestion de l'identité aux normes et procédures internationalement reconnues applicables qui sont pertinentes pour la fourniture de tels services, notamment au cadre relatif aux niveaux de garantie, en particulier aux règles relatives à :
 - i) La gouvernance ;
 - ii) La publication d'avis et les informations relatives aux utilisateurs ;
 - iii) La gestion de la sécurité de l'information ;
 - iv) La conservation des documents ;
 - v) Les installations et le personnel ;
 - vi) Les contrôles techniques ; et
 - vii) Le contrôle et l'audit ;
 - c) Toute supervision ou toute certification fournie concernant le service de gestion de l'identité ;
 - d) Tout niveau pertinent de garantie de la méthode utilisée ;
 - e) La fin à laquelle l'identification est utilisée ; et
 - f) Toute convention pertinente conclue entre les parties, y compris toute limite fixée en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de gestion de l'identité peut être utilisé.
3. Pour déterminer la fiabilité de la méthode, il n'est pas tenu compte :
 - a) Du lieu où le service de gestion de l'identité est fourni ; ou
 - b) Du lieu où se trouve l'établissement du prestataire de services de gestion de l'identité.
4. Une méthode utilisée par un service de gestion de l'identité désigné conformément à l'article 11 est présumée fiable.

5. Le paragraphe 4 ne limite pas la capacité d'une personne :
 - a) D'établir par tout autre moyen la fiabilité d'une méthode ; ou
 - b) D'apporter des preuves de la non-fiabilité d'une méthode utilisée par un service de gestion de l'identité désigné conformément à l'article 11.

Article 11. Désignation de services de gestion de l'identité fiables

1. [Toute personne, tout organe ou toute autorité, de droit public ou privé, indiqué(e) par l'État adoptant comme compétent(e) en la matière] peut désigner les services de gestion de l'identité qui sont présumés fiables.
2. [La personne, l'organe ou l'autorité, de droit public ou privé, indiqué(e) par l'État adoptant comme compétent(e) en la matière] est tenu(e) :
 - a) De prendre en considération toutes les circonstances pertinentes, y compris les facteurs énumérés à l'article 10, pour désigner un service de gestion de l'identité ; et
 - b) De publier une liste des services de gestion de l'identité désignés, en mentionnant notamment les coordonnées des prestataires de tels services.
3. Toute désignation effectuée en vertu du paragraphe 1 doit être conforme aux normes et procédures internationalement reconnues qui sont pertinentes pour l'exécution du processus de désignation, notamment au cadre relatif aux niveaux de garantie.
4. Pour désigner un service de gestion de l'identité, il n'est pas tenu compte :
 - a) Du lieu où le service de gestion de l'identité est fourni ; ou
 - b) Du lieu où se trouve l'établissement du prestataire de services de gestion de l'identité.

Article 12. Responsabilité des prestataires de services de gestion de l'identité

1. Le prestataire de services de gestion de l'identité est tenu responsable des pertes causées à l'abonné ou à la partie utilisatrice en raison d'un manquement aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 6 et 7.
2. Le paragraphe 1 s'applique conformément aux règles prévues par la loi en matière de responsabilité et est sans préjudice :
 - a) De tout autre fondement de la responsabilité prévu par la loi, y compris la responsabilité pour non-respect des obligations contractuelles ; ou
 - b) De toute autre conséquence juridique découlant d'un manquement du prestataire de services de gestion de l'identité aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente Loi.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, le prestataire de services de gestion de l'identité n'est pas responsable envers l'abonné des pertes découlant de l'utilisation d'un tel service dans la mesure où :
 - a) Cette utilisation dépasse les limites fixées en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de gestion de l'identité est utilisé ; et
 - b) Ces limites sont contenues dans l'accord conclu entre le prestataire de services de gestion de l'identité et l'abonné.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, le prestataire de services de gestion de l'identité n'est pas responsable envers la partie utilisatrice des pertes découlant de l'utilisation d'un tel service dans la mesure où :

a) Cette utilisation dépasse les limites fixées en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de gestion de l'identité est utilisé ; et

b) Le prestataire de services de gestion de l'identité s'est acquitté des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 6 e) en ce qui concerne cette transaction.

Chapitre III. Services de confiance

Article 13. Reconnaissance juridique des services de confiance

Le résultat de l'utilisation d'un service de confiance n'est pas privé de ses effets juridiques, de sa validité, de sa force exécutoire ou de sa recevabilité comme preuve au seul motif que :

a) Il se présente sous forme électronique ; ou

b) Le service de confiance n'est pas désigné conformément à l'article 23.

Article 14. Obligations incombant aux prestataires de services de confiance

1. Le prestataire de services de confiance est tenu, au minimum :

a) D'avoir en place des règles, politiques et pratiques de fonctionnement, notamment un plan visant à assurer la continuité en cas de cessation d'activité, adaptées à l'objet et à la conception du service de confiance ;

b) D'agir conformément à ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement, et à toute déclaration qu'il fait à leur égard ;

c) De rendre ses règles, politiques et pratiques de fonctionnement facilement accessibles aux abonnés, aux parties utilisatrices et aux autres tiers ;

d) De fournir et mettre à la disposition du public les moyens que l'abonné peut utiliser pour informer le prestataire de services de confiance de toute atteinte à la sécurité conformément à l'article 15 ; et

e) De fournir des moyens facilement accessibles pour permettre à une partie utilisatrice de déterminer, le cas échéant :

i) Toute restriction quant aux fins ou à la valeur pour lesquelles le service de confiance peut être utilisé ; et

ii) Toute restriction quant à l'étendue de la responsabilité stipulée par le prestataire de services de confiance.

2. En cas d'atteinte à la sécurité ou de perte d'intégrité ayant une incidence importante sur un service de confiance, le prestataire de ce service est tenu, conformément à la loi :

a) De prendre toutes les mesures raisonnables pour mettre fin à l'atteinte ou à la perte, y compris, le cas échéant, de suspendre ou de révoquer le service concerné ;

b) De remédier à l'atteinte ou à la perte ; et

c) De notifier l'atteinte ou la perte.

Article 15. Obligations incombant aux abonnés

L'abonné avise le prestataire de services de confiance, en utilisant les moyens mis à sa disposition par celui-ci conformément au paragraphe 1 de l'article 14 ou en utilisant d'une autre manière des moyens raisonnables, si :

- a) Il sait que les données ou les moyens qu'il a utilisés pour accéder au service de confiance et l'utiliser ont été compromis ; ou
- b) Il estime, au regard des circonstances connues de lui, qu'il y a un risque important que le service de confiance ait été compromis.

Article 16. Signatures électroniques

Lorsque la loi exige la signature d'une personne, ou prévoit des conséquences en l'absence de signature, cette exigence est satisfaite dans le cas d'un message de données si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

- a) Identifier la personne ; et
- b) Indiquer la volonté de cette personne concernant l'information contenue dans le message de données.

Article 17. Cachets électroniques

Lorsque la loi exige qu'une personne morale appose un cachet, ou prévoit des conséquences en l'absence de cachet, cette exigence est satisfaite dans le cas d'un message de données si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

- a) Fournir une garantie fiable de l'origine du message de données ; et
- b) Détecter toute altération du message de données après la date et l'heure de l'apposition du cachet, exception faite de l'ajout de tout endossement et de toute modification intervenant dans le cours normal de la communication, du stockage et de l'affichage.

Article 18. Horodatages électroniques

Lorsque la loi exige que des documents, documents d'activité, informations ou données soient accompagnés d'une indication de date et d'heure, ou prévoit des conséquences en l'absence de date et d'heure, cette exigence est satisfaite dans le cas d'un message de données si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

- a) Indiquer la date et l'heure, en précisant notamment le fuseau horaire ; et
- b) Associer au message de données la date et l'heure indiquées.

Article 19. Archivage électronique

Lorsque la loi exige que des documents, documents d'activité ou informations soient conservés, ou prévoit des conséquences en l'absence de leur conservation, cette exigence est satisfaite dans le cas d'un message de données si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

- a) Rendre l'information contenue dans ce message accessible pour être consultée ultérieurement ;
- b) Indiquer la date et l'heure de l'archivage et associer au message de données la date et l'heure indiquées ;
- c) Conserver le message de données dans le format sous lequel il a été créé, transmis ou reçu, ou dans un autre format dont il peut être démontré qu'il permet de détecter toute altération du message après cette date et cette heure, exception faite de

l'ajout de tout endossement et de toute modification intervenant dans le cours normal de la communication, du stockage et de l'affichage ; et

d) Conserver les informations qui permettent de déterminer l'origine et la destination du message de données, ainsi que les indications de date et d'heure de la transmission ou de la réception, si elles existent.

Article 20. Services d'envoi recommandé électroniques

Lorsque la loi exige que des documents, documents d'activité ou informations soient envoyés par courrier recommandé ou au moyen d'un service similaire, ou prévoit des conséquences en l'absence de leur remise, cette exigence est satisfaite dans le cas d'un message de données si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

a) Indiquer la date et l'heure auxquelles le message de données a été reçu pour envoi et la date et l'heure auxquelles il a été remis ;

b) Détecter toute modification du message de données entre la date et l'heure auxquelles le message de données a été reçu pour envoi et la date et l'heure auxquelles il a été remis, exception faite de l'ajout de tout endossement ou de toute information requis par le présent article, et de toute modification intervenant dans le cours normal de la communication, du stockage et de l'affichage ; et

c) Identifier l'expéditeur et le destinataire.

Article 21. Authentification de site Web

Lorsque la loi exige l'authentification du site Web, ou prévoit des conséquences en l'absence d'authentification, cette exigence est satisfaite si une méthode fiable, conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 22, est employée pour :

a) Identifier la personne qui détient le nom de domaine du site Web ; et

b) Associer cette personne au site Web.

Article 22. Critères de fiabilité pour les services de confiance

1. Aux fins des articles 16 à 21, la méthode :

a) Est suffisamment fiable au regard de l'objet pour lequel le service de confiance est utilisé ; ou

b) Est réputée suffisamment fiable s'il a été démontré dans les faits, par ou devant un tribunal ou un organe décisionnel compétent, qu'elle a, par elle-même ou avec d'autres preuves, rempli les fonctions décrites dans l'article.

2. Pour déterminer la fiabilité de la méthode, toutes les circonstances pertinentes sont prises en considération, notamment :

a) Le respect, par le prestataire de services de confiance, des obligations énoncées à l'article 14 ;

b) La conformité des règles, politiques et pratiques de fonctionnement du prestataire de services de confiance aux normes et procédures internationalement reconnues applicables qui sont pertinentes pour la fourniture de tels services ;

c) Tout niveau pertinent de fiabilité de la méthode utilisée ;

d) Toute norme sectorielle applicable ;

e) La sûreté du matériel et des logiciels ;

f) Les ressources financières et humaines, y compris l'existence d'avoirs ;

g) La régularité et l'étendue des audits réalisés par un organisme indépendant ;

h) L'existence d'une déclaration faite par un organisme de supervision, un organisme d'accréditation ou un programme volontaire concernant la fiabilité de la méthode ;

i) La fin à laquelle le service de confiance est utilisé ; et

j) Toute convention pertinente conclue entre les parties, y compris toute limite fixée en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de confiance peut être utilisé.

3. Pour déterminer la fiabilité de la méthode, il n'est pas tenu compte :

a) Du lieu où le service de confiance est fourni ; ou

b) Du lieu où se trouve l'établissement du prestataire de services de confiance.

4. Une méthode utilisée par un service de confiance désigné conformément à l'article 23 est présumée fiable.

5. Le paragraphe 4 ne limite pas la capacité d'une personne :

a) D'établir par tout autre moyen la fiabilité d'une méthode ; ou

b) D'apporter des preuves de la non-fiabilité d'une méthode utilisée par un service de confiance désigné conformément à l'article 23.

Article 23. Désignation de services de confiance fiables

1. [Toute personne, tout organe ou toute autorité, de droit public ou privé, indiqué(e) par l'État adoptant comme compétent(e) en la matière] peut désigner les services de confiance qui sont présumés fiables.

2. [La personne, l'organe ou l'autorité, de droit public ou privé, indiqué(e) par l'État adoptant comme compétent(e) en la matière] est tenu(e) :

a) De prendre en considération toutes les circonstances pertinentes, y compris les facteurs énumérés à l'article 22, pour désigner un service de confiance ; et

b) De publier une liste des services de confiance désignés, en mentionnant notamment les coordonnées des prestataires de tels services.

3. Toute désignation effectuée en vertu du paragraphe 1 doit être conforme aux normes et procédures internationalement reconnues qui sont pertinentes pour l'exécution du processus de désignation.

4. Pour désigner un service de confiance, il n'est pas tenu compte :

a) Du lieu où le service de confiance est fourni ; ou

b) Du lieu où se trouve l'établissement du prestataire de services de confiance.

Article 24. Responsabilité des prestataires de services de confiance

1. Le prestataire de services de confiance est tenu responsable des pertes causées à l'abonné ou à la partie utilisatrice en raison d'un manquement aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14.

2. Le paragraphe 1 s'applique conformément aux règles prévues par la loi en matière de responsabilité et est sans préjudice :

a) De tout autre fondement de la responsabilité prévu par la loi, y compris la responsabilité pour non-respect des obligations contractuelles ; ou

b) De toute autre conséquence juridique découlant d'un manquement du prestataire de services de confiance aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente Loi.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, le prestataire de services de confiance n'est pas responsable envers l'abonné des pertes découlant de l'utilisation d'un tel service dans la mesure où :

a) Cette utilisation dépasse les limites fixées en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de confiance est utilisé ; et

b) Ces limites sont contenues dans l'accord conclu entre le prestataire de services de confiance et l'abonné.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, le prestataire de services de confiance n'est pas responsable envers la partie utilisatrice des pertes découlant de l'utilisation d'un tel service dans la mesure où :

a) Cette utilisation dépasse les limites fixées en ce qui concerne l'objet ou la valeur des transactions pour lesquelles le service de confiance est utilisé ; et

b) Le prestataire de services de confiance s'est acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du paragraphe 1 e) de l'article 14 en ce qui concerne cette transaction.

Chapitre IV. Reconnaissance internationale

Article 25. Reconnaissance internationale de l'identification électronique

1. Le résultat de l'identification électronique fournie en dehors de [l'État adoptant] a les mêmes effets juridiques dans cet État que l'identification électronique fournie dans [l'État adoptant], à condition que la méthode utilisée par le système de gestion de l'identité, le service de gestion de l'identité ou le justificatif d'identité, selon le cas, offre :

a) Un niveau de garantie au moins équivalent, lorsque les niveaux de garantie reconnus par ces États sont identiques ; ou

b) Un niveau de garantie substantiellement équivalent ou supérieur, dans tous les autres cas.

2. Pour déterminer si les exigences du paragraphe 1 sont satisfaites, il est tenu compte des normes internationalement reconnues.

3. Le système de gestion de l'identité, le service de gestion de l'identité ou le justificatif d'identité est présumé satisfaire aux exigences du paragraphe 1 si [la personne, l'organe ou l'autorité indiqué(e) par l'État adoptant conformément à l'article 11] a déterminé l'équivalence, en tenant compte du paragraphe 2 de l'article 10.

Article 26. Reconnaissance internationale du résultat découlant de l'utilisation d'un service de confiance

1. Le résultat découlant de l'utilisation d'un service de confiance fourni en dehors de [l'État adoptant] a les mêmes effets juridiques dans cet État que le résultat découlant de l'utilisation d'un tel service qui serait fourni dans [l'État adoptant], à condition que la méthode utilisée par ce service offre :

a) Un niveau de fiabilité au moins équivalent, lorsque les niveaux de fiabilité reconnus par ces États sont identiques ; ou

b) Un niveau de fiabilité substantiellement équivalent ou supérieur, dans tous les autres cas.

2. Pour déterminer si les exigences du paragraphe 1 sont satisfaites, il est tenu compte des normes internationalement reconnues.

3. Le service de confiance est présumé satisfaire aux exigences du paragraphe 1 si [la personne, l'organe ou l'autorité indiqué(e) par l'État adoptant conformément à

l'article 23] a déterminé l'équivalence, en tenant compte du paragraphe 2 de l'article 22.

Article 27. Coopération

[La personne, l'organe ou l'autorité indiqué(e) par l'État adoptant comme compétent(e) en la matière] peut coopérer avec des entités étrangères en échangeant des informations, des données d'expérience et des bonnes pratiques ayant trait à la gestion de l'identité et aux services de confiance, notamment en ce qui concerne :

- a) La reconnaissance des effets juridiques de systèmes de gestion de l'identité et de services de confiance étrangers, qu'elle soit accordée unilatéralement ou d'un commun accord ;
- b) La désignation de systèmes de gestion de l'identité et de services de confiance ; et
- c) La définition de niveaux de garantie pour les systèmes de gestion de l'identité et de niveaux de fiabilité pour les services de confiance.

Annexe III

Recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)

I. Introduction

A. Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)

1. Le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) (le « Règlement ») offre un ensemble complet de règles de procédure dont les parties peuvent convenir pour la conduite d'une procédure de médiation découlant de leur relation. Il couvre tous les aspects du processus de médiation : il définit le moment où la médiation est réputée avoir débuté ou pris fin, traite de la nomination et du rôle des médiateurs, et décrit la conduite générale de la médiation. En outre, une clause de médiation type est jointe au Règlement.
2. Le Règlement est le fruit d'une révision du Règlement de conciliation de la CNUDCI (1980) qui visait à assurer la cohérence voulue avec les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (la « Convention de Singapour sur la médiation ») et de la Loi type de la CNUDCI sur la médiation commerciale internationale et les accords de règlement internationaux issus de la médiation (2018) (la « Loi type de 2018 sur la médiation »), instruments dont la Commission avait établi la version finale à sa cinquante et unième session, en 2018¹. Il a également été jugé opportun de réviser le Règlement de conciliation au vu des évolutions survenues dans le domaine de la médiation depuis 1980, y compris le développement de la médiation judiciaire².
3. Jusqu'en 2018, la CNUDCI utilisait avant tout le terme « conciliation », étant entendu que les termes « conciliation » et « médiation » étaient interchangeable. Lorsqu'elle a élaboré la Convention de Singapour sur la médiation et la Loi type de 2018 sur la médiation, la Commission a décidé d'utiliser le terme « médiation » afin d'adapter la terminologie à la pratique en vigueur et dans l'attente que ce terme facilite la promotion et renforce la visibilité des instruments élaborés par la CNUDCI dans le domaine de la médiation. Ce changement terminologique n'est pas censé avoir une quelconque incidence sur les plans matériel ou conceptuel³.

B. Objet des recommandations

4. Les présentes recommandations visent à informer et à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés (désignés ci-après par le terme général « institutions ») qui envisagent d'utiliser le Règlement dans le contexte institutionnel. Plus précisément, les institutions peuvent :
 - a) Se servir du Règlement comme modèle pour élaborer leur propre règlement de médiation, et ce à différents degrés, de l'utilisation comme source d'inspiration à l'adoption de l'ensemble des dispositions (voir chapitre II ci-dessous) ;
 - b) Proposer de régler des litiges en vertu du Règlement (ou lorsque les parties leur en font la demande) ou rendre des services administratifs et logistiques lors de médiations ad hoc régies par celui-ci (voir chapitre III ci-dessous) ; ou

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17), par. 246 et 254.

² A/CN.9/1026, par. 5.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 17 (A/73/17), par. 19.

c) Nommer un ou plusieurs médiateurs à la demande des parties, comme le prévoit le Règlement, et conformément à celui-ci (voir chapitre IV ci-dessous).

II. Adoption du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) comme règlement institutionnel

A. Teneur du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)

5. Les institutions élaborant ou révisant leurs règles institutionnelles voudront peut-être envisager de prendre le Règlement comme modèle. Elles devront alors tenir compte des attentes des parties, qui souhaiteront que ces règles institutionnelles suivent fidèlement le texte du Règlement (voir par. 7 et 8 ci-dessous). Le cas échéant, le règlement institutionnel pourrait disposer ce qui suit :

« Le présent [*intitulé du règlement institutionnel de l'institution*] se fonde sur le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). »

6. Cette recommandation de suivre de près le Règlement quant au fond ne signifie pas que la structure, les spécificités nationales, régionales ou territoriales, et les besoins d'une institution donnée ne peuvent pas être pris en compte. Il va de soi que les institutions qui prennent le Règlement pour règlement institutionnel devront se conformer au cadre juridique national et ajouter, supprimer ou modifier certaines de ses dispositions, en ce qui concerne, par exemple, les services administratifs ou les barèmes des frais (voir par. 13 à 16 ci-dessous). En outre, elles voudront peut-être tenir compte des éventuelles modifications indiquées ci-dessous aux paragraphes 9 à 19, qui touchent certaines dispositions du Règlement.

B. Présentation d'ajustements possibles

1. Brève explication

7. Une institution prenant le Règlement comme modèle pour élaborer son propre règlement institutionnel jugera peut-être utile de renvoyer au Règlement et d'indiquer en quoi son règlement s'en écarte. Ce type d'indication pourrait être d'un grand secours aux utilisateurs potentiels du règlement institutionnel, qui devraient sinon se lancer dans une analyse comparative pour découvrir les différences.

8. L'institution voudra peut-être insérer, par exemple après la phrase proposée au paragraphe 5, un texte qui indique précisément quelles dispositions du règlement institutionnel diffèrent de celles du Règlement. En outre, elle voudra peut-être accompagner son règlement d'une brève explication des raisons de ces modifications.

2. Droit des parties d'écarter ou de modifier à tout moment les dispositions du Règlement de médiation de la CNUDCI

9. Le droit des parties de convenir d'écarter ou de modifier à tout moment les dispositions du Règlement, comme prévu au paragraphe 4 de l'article premier, pourrait obliger les institutions à administrer des médiations conformément à des dispositions incompatibles avec leur approche institutionnelle. Elles pourraient donc envisager de modifier le paragraphe 4 de l'article premier, pour qu'il se lise comme suit :

« Les parties peuvent convenir à tout moment, par écrit, et en consultation avec le médiateur lorsqu'il en a été nommé un, d'exclure ou de modifier toute disposition du [*intitulé du règlement institutionnel*]. [*Nom de l'institution*] peut refuser d'administrer des médiations conformément au [*intitulé du règlement institutionnel*] si des modifications convenues par les parties sont incompatibles avec le règlement consensuel des litiges tel qu'[elle][il] l'envisage. »

3. Communication

10. Lorsqu'une institution administre une médiation, la communication initiale entre les parties a souvent lieu par son intermédiaire⁴. Par conséquent, il est recommandé aux institutions d'adapter le paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement, qui traite de l'invitation à la médiation adressée par une partie à l'autre partie. Ce paragraphe pourrait être modifié pour se lire comme suit :

« Si l'invitation à la médiation adressée par une partie à l'autre partie n'est pas acceptée dans les 30 jours de sa date d'envoi par [nom de l'institution] par tout moyen qui atteste sa transmission, ou à l'expiration de tout autre délai spécifié dans l'invitation, la partie ayant adressé l'invitation peut choisir de considérer l'absence de réponse comme une non-acceptation de son invitation. En pareil cas, [nom de l'institution] peut, à la demande d'une des parties, fournir des preuves de cette tentative de médiation. »

4. Renvoi à l'institution pour la nomination du médiateur

11. L'institution peut aider les parties, à leur demande, en recommandant et en sélectionnant un médiateur conformément à son règlement institutionnel. À cette fin, elle devrait modifier les dispositions suivantes du Règlement :

a) Article 3, paragraphe 3 : « Les parties peuvent demander l'assistance de [nom de l'institution] pour nommer le médiateur. » ;

b) Article 3, chapeau du paragraphe 4 : « Lorsqu'[elle][il] recommande ou choisit des candidats susceptibles d'assumer les fonctions de médiateur, [nom de l'institution] tient compte des éléments suivants... » ;

c) Article 3, paragraphe 5 : « Si les parties sont de nationalités différentes, [nom de l'institution], en consultation avec les parties, peut également s'interroger sur l'opportunité de nommer un médiateur de nationalité différente de celle des parties. En outre, lors du processus de sélection, [elle][il] tient compte de la diversité géographique et de la parité femmes-hommes des candidats. ».

12. De plus, étant donné que l'institution administre la médiation, il est recommandé de supprimer le paragraphe 3 b) de l'article 4.

5. Honoraires et barème des frais

13. Une institution qui souhaite faire du Règlement son propre règlement institutionnel, si elle prélève des honoraires pour l'administration de la médiation, voudra peut-être modifier le paragraphe 1 d) de l'article 11, pour qu'il se lise comme suit :

« Les frais encourus pour toute assistance fournie par [nom de l'institution], notamment en vertu du paragraphe 3 des articles 3 et 4 du [intitulé du règlement institutionnel]. »

14. Si une institution souhaite administrer tous les frais, elle voudra peut-être modifier le paragraphe 1 de l'article 11, pour qu'il se lise comme suit :

« [Nom de l'institution] détermine le plus rapidement possible une provision pour frais préliminaire couvrant ses frais administratifs prévisionnels, l'acompte sur les honoraires du médiateur et les dépenses prévues (frais de déplacement et de subsistance du médiateur, frais de livraison, loyers, etc.). Dès la fin de la médiation, [elle][il] en détermine les frais, qui doivent être d'un montant

⁴ Il se peut également que l'institution se charge, dans le cadre de son offre de services, de la correspondance entre les parties et entre les parties et le médiateur tout au long de la procédure, auquel cas il faudrait apporter d'autres modifications, notamment aux articles 2, 3-6 et 4-5, et ajouter une règle sur l'échange de documents. Aucune modification ou adaptation ne devrait avoir d'incidence sur l'article 5, qui représente un élément essentiel de la médiation.

raisonnable, et les notifie par écrit aux parties. Les « frais » comprennent uniquement :

- a) Les honoraires du médiateur ;
- b) Les frais de déplacement et autres dépenses du médiateur ;
- c) Les frais encourus pour des expertises demandées par le médiateur avec l'accord des parties ;
- d) Les frais encourus pour toute assistance fournie par [nom de l'institution], notamment en vertu du paragraphe 3 des articles 3 et 4 du [intitulé du règlement institutionnel] ; et
- e) Toute autre dépense qui peut avoir été occasionnée par la médiation, y compris en relation avec les services de traduction et d'interprétation. »

15. Les paragraphes 3 à 6 de l'article 11 pourraient être modifiés pour se lire comme suit :

« Dès qu'[elle][il] est nommé[e], [nom de l'institution] peut demander aux parties de consigner une même somme à titre d'avance à valoir sur les frais visés au paragraphe 1, sauf si les parties et le médiateur en conviennent autrement.

Au cours de la médiation, [nom de l'institution] peut demander à chaque partie de consigner une même somme supplémentaire, sauf si les parties et le médiateur en conviennent autrement.

Si les sommes dont la consignation est requise en vertu des paragraphes 3 et 4 ne sont pas intégralement versées par toutes les parties dans un délai raisonnable fixé par [nom de l'institution], [ce dernier][cette dernière] peut suspendre la médiation ou déclarer qu'elle prend fin conformément à l'alinéa e) de l'article 9.

À la clôture de la médiation et si des sommes ont été consignées, [nom de l'institution] rend compte aux parties de l'utilisation des sommes reçues et leur restitue tout solde non dépensé. »

16. En outre, si l'institution choisit l'option traitée aux paragraphes 13 à 15 ci-dessus, elle devrait adapter en conséquence l'alinéa e) de l'article 9, pour qu'il se lise comme suit :

« Par une déclaration effectuée par [nom de l'institution], après consultation des parties, dans la situation visée au paragraphe 5 de l'article 11, à la date de la déclaration ; ».

6. Condition de forme des accords de règlement

17. Afin que les parties puissent prouver qu'un accord de règlement résulte d'une médiation, ce qui peut être nécessaire, par exemple, au stade de l'exécution, et conformément au paragraphe 1 b) de l'article 4 de la Convention de Singapour sur la médiation de 2019, l'institution voudra peut-être fournir une attestation et modifier en conséquence le paragraphe 2 de l'article 8, pour qu'il se lise comme suit :

« À la demande d'une partie, [nom de l'institution] fournit une attestation que l'accord de règlement est issu de la médiation. »

7. Citation des membres du personnel de l'institution comme témoins

18. L'institution pourrait ajouter l'interdiction de citer ses représentants ou ses employés comme témoins dans toute procédure ultérieure. Le paragraphe 3 de l'article 12 pourrait alors être modifié pour se lire comme suit :

« Les parties ne citent le médiateur, les représentants de [nom de l'institution] ou ses employés, ou toute personne participant à la médiation comme témoins dans aucune procédure de ce type. »

8. Exonération de responsabilité

19. L'exonération de responsabilité pourrait s'appliquer à l'institution et à ses employés, de sorte que l'article 13 se lirait comme suit :

« Sauf en cas de faute intentionnelle, les parties renoncent, dans toute la mesure autorisée par la loi applicable, à toute action contre le médiateur, [nom de l'institution] et ses employés pour tout acte ou toute omission en rapport avec la médiation. »

III. Institutions administrant des médiations conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) ou fournissant des services administratifs et logistiques

20. Les remarques suivantes visent à aider les institutions intéressées à éviter les conflits avec le Règlement lorsqu'elles administrent des affaires conformément à celui-ci ou qu'elles fournissent des services administratifs et logistiques dans le contexte de médiations auxquelles il s'applique.

A. Procédures ou règles administratives conformes au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)

21. En élaborant leurs procédures ou règles administratives, les institutions devraient tenir dûment compte de l'intérêt des parties. Dans la mesure où les parties utilisant les services institutionnels seraient convenues que la médiation doit être conduite conformément au Règlement, leurs attentes ne doivent pas être contrariées par des pratiques ou des règles administratives contraires à celui-ci. L'administration d'une médiation conformément au Règlement nécessite des adaptations minimales, analogues à celles mentionnées aux paragraphes 9 à 13 ci-dessus. À cet égard, l'institution voudra peut-être préciser en quoi consistera son rôle et, pour ce faire :

a) Fournir la liste des services administratifs et logistiques qu'elle offre ;
et/ou

b) Proposer aux parties une version du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) où apparaissent les modifications apportées aux fins de l'administration de la médiation ; le cas échéant, il est recommandé qu'elle précise aux utilisateurs potentiels qu'il s'agit du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) « tel qu'il est administré/modifié par [nom de l'institution] », de sorte que ceux-ci sachent que le règlement applicable diffère du Règlement original.

22. Il est en outre recommandé :

a) Que les procédures administratives de l'institution établissent une nette distinction entre, d'une part, la fourniture de services administratifs et logistiques et, d'autre part, la recommandation et la sélection d'un médiateur conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) (voir chapitre IV ci-dessous), y compris une démarcation claire entre les services proposés et, s'ils sont fournis à titre onéreux, les frais correspondants ; et

b) Que l'institution indique si elle est disposée uniquement à administrer des médiations conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) (sans laisser de choix aux parties) ou également à fournir certains services d'ordre technique ou ayant trait au secrétariat, qu'elle devrait alors décrire clairement.

23. Dans la description des services administratifs et logistiques qu'elle propose, il est recommandé que l'institution précise :

a) Lesquels seront couverts selon le forfait appliqué et lesquels ne le seront pas (et seront donc facturés séparément), ou si ses honoraires seront facturés à l'heure ;

b) Lesquels sont rendus par son propre personnel et lesquels elle fait fournir par des prestataires externes ; et

c) Que les parties peuvent également choisir de ne lui demander qu'un ou plusieurs services particuliers sans qu'elle administre intégralement la médiation.

B. Offre de services administratifs et logistiques

24. Le paragraphe 3 b) de l'article 4 prévoit que les parties, ou le médiateur avec le consentement des parties, peuvent prendre des dispositions pour obtenir une assistance administrative. À cet égard, les institutions pourraient envisager de fournir, de façon systématique ou à la demande, les services décrits ci-après, dont la liste n'est pas exhaustive :

a) Tenir une plateforme en ligne afin de faciliter la prestation des services administratifs, en prenant des mesures de protection des données et de cybersécurité adéquates ;

b) Faciliter la communication en personne et virtuelle, notamment par l'apport d'une assistance technique lors des médiations en ligne, compte tenu des principes énoncés dans les Notes techniques de la CNUDCI sur le règlement des litiges en ligne⁵ ;

c) Fournir une aide pour les travaux d'appui ou de secrétariat ;

d) Prendre les dispositions pratiques nécessaires pour les réunions, notamment :

i) Aider le médiateur à fixer la date, l'heure et le lieu des réunions ;

ii) Réserver des salles pour les réunions se tenant en présentiel ou sous forme hybride (en présentiel et en ligne) pendant la médiation ;

iii) Organiser des conférences téléphoniques et des visioconférences sécurisées ou chiffrées pour les réunions se tenant à distance ou sous forme hybride ;

iv) Fournir une aide pour les travaux d'appui et de secrétariat dans le contexte des réunions ;

v) Organiser la prestation de services par des tiers, notamment de services d'interprétation et de traduction ;

vi) Organiser, si possible, la délivrance de visas pour les réunions en présentiel, lorsque la médiation a lieu dans les locaux de l'institution ou ailleurs dans la même ville ;

e) Fournir des attestations pour les accords de règlement, conformément à l'article 8 du Règlement de médiation de la CNUDCI⁶ ;

f) Traduire l'accord de règlement ; ou

g) Fournir des services d'archivage des accords de règlement et des dossiers de la médiation.

⁵ Il peut notamment s'agir de veiller à ce que les communications entre les parties et le ou les médiateurs restent ouvertes et à jour et aussi simplement de transmettre des communications écrites. On notera également que, d'après l'article 4-2 a) de la Convention de Singapour de 2019, lorsqu'une partie souhaite se prévaloir d'un accord de règlement conclu au moyen d'une communication électronique, la méthode utilisée pour la communication doit satisfaire à certains critères. Les institutions voudront peut-être appliquer ces critères en ce qui concerne la méthode à utiliser pour les accords de règlement conclus par ce moyen.

⁶ Cette disposition reflète à la fois l'article 4-1 b) iii) de la Convention de Singapour sur la médiation et l'article 18-1 b) iii) de la Loi type de 2018 sur la médiation.

C. Barème des frais administratifs

25. Si elle demande des honoraires pour ses services, l'institution, lorsqu'elle les indique, peut reproduire son barème des frais administratifs ou à défaut indiquer sur quelle base ces frais sont calculés.

26. Compte tenu des catégories de services que peut fournir l'institution (notamment recommander et sélectionner le ou les médiateurs ou fournir des services administratifs et logistiques), il est recommandé d'indiquer séparément les honoraires pour chaque catégorie (voir par. 22 a) ci-dessus).

D. Projet de clauses types

27. Par souci d'efficacité de la procédure, les institutions voudront peut-être proposer des clauses de médiation types concernant les services susmentionnés. Il est recommandé que :

a) Si l'institution administre intégralement la médiation en vertu du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), la clause type se lise comme suit :

« Tout litige, différend ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat, ou à son inexécution, à sa résolution ou à sa nullité, sera soumis à la médiation conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) administré par [nom de l'institution]. »

b) Si l'institution ne fournit que certains services de médiation, l'accord sur les services demandés se lise comme suit :

« Tout litige, différend ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat, ou à son inexécution, à sa résolution ou à sa nullité, sera soumis à la médiation conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). [Nom de l'institution] aidera les parties en recommandant un médiateur et, si les parties n'arrivent pas à s'entendre, choisira le médiateur. [Elle][Il] fournira également des services administratifs conformément à ses procédures administratives en cas de médiation régie par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). »

c) Si l'institution administre entièrement la médiation dans le contexte d'une procédure arbitrale en cours, la clause type à plusieurs niveaux se lise comme suit :

« Si, dans le contexte d'une procédure arbitrale en cours, les parties souhaitent soumettre leur litige, en tout ou partie, à la médiation, elles conviennent que le litige sera soumis à la médiation conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) administré par [nom de l'institution]. »

d) Si l'institution ne fournit que certains services de médiation dans le contexte d'une procédure arbitrale en cours, la clause type à plusieurs niveaux se lise comme suit :

« Si, dans le contexte d'une procédure arbitrale en cours, les parties souhaitent soumettre leur litige, en tout ou partie, à la médiation, elles conviennent que le litige sera soumis à la médiation conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). [Nom de l'institution] aidera les parties en recommandant et, si les parties n'arrivent pas à s'entendre, en choisissant le ou les médiateurs, et fournira des services administratifs conformément à ses procédures administratives en cas de médiation régie par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). »

e) Dans les cas mentionnés aux points a) à d) ci-dessus, les institutions peuvent envisager d'ajouter la clause type suivante :

« i) Les parties conviennent qu'il y aura un médiateur, qu'elles nommeront d'un commun accord [dans les trente jours suivant la convention de médiation] ; »

« ii) La langue à utiliser pour la médiation sera [nom de la langue] ; »

« iii) L'endroit où la médiation aura lieu sera [nom du lieu][La médiation se déroulera à distance]. »

f) Si l'institution, dans le cas où la médiation n'aboutit pas à un accord de règlement, administre entièrement l'arbitrage consécutif à la médiation ou fournit certains services dans ce contexte, la clause type à plusieurs niveaux se lise comme suit :

« Si le différend n'est pas réglé, en tout ou partie, dans un délai de [(60) jours] à compter de la demande de médiation soumise conformément au Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), les parties conviennent de trancher toute question restante par voie d'arbitrage conformément au [Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (2021)][intitulé du règlement d'arbitrage de l'institution]. »

g) En pareil cas, les institutions peuvent envisager d'ajouter la note suivante :

« i) L'autorité de nomination sera [nom de l'institution] ; »

« ii) Le nombre d'arbitres est fixé à [un ou trois] ; »

« iii) Le lieu de l'arbitrage sera [ville et pays] ; »

« iv) La langue à utiliser pour l'arbitrage sera [nom de la langue]. »

IV. Institutions recommandant et sélectionnant des médiateurs

28. Le paragraphe 3 de l'article 3 du Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) prévoit que les parties peuvent demander l'assistance d'une institution pour qu'elle recommande ou sélectionne le médiateur. Les paragraphes 4 et 5 du même article décrivent les éléments dont l'institution doit tenir compte lorsqu'elle recommande ou choisit un ou des candidats susceptibles d'assumer les fonctions de médiateur. Ces éléments incluent :

a) L'expérience professionnelle, les compétences linguistiques et les qualifications du médiateur pressenti ;

b) Toute accréditation ou certification pertinente accordée au médiateur pressenti par un organisme professionnel reconnu de normalisation pour la médiation ;

c) La disponibilité du médiateur pressenti ;

d) Les éléments propres à garantir la nomination d'un médiateur indépendant et impartial ; et

e) Les éléments propres à garantir la diversité, notamment en ce qui concerne la nationalité, le genre et la culture de la personne pressentie pour assumer les fonctions de médiateur.

29. Une institution qui souhaite recommander et sélectionner des médiateurs et qui est à même de le faire devrait expliquer comment elle exercera ces fonctions (voir par. 28 ci-dessus) et indiquer les frais qui en découleront, le cas échéant.

Annexe IV

Liste des documents dont la Commission était saisie lors de sa cinquante-cinquième session

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/CN.9/1083	Ordre du jour provisoire annoté et calendrier des séances de la cinquante-cinquième session
A/CN.9/1084	Rapport du Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises) sur les travaux de sa trente-sixième session
A/CN.9/1085	Rapport du Groupe de travail II (Règlement des différends) sur les travaux de sa soixante-quatorzième session
A/CN.9/1086	Rapport du Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États) sur les travaux de sa quarante et unième session
A/CN.9/1087	Rapport du Groupe de travail IV (Commerce électronique) sur les travaux de sa soixante-deuxième session
A/CN.9/1088	Rapport du Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) sur les travaux de sa cinquante-neuvième session
A/CN.9/1089	Rapport du Groupe de travail VI (Vente judiciaire de navires) sur les travaux de sa trente-neuvième session
A/CN.9/1090	Rapport du Groupe de travail I (Micro-, petites et moyennes entreprises) sur les travaux de sa trente-septième session
A/CN.9/1091	Rapport du colloque sur les travaux futurs possibles en matière de règlement des différends tenu pendant la soixante-quinzième session du Groupe de travail II
A/CN.9/1092	Rapport du Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États) sur les travaux de sa quarante-deuxième session
A/CN.9/1093	Résumé de la Présidente et du Rapporteur sur les travaux de la soixante-troisième session du Groupe de travail IV (Commerce électronique)
A/CN.9/1094	Rapport du Groupe de travail V (Droit de l'insolvabilité) sur les travaux de sa soixantième session
A/CN.9/1095	Rapport du Groupe de travail VI (Vente judiciaire de navires) sur les travaux de sa quarantième session
A/CN.9/1096	Bibliographie des écrits récents ayant trait aux travaux de la CNUDCI
A/CN.9/1097	État des conventions et des lois types et fonctionnement du Registre sur la transparence
A/CN.9/1098 et A/CN.9/1098/Corr.1	Présence régionale de la CNUDCI
A/CN.9/1099	Coopération et assistance techniques
A/CN.9/1100	Diffusion d'informations et activités connexes à l'appui des travaux de la CNUDCI et de l'utilisation de ses textes, y compris un rapport sur le Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI et les précis de jurisprudence
A/CN.9/1101	Résultats des travaux préparatoires du secrétariat de la CNUDCI en vue d'élaborer un nouvel instrument international sur les documents de transport multimodal négociables
A/CN.9/1102	Récépissés d'entrepôt
A/CN.9/1103	Programme de travail de la Commission
A/CN.9/1104	Résolutions pertinentes de l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/CN.9/1105	Rôle de la CNUDCI dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international
A/CN.9/1106	Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales invitées aux sessions de la CNUDCI et de ses groupes de travail
A/CN.9/1107	Activités de coordination
A/CN.9/1108	Projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires
A/CN.9/1109	Compilation des commentaires reçus concernant le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires
A/CN.9/1109/Add.1	Compilation des commentaires reçus : additif 1
A/CN.9/1109/Add.2	Compilation des commentaires reçus : additif 2
A/CN.9/1109/Add.3	Compilation des commentaires reçus : additif 3
A/CN.9/1110	Projet de note explicative sur la convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires – première partie
A/CN.9/1110/Add.1	Projet de note explicative – deuxième partie
A/CN.9/1110/Add.2	Projet de note explicative – troisième partie
A/CN.9/1111	[Non publié]
A/CN.9/1112	Projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance
A/CN.9/1113	Projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance : compilation des commentaires reçus de gouvernements et d'organisations internationales
A/CN.9/1113/Add.1	Projet de loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance : compilation des commentaires reçus de gouvernements et d'organisations internationales – additif 1
A/CN.9/1114	Rejet rapide et décision préalable
A/CN.9/1115	Textes d'autres organisations avalisés par la Commission : Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758
A/CN.9/1116	Questions juridiques liées à l'économie numérique – poursuite des travaux relatifs aux contrats automatisés et autres progrès
A/CN.9/1117	Questions juridiques liées à l'économie numérique – proposition de travaux futurs consacrés aux transactions de données
A/CN.9/1118	Règlement des différends : recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021)
A/CN.9/1119	Travaux exploratoires relatifs aux incidences de la COVID-19 sur le droit commercial international
A/CN.9/1120	Travaux futurs possibles sur l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation et la résilience face à ces changements
A/CN.9/1120/Add.1	Travaux futurs possibles sur l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation et la résilience face à ces changements : additif 1